



République d'Haïti
Liberté-Fraternité-Égalité

Ministè Kondisyon Fanm ak Dwa Fanm
Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE D'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE BUDGET NATIONAL

Cahier des Participant(e)s



République d'Haïti
Liberté-Fraternité-Égalité

Ministè Kondisyon Fanm ak Dwa Fanm
Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE D'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE BUDGET NATIONAL

Cahier des Participant(e)s

Copyright © Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail et ONU Femmes, 2015. Tous droits réservés.

Première édition 2015

Les publications du Centre international de formation de l'OIT jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole no 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Centre international de formation de l'OIT. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Guide méthodologique d'intégration du genre dans le budget national: Cahier des participant(e)s

ISBN 978-92-9049-767-7

Gouvernement de la République d'Haïti: le MCFDF a été créé le 8 novembre 1994. Il est chargé de définir des politiques devant agir sur la condition des femmes en Haïti.

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies pour l'autonomisation des femmes, établie en juillet 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour accélérer les objectifs de l'Organisation liés à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Fidèle à la vision de l'égalité pour tous et pour toutes inscrite dans la Charte des Nations Unies, ONU Femmes œuvre, entre autres, pour: l'élimination de toute discrimination à l'encontre des femmes et des filles; l'autonomisation des femmes; et l'égalité entre hommes et femmes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire, de la paix et de la sécurité.

La Commission européenne (CE) a pour mission de promouvoir l'intérêt général de l'Union européenne, notamment en proposant des actes législatifs communautaires, en veillant à l'application correcte des traités et de la législation européenne, en menant des politiques communes et en assurant la gestion des fonds. La Commission préside le Comité de pilotage du programme du Partenariat CE/Nations Unies sur l'égalité des genres pour le développement et la paix.

Le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (CIF-OIT) participe à la réalisation de l'objectif de l'OIT d'un travail décent pour les femmes et les hommes en prodiguant des formations et des services connexes qui permettent la mise en valeur des ressources humaines et le développement des compétences institutionnelles. Le CIF-OIT propose des modules d'apprentissage en ligne aussi bien que résidentiels et met son approche pratique du renforcement des capacités pour l'intégration de la dimension de genre à la disposition de tous les partenaires et acteurs du Partenariat CE/Nations Unies.

Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail
Viale Maestri del Lavoro, 10 - 10127 Turin, Italie
Site Web: <http://gender.itcilo.org/>

Cette publication a été préparée avec l'aide de l'Union européenne dans le cadre du projet «Financement de l'égalité des sexes» (F4GE). Son contenu n'engage que la responsabilité de ses autrices* et ne reflète en aucun cas l'opinion de la CE. La reproduction est autorisée pour autant que la source soit mentionnée.

*Première version: Fatou Sarr; Révisions et enrichissements: Thera van Osch, Marianne Duvalier (OQ Consulting), Blerina Vila (ITCILO), Michelle Romulus (UNWomen). Finalisation éditoriale: Benedetta Magri et Sophie Lambert (ITCILO).

Les désignations utilisées dans les publications du Centre international de formation de l'OIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Centre aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Centre international de formation de l'OIT souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Centre aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Centre, ainsi qu'un catalogue ou liste des nouvelles publications peuvent être obtenues à l'adresse suivante

Publications, Centre international de formation de l'OIT
Viale Maestri del Lavoro, 10 - 10127 Turin, Italie
Téléphone: +39 - 011 - 6936693
Fax: +39 - 011 - 6936352
E-mail: Publications@itcilo.org

Conception et impression par le Centre international de formation de l'OIT, Turin – Italie

Table des matières

STRUCTURE DU CAHIER DES PARTICIPANT(E)S	iv	DÉBUT
MODULE 1: L'analyse genre et ses applications dans la planification nationale	1	MODULE 1
APERÇU DU MODULE 1	2	
PRÉREQUIS	2	
OBJECTIFS	2	
M1. Session 1. Introduction au genre	3	MODULE 2
M1.S1.1. Les questions de genre	3	
M1.S1.2. Les concepts clés	4	
M1. Session 2. Les outils de l'analyse genre	6	MODULE 3
M1.S2.1. Qu'est que «l'analyse genre»? Les différentes théories	7	
M1.S2.2. Outils d'analyse selon le genre	10	
MODULE 2. Les aspects stratégiques de la budgétisation et planification	19	ANNEXE 1
Acronymes	20	
APERÇU DU MODULE 2	21	ANNEXE 2
OBJECTIFS	21	
PRÉREQUIS	21	
M2. Session 1. Concepts de base: budgétisation et planification	22	GLOSSAIRE
M2.S1.1. La budgétisation programme en Haïti	22	
M2.S1.2. La budgétisation sensible au genre	26	
M2. Session 2. Intégrer le genre au cycle budgétaire	30	
M2.S2.1. L'élaboration du budget et l'intégration de la dimension de genre en Haïti: Phases 1 et 2	37	
M2.S2.2. La dimension de genre dans la mise en œuvre et l'évaluation du budget: Phases 3 et 4	37	
M2. Session 3. La méthodologie pour la budgétisation sensible au genre	40	CAHIER POUR LA FACILITATION
M2.S3.1. Les sept outils pour la budgétisation sensible au genre	40	
M2. S3.2. Travail rémunéré et non rémunéré dans le PIB	47	
M2. Session 4. L'intégration du genre dans l'approche projet	49	
M2.S4.1. Rendre le cycle du projet sensible au genre	50	
M2.S4.2. L'approche du cadre logique	52	
M2.S4.3. S'assurer de la responsabilisation sur les performances de genre	54	
M2.S4.4. Mise en œuvre du projet	55	
M2.S4.5. Évaluation du projet	57	
MODULE 3. Proposition d'un cadre de planification budgétaire sensible au genre	59	
Annexe I : Module de formation ONU Femmes/ITCILO «Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement. Processus pilotés par le pays»	63	
Annexe II : Module ITCILO/ONU Femmes «Boîte à outils pour la planification et la budgétisation selon le genre dans la planification du développement»	99	
Glossaire	139	

STRUCTURE DU CAHIER DES PARTICIPANT(E)S

Le présent Cahier des participant(e)s constitue la première partie du Guide méthodologique d'intégration du genre dans le budget national. Ce guide a été réalisé à une période où l'engagement du Gouvernement d'Haïti est resté très net pour faire avancer la question de l'égalité de genre, depuis l'élaboration du Plan Stratégique pour le Développement d'Haïti (PSDH) jusqu'à la parution en 2014 de la politique nationale pour l'égalité femmes-hommes.

Le guide est structuré de façon à faciliter la dissémination par des actions formatives, et se compose de:

Cahier des participant(e)s:

Module 1: L'analyse genre et ses applications dans la planification nationale.

Module 2: Les aspects stratégiques de la budgétisation et planification.

Glossaire

Le Cahier des participant(e)s s'adresse à toutes/tous les cadres, professionnel(le)s, planificateur(trice)s et technicien(ne)s du secteur public, comme du secteur privé, du niveau central ou du niveau local, voulant s'initier aux méthodes et aux outils pour l'intégration d'une planification et d'une budgétisation sensible au genre.

Cahier du facilitateur

Ce document fournit des lignes directrices méthodologiques, des exercices de formation et d'autres outils pédagogiques pour la mise en œuvre de sessions de formations sur l'analyse selon le genre (module 1), la budgétisation selon le genre dans le contexte des politiques publiques (module 2) et l'élaboration de plans d'actions et suivi (module 3).

L'ANALYSE GENRE ET SES APPLICATIONS DANS LA PLANIFICATION NATIONALE

1

MODULE 1: L'ANALYSE GENRE ET SES APPLICATIONS DANS LA PLANIFICATION NATIONALE

APERÇU DU MODULE 1

Ce module comporte deux sections:

Section 1: Introduction au genre

Section 2: L'analyse selon le genre et ses applications dans la planification nationale.

Le module introduit d'abord le participant au concept de genre et clarifie les notions fondamentales du domaine. Ensuite, le module présente deux théories relatives à l'analyse des rapports sociaux de genre. Finalement, des outils d'analyse de base tels que i) les 10 questions clés et ii) la grille de Harvard seront illustrés.

PRÉREQUIS

1. Être fonctionnaire d'un des ministères qui participent à l'initiative de la budgétisation genre à Haïti, notamment le Ministère de la Condition Féminine et des Droits de la Femme, le Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure, le Ministère de l'Économie et des Finances, le Ministère du Commerce et Industrie, le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, ou des organismes déconcentrés tels qu'IHSI, qui est sous la tutelle du MPCE.
2. Avoir une connaissance de base des concepts du genre aussi bien que de la budgétisation selon le genre, possiblement grâce à la participation aux sessions de formation en BSG qui ont eu lieu à Haïti sous l'égide d'ONU Femmes (novembre 2012, novembre 2013).
3. Connaître la base légale pour l'intégration de l'égalité des sexes à Haïti.
4. Connaître le cadre politico-stratégique sur l'égalité des sexes à Haïti ou avoir la capacité d'identifier ces documents et d'y avoir accès par des contacts institutionnels.

OBJECTIFS

À la fin de ce module, les participants seront familiarisés avec le concept de genre et auront fait une lecture critique des différentes terminologies utilisées. Plus spécifiquement, ils auront:

- Assimilé les définitions de base relatives à l'égalité entre hommes et femmes et maîtrisé les concepts clés du domaine d'analyse de genre.
- Examiné les processus clés, les déficits et les points d'entrée que les principaux acteurs peuvent utiliser pour s'assurer que l'égalité de genre est manifeste dans les plans de développement national.

M1. SESSION 1. INTRODUCTION AU GENRE

En dépit des engagements planétaires des gouvernements en faveur de l'égalité entre les sexes, la situation a peu évolué. Les promesses n'ont pas été tenues, faute d'une politique pour les soutenir, et parce qu'en partie, le financement ne suit pas les engagements politiques.

En Haïti, l'État s'est engagé à faire progresser l'égalité des sexes, c'est pourquoi il a ratifié sans réserve le 7 avril 1981 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF), qui, en son article 1^{er} affirme que «l'expression *“discrimination à l'égard des femmes” vise toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine*».

En 1995, le gouvernement haïtien a adhéré à la Déclaration et au Programme d'action adoptés à la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, tenue à Beijing, qui incite les gouvernements à «trouver des solutions efficaces, orientées vers le développement et durables au problème de la dette extérieure, pour faciliter le financement de programmes et projets axés sur le développement, et notamment sur la promotion de la femme, en appliquant immédiatement les conditions convenues par le Club de Paris en décembre 1994, qui comprennent des formules de réduction et d'annulation de la dette, et mettre au point des techniques de conversion de la dette en faveur de programmes et projets de développement social, conformément aux priorités du Programme d'action».

Depuis 2006, le gouvernement a pris conscience de la nécessité du financement de l'égalité et c'est ainsi que dans le PSDH il est prévu de: «réservé une enveloppe budgétaire annuelle destinée au Fonds genre et développement du MCFDF afin de réaliser des projets, partout sur le territoire, en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes haïtiennes».

Le gouvernement a aussi pris l'engagement d'élaborer un budget sensible au genre, adopté par les acteurs avec des sources de financement déterminées (internes comme externes). Pour chacun des budgets des ministères, une ligne sera réservée pour les actions en lien avec l'établissement de l'égalité de genre.

M1.S1.1. Les questions de genre

Le genre est un concept abstrait qui appelle à une clarification, car il est parfois source de confusions. Le genre n'est pas la femme, et utiliser les deux termes de manière interchangeable est conceptuellement erroné. Mais le genre est aussi un concept opératoire, car il permet d'établir la distinction entre le rôle biologique et le rôle social.

Le sexe fait référence à la différence qui existe entre l'homme et la femme, aux plans biologique et anatomique (le physique, les chromosomes, les organes génitaux). Il relève du naturel et ne peut être changé par l'individu (toutefois, il faut prendre en compte les avancées scientifiques qui permettent aujourd'hui de changer de statut sexuel).

Le genre résulte du processus de socialisation des hommes et des femmes, processus qui leur assigne des rôles et des positions différents au niveau de la reproduction, de la production et de la distribution des responsabilités. Il renvoie aux rapports socialement construits à partir de la différence sexuelle, rapports qui changent selon les sociétés, selon les époques historiques ou selon les circonstances. Il définit les valeurs et les attitudes qu'une communauté ou une société juge comme appropriées à un sexe ou à l'autre (Sarr, 1999).

Le terme «genre» ne s'adresse pas à l'homme ou à la femme en soi. L'objet de l'analyse genre porte sur les relations entre hommes et femmes.

Un exposé utile est fait par le «Diagnostic des inégalités de genre Haïti - Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes – juin 2013» qui explique que:

dans [les] rapports [entre les genres], il n'y a jamais eu en réalité qu'un seul sexe, à savoir le sexe féminin, les hommes incarnant quant à eux le genre humain par rapport auquel les femmes constituaient une sorte de particularité ou d'anomalie. Le caractère proprement sexué et sexuel des hommes masculins a en effet été séculairement identifié à l'humain, confondu avec lui. Dans l'histoire de la pensée explicite ou implicite des cultures, il n'y a pas deux sexes auxquels seraient dévolues des fonctions spécifiques, et qui se répartiraient ainsi l'espace social, mais plutôt une spécificité et une particularité du sexe féminin (*tota mulier in utero*) par rapport à la généralité de l'humanité incarnée par l'homme [...].

Aussi, en bonne logique, après avoir affirmé avec Beauvoir qu'«on ne naît pas femme, on le devient», faudrait-il ajouter [...], qu'on ne naît pas homme, on le devient», non seulement psychiquement mais socialement. Si le rapport est construit, les deux entités qui s'affrontent dans ce rapport sont elles-mêmes construites, et construite leur inégalité.» (Collin, Françoise, 2003).

«Dans cette perspective, “les rapports entre les hommes et les femmes ne sont pas de simples relations interindividuelles, car celles-ci s'inscrivent dans des rapports sociaux qui transcendent les individus. Il s'agit de rapports d'antagonisme et de pouvoir non pas naturellement définis, mais historiquement et socialement construits. Ils ont pour enjeux la sexualité et le travail, à travers des mécanismes d'exploitation et des dispositifs de domination, de production et d'intériorisation de différences, de naturalisation, de normalisation. Ils se traduisent, partout dans le monde, avec plus ou moins d'intensité, en violence, inégalités de toutes sortes, subordination, exclusion partielle ou totale du politique”» (Bidet-Mordrel, Annie citée in Flahault, Érika et Jaurand, Emmanuel, 2012: 65).

Il s'agit d'évoluer d'un paradigme fondé sur des rapports de domination vers un paradigme fondé sur l'égalité et l'équité entre les sexes. Aujourd'hui, le paradigme de l'égalité et de la justice est en train d'écarter celui qui est fondé sur la domination de la femme par l'homme. Même si les résistances sont encore très fortes, il offre une opportunité pour la construction d'un monde plus juste et pour un développement humain durable.

M1.S1.2. Les concepts clés

Il est nécessaire d'identifier les concepts clés qui sont indispensables pour comprendre le genre. Certains concepts sont essentiels dans l'analyse genre, notamment: égalité, équité, différence, parité, complémentarité, condition sociale, position, pouvoir, relations de genre, autonomisation (empowerment).

L'égalité de genre

L'égalité de genre signifie qu'il n'y a pas de discrimination basée sur le sexe dans la répartition des ressources et des bénéfices, ni dans l'accès aux services. Ce concept peut être évalué selon qu'il y a égalité des chances ou égalité des retombées.

Égalité/différence

C'est à partir des identités biologiques que les sociétés attribuent symboliquement aux hommes et aux femmes des valeurs différentes et créent, de ce fait, une inégalité entre eux. Les amalgames sont vite faits en affirmant que les femmes et les hommes sont différents, et ne sont donc pas égaux. Une telle formule est inexacte, car le contraire de l'égalité, c'est l'inégalité et le contraire de la différence, c'est l'identité. C'est à partir des différences sexuelles que se construisent des inégalités qui se traduisent par une position de subordination de la femme vis-à-vis de l'homme.

Égalité ≠ Inégalité

Différence ≠ Identité

Nous pouvons être différents, mais égaux: les hommes noirs sont différents des hommes blancs mais ils sont égaux en droit.

Égalité/équité

L'équité qui renvoie à plus de justice sociale permet de prendre en compte les facteurs discriminants qui rendent l'égalité impossible. Le concept d'équité de genre transmet une notion de justice, c'est-à-dire de pouvoir donner à chacun ce qui lui appartient, tout en reconnaissant les conditions et les caractéristiques spécifiques de chaque catégorie. Ce concept est en relation avec **l'égalité de résultats et de bénéfices** pour les hommes et les femmes. L'accès égal à l'éducation ne signifie pas pour autant que les filles et les garçons scolarisés atteignent les mêmes niveaux d'éducation. Afin d'assurer l'équité, il faut adopter des mesures pour compenser les désavantages sociaux qui empêchent les filles ou les garçons de profiter, à chances égales, de la scolarisation: par exemple, organiser des cours de soutien aux filles après les heures de classe ou soutenir les mamans pour qu'elles aient accès à des technologies afin de décharger leurs filles des tâches domestiques.

Complémentarité

Souvent, pour évacuer le problème des inégalités, on a l'habitude d'affirmer que les hommes et les femmes sont complémentaires. La complémentarité décrit les caractéristiques de ce qui est complémentaire, mais derrière ce concept se trouve le risque de continuer à maintenir les femmes dans une position de domination.

Attention!
 $90 + 10 = 100$
 mais aussi...
 $50 + 50 = 100$

Le genre: une question de culture

C'est par la culture que se perpétue la logique de domination de la femme par l'homme. Dans beaucoup de sociétés ce sont des règles établies par les sociétés masculines qui régissent la vie, les pratiques et les comportements des femmes et des hommes. C'est au nom de la culture que se mettent en place des pratiques d'exclusion de la femme des espaces de pouvoir.

La culture est aussi un phénomène évolutif, c'est-à-dire sujet à des transformations et à des adaptations dictées par le cours des événements. Elle peut représenter une contrainte mais aussi une force. Il s'agit de voir dans la culture les ouvertures possibles et de les utiliser pour apporter les changements indispensables à la communauté concernée.

Le genre: un enjeu de développement

La démonstration que les relations de genre constituent un **déterminant de la pauvreté** prouve que le développement passe nécessairement par la réduction voire la suppression des inégalités.

Les femmes représentent plus de la moitié de la population, et la non-prise en compte de leurs besoins et de leurs contraintes par les secteurs dans lesquels elles se trouvent constitue une entrave majeure au développement des communautés. Par exemple, dans l'agriculture, quand la moitié de la population d'une communauté est exclue de l'utilisation des facteurs de production, c'est la capacité de développement de la communauté entière qui est hypothéquée.

Pour atteindre leurs objectifs de développement, les politiques et programmes doivent prendre en compte les **besoins** pratiques des femmes en matière d'acquisition de connaissances, d'accès aux facteurs de production et aux équipements, mais ils doivent aussi prendre en compte les **intérêts stratégiques** des femmes, ce qui implique l'ouverture des espaces de pouvoir pour une participation effective aux prises de décisions et un renforcement des capacités pour l'acquisition de plus d'autonomie.

Le genre, un concept d'analyse scientifique, donc universel

Le genre est un concept scientifique, parce que la démonstration que le rôle masculin/féminin est une construction est vérifiable partout, quels que soit la société ou l'espace géographique. En tant que tel, il est un concept universel et peut être utilisé partout.

Un glossaire – que vous trouverez en annexe – complète la liste des termes pertinents au discours concernant le genre, le développement et la budgétisation sensible au genre.

À retenir:

- Les différences entre les hommes et les femmes résultent d'une construction sociale et non pas de leur «nature».
- Le masculin et le féminin se construisent relativement, l'un par rapport à l'autre (approche relationnelle).
- Les relations entre les sexes sont hiérarchisées et procèdent d'un rapport de pouvoir (le pouvoir sur, par opposition au pouvoir de).
- Les catégories de sexe n'étant pas homogènes, l'intersectionnalité permet de prendre en compte les effets des autres rapports sociaux (groupe d'âge, catégorie sociale, colorisme, etc.).
- «Penser en termes de genre implique "l'idée que l'intervention politique est susceptible d'effriter les fondements matériels et symboliques du genre comme système social".»

Extrait du *Diagnostic des inégalités de genre, Haïti* - Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes – juin 2013

M1. SESSION 2. L'ANALYSE GENDRE ET SES APPLICATIONS DANS LA PLANIFICATION NATIONALE

Le concept genre constitue un puissant outil d'analyse. Il représente un intérêt par sa capacité à offrir une nouvelle clé de lecture des réalités sociales. La contribution de l'analyse genre se situe principalement à deux niveaux:

- au niveau de la démonstration du caractère construit des relations de genre, par opposition au caractère naturel des catégories hommes/femmes: cela est valable quelle que soit la société;
- au niveau de la prise en compte des rapports politiques: car elle montre que la position de subordination de la femme relève des rapports de pouvoir, de domination sociale et culturelle et non d'un déterminisme biologique.

La compréhension du concept genre est indispensable pour saisir les enjeux de la budgétisation sensible au genre, et sa contribution au processus de planification au niveau national.

Pourquoi s'en soucier?

Dans le document du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) sur les inégalités et la pauvreté publié en 2006, parmi les disparités sociales, celles liées au sexe sont celles qui fragilisent le plus les acquis politiques et socio-économiques d'une société. Il devient urgent pour Haïti, selon ce document, de réfléchir aux conséquences des discriminations liées au sexe. Car en dépit de certaines avancées, la société est encore largement imprégnée de préjugés et stéréotypes qui restreignent les opportunités des individus de sexe féminin.

Plus généralement, il y a trois principales raisons pour lesquelles il convient de considérer l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes comme des objectifs capitaux de la planification nationale:

1. «Le cas des droits humains»

La plupart des pays du monde ont souscrit à l'idée selon laquelle l'égalité des genres est un droit humain fondamental et un objectif important en soi. Haïti est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), de la Déclaration de Beijing et de la Déclaration sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui expriment ouvertement l'engagement de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

2. Le «cas de la réduction de la pauvreté»

Les objectifs très importants de l'agenda du développement et le PSDH sont la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des différents aspects du développement humain (alphabétisme, mortalité, vieillissement, opportunités de travail décent, etc.). La récente crise économique mondiale a révélé l'importance de considérer l'inclusion sociale, le travail décent et la résolution des inégalités comme des éléments fondamentaux des modèles économiques viables et réellement redistributifs. Il est de plus en plus manifeste que les inégalités entre les sexes ou autres ne sont pas simplement les conséquences, mais plutôt les déterminants de la pauvreté et, en tant que telles, elles doivent être systématiquement comblées de manière intégrée.

3. Le «cas commercial»

Les inégalités entre les sexes sont coûteuses pour le développement et une plus grande égalité entre les hommes et les femmes accroît l'efficacité et l'efficacé des actions de développement. Des études réalisées par la Banque mondiale révèlent que l'amélioration de l'égalité des sexes est source de croissance économique, de développement humain et de réduction de la pauvreté. Entre autres preuves, on peut citer les exemples suivants: la réduction de l'écart entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes entraîne la baisse du taux de séropositivité chez les citoyens adultes; le même résultat est observé dans certains pays africains pour les enfants dont les mères ont passé cinq ans dans l'enseignement. Dans toutes les régions du monde, la proportion d'enfants immunisés s'accroît avec les niveaux d'instruction des mères. Dans les ménages du Cameroun, du Burkina Faso et du Kenya, une maîtrise plus égalitaire des moyens de production et du revenu agricole pourrait accroître les récoltes d'environ un cinquième.

Un prérequis important c'est avoir une idée très claire de la raison pour laquelle le gouvernement de Haïti s'engage dans une initiative de budgétisation sensible au genre. Pour une analyse approfondie des enjeux de l'égalité entre hommes et femmes à Haïti voir «Rapport inégalités de genre en Haïti», MCFDF 2013.

M1.S2.1. Qu'est que «l'analyse genre»? Les différentes théories.

L'analyse genre examine les différences entre femmes et hommes, ainsi que les différences parmi les femmes et parmi les hommes. Elle analyse les relations entre femmes et hommes. L'objet est d'identifier les écarts entre les sexes et les inégalités dans les relations entre femmes et hommes dans le cadre d'une analyse socio-économique. Elle ne présume pas, elle se donne les moyens de savoir en utilisant des outils, en se fondant sur un questionnement et une démarche comparative des situations spécifiques des hommes et des femmes.

Plusieurs auteurs ont développé des théories relatives à l'analyse des rapports sociaux de genre. Les éléments constitutifs du cadre d'analyse de l'approche que nous proposons reposent sur la théorie des rôles et des besoins et intérêts stratégiques, développée par Caroline Moser (1993), et à cela nous ajoutons les théories de changement social (Rocher 1968).

1.1. Théorie des rôles et division du travail

Les hommes et les femmes, quelle que soit la société, se voient attribuer des rôles et des fonctions qui déterminent (et/ou sont déterminés par) leur position sociale. Il existe une division sexuelle du travail, entre les hommes et les femmes, qui est propre à chaque culture et à chaque époque. Cette division s'exprime dans différents domaines d'action: la reproduction, la production et dans les sphères politiques, communautaires et culturelles. Généralement, les tâches réalisées par les femmes ne sont valorisées ni économiquement ni socialement. En revanche, les travaux effectués par les hommes sont surévalués.

Le rôle reproductif

Les adultes, hommes et femmes assurent la perpétuation du groupe. Cela inclut la responsabilité de mettre au monde et d'élever les enfants, l'ensemble des activités liées au bien-être familial dont l'entretien ménager, les tâches domestiques, le soin et l'éducation des enfants, les soins aux personnes âgées, l'entretien de la force de travail. Dans ce cadre, les femmes sont chargées d'une importante partie des tâches comme éduquer les enfants, s'occuper des personnes âgées, nourrir la famille, entretenir la maison, préparer les repas, faire la lessive, la vaisselle, etc.). Ces tâches, parce qu'essentiellement féminines, sont dépourvues de valeur marchande et les hommes y participent faiblement en général.

Le rôle productif

Il renvoie au rôle économique (travail rémunéré ou non). Ce rôle concerne la production de biens et services aux fins d'une consommation directe ou pour la commercialisation (travaux agricoles, extraction de matières premières, artisanat, commerce, industrie, service, etc.).

Une bonne partie des activités économiques exercées par les femmes, contrairement à celles des hommes, ne sont pas reconnues comme telles; elles sont souvent masquées par le rôle de reproduction et sont invisibles dans la comptabilité nationale: c'est le cas de la production de biens réservés à l'autoconsommation familiale.

Le rôle communautaire et sociopolitique

Pour que la vie soit possible au sein de la communauté, plusieurs activités qui assurent à celle-ci services et cohésion doivent être menées par certains de ses membres.

Les femmes s'engagent généralement dans des activités de gestion collective qui ont un lien avec leur rôle traditionnel (entretien de ressources rares, soins de santé, éducation, etc.). Elles s'investissent beaucoup au niveau organisationnel, mais cela ne leur confère aucun prestige. Elles sont écartées de la prise de décision politique. Les hommes, quant à eux, participent à la politique locale de manière organisée et formelle.

1.2 Théorie des besoins pratiques et des intérêts stratégiques

Pour s'acquitter des tâches aux plans reproductif, productif et communautaire, les hommes comme les femmes ont besoin de moyens de réalisation; mais il faut établir une différence entre besoins pratiques et intérêts stratégiques.

Les besoins pratiques

Les besoins pratiques ou besoins concrets sont spécifiques et renvoient à la satisfaction des besoins relatifs aux conditions de vie, en lien avec les rôles et responsabilités.

Les besoins pratiques sont généralement d'ordre matériel; ils influencent les conditions d'existence et sont liés à des aspects concrets: eau, alimentation, logement, santé, éducation, etc. Ce sont des besoins partagés par tous les membres du ménage, mais ils sont souvent identifiés comme les besoins des femmes (y compris par elles-mêmes), parce que ce sont elles qui assument généralement cette responsabilité. Ils ne sont pas les mêmes pour chaque femme, mais varient selon la catégorie ou la classe sociale, l'ethnie, l'âge, la culture et selon des contextes particuliers.

Les besoins ou intérêts stratégiques

Les besoins ou intérêts stratégiques sont liés à la position sociale; ils sont essentiellement d'ordre politique. Les intérêts stratégiques sont liés à la position de pouvoir, au contrôle des ressources. Par exemple dans beaucoup de sociétés, certains groupes de femmes (veuves, divorcées, femmes abandonnées...) souffrent de privations économiques à cause de leur statut social qui est dicté par des codes sociaux. Par exemple, elles peuvent être dépossédées de leurs biens par des membres de la famille.

La théorie des besoins et intérêts stratégiques permet de comprendre que la satisfaction des besoins ou l'accès aux services et ressources sont fonction de la position de pouvoir, donc de la capacité de contrôle des ressources (humaines, financières, matérielles). Pour comprendre les notions de besoins pratiques et intérêts stratégiques, il importe de maîtriser les notions de condition de vie et de position sociale, d'accès et de contrôle des ressources, ainsi que celles de participation et de l'autonomisation (empowerment).

Conditions de vie: elles font référence à l'état matériel des femmes et des hommes dans leur vie quotidienne. Au sein d'un ménage ou d'une collectivité, les femmes et les hommes peuvent partager les mêmes conditions de pauvreté. Cependant, femmes et hommes vivent ces conditions et éprouvent des besoins de manière différente du fait de leurs responsabilités distinctes. Les femmes peuvent donner la priorité à l'accès à l'eau et aux combustibles, et à de meilleurs services de santé. Les hommes peuvent accorder la priorité à la nécessité d'obtenir plus de terres et d'outils agricoles.

Position sociale: ce concept de position renvoie à la situation sociale, économique et politique des femmes comparativement à celle des hommes. La position sociale des femmes limite leur accès aux ressources et aux bénéfices, que ce soient les ressources économiques ou productives: elles peuvent avoir accès aux ressources (comme la terre), mais n'exercent aucun contrôle sur ces ressources et avantages (aptitude à en définir l'utilisation et à imposer ce choix aux autres).

Accès aux ressources: ce sont les moyens ou le droit qu'on a d'obtenir des biens ou des produits, sans pouvoir décider de leur usage. Citons l'exemple de la femme qui a accès à la terre, mais ne peut pas la vendre. Se limiter à la notion d'accès ne suffit pas pour prendre en compte les rapports de genre.

Contrôle des ressources: il renvoie au droit de décider de l'utilisation des ressources ou des bénéfices et signifie la possibilité pour une personne d'orienter et d'influencer le cours des événements, de sorte que ses intérêts soient protégés.

Participation: elle se réfère à toute adhésion à un système qui peut aller d'une simple présence en tant que bénéficiaire passif jusqu'à une position engagée en tant que décideur. On peut distinguer quatre niveaux de participation:

- être le récipiendaire passif d'une intervention;
- être impliqué dans des actions conçues par d'autres;
- être consulté sur les problèmes et les besoins, mais pas nécessairement sur l'analyse et l'option en matière de réponses;
- être partie prenante à une action qui va de sa conception à sa réalisation.

Complexité de genre: le genre n'est pas simplement une condition binaire (homme/femme), il est gradué par l'abondance, la pauvreté, l'âge, le statut civil, les systèmes de castes, les cultures, les traditions et la santé physique et mentale. En d'autres termes, les questions de genre ne peuvent être abordées sans se référer aux autres inégalités découlant du fait que, d'une part, les femmes ne sont pas un groupe homogène et que, d'autre part, les contrats de genre diffèrent selon le pays, la classe et le groupe social.

Facteurs d'influence: plusieurs facteurs tissent, influencent et modifient les rapports sociaux entre les sexes. Ils sont d'ordre socioculturels, économiques (tels que la pauvreté), institutionnels et juridiques, politiques et environnementaux, tels que la sécheresse.

M1.S2.2. Outils d'analyse selon genre

2.1 Grilles méthodologiques du genre du cadre d'analyse de Harvard¹

Créé par des chercheurs de l'Institut pour le développement international de Harvard, aux États-Unis, cet outil de collecte de données permet d'organiser et de répartir l'information recueillie dans différents tableaux. Il peut ainsi s'adapter à de nombreuses situations pour servir de formation et de sensibilisation tant pour les organisations de développement que pour la communauté ciblée. Il tient compte du triple rôle des femmes et permet d'obtenir une image relativement complète de leurs activités. Cependant, c'est un outil statique qui met l'accent sur les femmes et les hommes comme catégories distinctes et non pas sur les relations et les interdépendances entre individus et groupes. Il est conçu pour recueillir des données au niveau micro (communauté et ménage), pour aider les planificateurs à élaborer des projets qui assignent les ressources de manière efficace et équitable.

Il est composé de trois éléments/outils étroitement liés car complémentaires :

- **Le profil d'activités:** Il identifie toutes les tâches ou activités des filles et des garçons et tente de fournir une réponse à la question «Qui fait quoi?» sous forme d'inventaire. Il identifie toutes les tâches liées à la production et la reproduction: Qui fait quoi? Les tranches d'âge? L'affectation du temps? Le lieu d'activité?
- **Le profil d'accès et de contrôle des moyens et des ressources:** Il permet d'analyser l'accès ou la disponibilité des infrastructures de base, la nourriture, l'habillement et les fournitures scolaires. Il identifie les ressources utilisées pour effectuer le travail désigné dans le profil des activités, indique qui a accès aux ressources, qui en contrôle l'utilisation et détermine qui bénéficie des avantages.
- **Les facteurs influents:** L'identification des facteurs influents permet de comprendre ceux qui touchent les filles et les garçons dans leur scolarisation et de les prendre en compte dans les programmes et activités scolaires.

¹ Source: Overholt, Anderson, Cloud and Austin, *Gender Roles in Development Projects*, (Les rôles des sexes dans les projets de développement) Kumarian Press INC. Connecticut, 1985.

2.1.1. Cadre «Harvard»: Tableau du profil d'activité (diagnostic)

Ce tableau recense toutes les tâches pertinentes liées à la production, à la reproduction et à la représentation en collectivité, et met en valeur le temps consacré à ces tâches:

- La *production* englobe toutes les activités liées à la consommation et le commerce (agriculture, pêche...).
- La *reproduction* concerne le soin et l'entretien du ménage et de ses membres (donner naissance, veiller aux soins de santé et à l'éducation des enfants, assurer les repas, les courses, le travail domestique, l'alimentation en eau et en combustibles).
- La représentation est l'organisation des *activités collectives* et services sociaux (cérémonies, fêtes et activités politiques locales...).

Tableau du profil d'activités Activités	Filles-femmes-			Garçons-hommes		
	Quand?	Comment?	Où?	Quand?	Comment?	Où?
Reproduction Soins de santé Approvisionnement en eau Approvisionnement en combustibles Tâches domestiques Préparation des repas Autres...						
Production Agriculture - Activité 1 - Activité 2, etc. Création de revenus - Activité 1 - Activité 2, etc. Élevage - Activité 1... 2..- Activité 2, etc. Autres...						
Représentation en collectivité Organisation de fêtes Activités politiques locales Autres...						
Légende						
<p>Quand et avec quelle fréquence? À quel moment de l'année ou de la journée? Combien de fois l'activité est-elle accomplie? Où? Quel est le lieu de l'activité (la maison ou ailleurs)? Comment? L'activité est-elle accomplie manuellement ou à l'aide de moyens technologiques?</p>						

2.1.2. Cadre «Harvard»: Tableau du profil d'accès et de contrôle (diagnostic)

Il recense les différentes ressources utilisées pour mener à bien les tâches identifiées dans le profil d'activités. Il indique qui a accès aux ressources et qui en contrôle l'utilisation.

L'accès est ici à comprendre comme une liberté, une permission, un droit d'utiliser ces ressources. Avoir le **contrôle** signifie maîtriser, détenir un droit de décision concernant la ressource. Les ressources sont à diviser en deux catégories:

1. les ressources productives (la terre, l'équipement...)
2. les ressources liées à l'environnement de la production (le crédit, l'éducation, l'information...).
Le profil énumère aussi les profits qui sont réalisés grâce à la production domestique et communautaire et souligne qui en bénéficie.

Profil d'accès et de contrôle	Qui a accès?		Qui gère?	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Ressources				
Ressources économiques ou productives:				
Terre				
Équipement				
Main d'œuvre				
Argent comptant				
Ressources politiques:				
Expérience des affaires publiques				
Leadership				
Formation				
Autres...				
Bénéfices				
Revenu				
Possession de biens				
Éducation				
Pouvoir politique				
Autorité/prestige				
Besoins essentiels (nourriture, vêtements, logement)				
Autres				
Représentation en collectivité				
Organisation de fêtes				
Activités politiques locales				
Autres...				

2.1.3. Cadre «Harvard»: Tableau des facteurs d'influence (analyse de changements)

Il sert à identifier les influences passées et actuelles qui laissent entrevoir les changements à venir sur les rapports femmes/hommes. Quels facteurs ont des répercussions sur la division du travail, l'accès aux ressources, le contrôle de ces ressources? Quelles contraintes ces facteurs imposent-ils dans la promotion de l'égalité de genre?

Facteurs d'influence

Facteurs	Impacts	Possibilités pour l'égalité F/H	Contraintes
Politiques? Économiques? Culturels? Juridiques? Internationaux? Autres?	Sur la division du travail		
Politiques? Économiques? Culturels? Juridiques? Internationaux? Autres?	Sur l'accès aux ressources		
Politiques? Économiques? Culturels? Juridiques? Internationaux? Autres?	Sur le contrôle des ressources		

Le tableau des facteurs d'influence se distingue des deux premiers, dans la mesure où il offre l'occasion d'identifier des pistes intéressantes d'évolution. En désignant les différents facteurs à saisir pour promouvoir l'égalité de genre, les acteurs s'orientent vers une prémisse d'action. **Les deux premiers tableaux permettent d'établir un diagnostic efficace et ce troisième tableau ouvre la voie au changement.**

À noter: pour une analyse plus précise et plus pertinente, il est tout à fait possible et très utile de prévoir dans les différents tableaux des sous-catégories de femmes (filles en âge scolaire, jeunes femmes célibataires, femmes mariées, femmes adultes, femmes âgées...) et d'hommes (garçons en âge scolaire, jeunes hommes, hommes mariés...)

2.2 Quelques éléments clés de l'analyse selon le genre à différents niveaux

Examiner les problèmes en définissant où ils se situent (niveaux macro, méso ou micro) sert à déterminer le niveau ou les niveaux auxquels ceux-ci doivent être affrontés. Cela peut aider à déterminer quels éléments sont contrôlés par l'individu ou par l'institution de développement en termes de changement effectif, et quels sont les éléments contrôlés par ceux qui conduisent les analyses.

Niveau macro

Le niveau macro fait référence aux activités qui gouvernent la politique nationale. Cela comprend la législation et les réglementations. L'analyse met l'accent sur la manière dont ces politiques nationales influencent les activités d'une institution ou d'une organisation, ou les activités de terrain. D'autres thèmes importants sont les politiques agricoles nationales, les tendances démographiques, les conditions de commerce, la politique d'éducation nationale, les chiffres et tendances du chômage, et l'analyse des dépenses publiques. L'influence internationale sur les lois et politiques peut aussi être examinée.

Les questions directrices peuvent être:

- Le gouvernement a-t-il pris des engagements concernant l'égalité des genres dans le cadre des déclarations internationales telles que la Déclaration de Pékin, la Déclaration sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ou la ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)?
- Les politiques nationales et sectorielles reflètent-elles ces engagements en accordant une attention particulière aux inégalités entre les hommes et les femmes à différents niveaux et à des moyens pour les redresser?
- Comment les politiques, les lois et les règlements en vigueur (le droit de vote, les droits à l'héritage et aux possibilités de crédit, les droits de divorce et la garde des enfants) ont-ils une incidence différente sur les femmes et les hommes?
- Comment les décisions sont-elles prises dans les institutions nationales (parlement, ministères, universités, entreprises)? Comment les femmes sont-elles représentées dans ce système?

Niveau méso (intermédiaire)

Au niveau méso, l'accent est mis sur les institutions (ONG, organisations de développement): comment elles opèrent en matière de prestation de service et de mise en œuvre, et comment elles influencent la politique nationale. C'est à ce niveau que la plupart d'entre nous travaillent en se concentrant sur les services en matière d'éducation et de santé, le rôle des secteurs public et privé, le niveau de décentralisation, les structures institutionnelles, et le niveau d'expertise des institutions.

Les questions directrices peuvent être:

- Les structures de prestation des services (par exemple: les structures des services sociaux à ce niveau – santé, éducation, emploi, transports, police, appareil judiciaire, etc.) reflètent-elles l'équilibre entre les sexes au niveau de la direction et de l'effectif? Les femmes et les hommes ont-ils le même accès à l'emploi et aux services? Y a-t-il une garantie que les hommes et les femmes soient traités de la même façon pour ce qui est des revenus et des avantages?
- Les entreprises et les institutions du secteur privé (y compris les banques, les médias etc.) reflètent-elles un équilibre entre les sexes dans leur gestion et au sein de leur effectif? Les femmes et les hommes ont-ils le même accès à l'emploi et aux services?
- Y a-t-il sur le marché du travail une ségrégation professionnelle, horizontale et verticale, selon le genre ?

Niveau micro

Au niveau micro, l'accent est mis sur les bénéficiaires, femmes et hommes. L'analyse doit se concentrer sur comment identifier leurs besoins et priorités spécifiques en fonction du contexte, et examiner dans quelle mesure les rôles et relations de genre, et la culture, sont des éléments décisifs.

Les questions directrices peuvent être:

- Quelle est la division du travail entre les femmes, les hommes, les jeunes et les personnes âgées? Qui, en règle générale, fait quoi? Y a-t-il eu des changements attribuables à la guerre, à la migration de la main-d'œuvre, à la pandémie VIH/SIDA?
- Y a-t-il des inégalités entre les hommes et les femmes dans l'accès aux ressources, notamment les nouvelles ressources? Qui a le contrôle de ces ressources, y compris les avantages découlant d'organismes ou de projets de développement (ou de toute autre intervention externe du gouvernement)? Les ressources comprennent aussi les ressources non matérielles comme le temps, la connaissance, l'information et les droits.
- Quels sont les facteurs qui influencent l'accès et le contrôle des ressources (par exemple l'âge, le sexe, la position dans une organisation, la santé, la situation rurale ou urbaine, le niveau d'éducation, les réseaux et les soutiens?)

- Au niveau communautaire, comment les décisions concernant les différentes activités et ressources sont-elles prises?

Au niveau de la famille, qui prend les décisions sur les différentes ressources et activités?

2.3 La transversalité du genre dans la planification du développement

L'analyse selon le genre est le sine qua non pour une réponse efficace et efficiente aux besoins des hommes et des femmes par le biais de la planification nationale. L'approche qui donne l'élan nécessaire à l'action transformative est l'intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes dans toutes les phases de la planification nationale, la «transversalité des questions de genre» ou gender mainstreaming.

Définition de l'ECOSOC: Gender Mainstreaming

La généralisation de l'analyse selon le genre a été définie par l'ECOSOC (E/1997/L.30, P. 2) et adoptée par les gouvernements membres des Nations Unies en 1997.

- La généralisation de l'analyse selon le genre consiste à évaluer les répercussions sur les femmes et sur les hommes de toute action planifiée, notamment en matière de législation, de politiques et de programmes, de quelque secteur et à quelque niveau que ce soit.
- Il s'agit d'une stratégie visant à incorporer les préoccupations et les expériences des femmes (ou des filles) aussi bien que celles des hommes (ou des garçons) dans l'élaboration, la mise en œuvre, la gestion et l'évaluation des politiques et des programmes dans tous les domaines — politique, économique et social —, de manière à ce que les femmes et les hommes jouissent des mêmes avantages, et que l'inégalité ne persiste pas.
- La finalité de cette généralisation est d'atteindre l'égalité des genres.

Le terme *mainstreaming* est utilisé pour montrer que tous les secteurs d'intervention sont concernés par les relations entre femmes et hommes; et leur analyse est utile dans pratiquement tous les cas de figure. C'est cette application transversale qui est désignée par le terme de mainstreaming. En effet, il serait dépourvu de sens de concevoir des interventions spécifiques portant sur le renforcement des capacités des femmes tout en continuant à ignorer les questions d'inégalités de genre dans les autres secteurs.

Comme mentionné ci-dessus, le mainstreaming ne peut se réaliser qu'en commençant par un exercice d'analyse selon le genre. Dans le cadre de la planification nationale, ceci comprendrait les politiques, les plans et les budgets respectifs dans le sens des processus et leur produit. À Haïti, le gouvernement se prépare à adopter des démarches de développement national axées sur les résultats. C'est un moment critique à saisir pour prôner le mainstreaming en commençant par sa condition de base: l'application de l'analyse selon le genre à l'occasion de cette nouvelle orientation.

Voici quelques raisons justifiant l'intégration de l'analyse genre à une démarche de développement axée sur les résultats.

En **premier** lieu, la programmation et la budgétisation axée sur le citoyen ne peuvent être un exercice abstrait et neutre.

- L'exercice doit être concret: cibler des résultats précis et palpables au sujet de personnes physiques en se basant sur des données réelles. Le citoyen existe dans l'abstrait. La citoyenne également existe dans l'abstrait. En termes réels, il y a des personnes physiques, qui sont des filles, des garçons, des femmes et des hommes. Il y a des citoyens et des citoyennes.
- Les individus ne sont pas tous les mêmes. On ne peut présumer qu'ils soient identiques.

- D'abord il y a des caractéristiques différentes comme le sexe, l'âge, l'ethnie et la race qui sont propres aux individus. Ce sont des caractéristiques démographiques.
- Ensuite il y a des différences entre ces personnes, basées sur l'économie, la société, la culture, la géographie, l'environnement et le climat. Ces différences dépendent du contexte et évoluent dans le temps. Les variations dépendent de plusieurs facteurs, tant structurels que contextuels.
- Certaines de ces différences peuvent être petites, d'autres grandes. Certaines peuvent être pertinentes, d'autres pas.

En **deuxième** lieu, les personnes ne peuvent être considérées de manière isolée, comme des atomes. Elles vivent en société, sont liées dès la naissance avec d'autres individus, nouent des relations et forment des groupes, des institutions sociales. Ces relations sont à la base de l'organisation sociale et économique. Cette coopération sociale antérieure engendre une division du travail, une division des ressources et des responsabilités.

- La différenciation est donc liée au fait relationnel et en est tributaire.
- Les rapports sociaux entre femmes et hommes structurent l'organisation sociale, quel que soit le milieu institutionnel. Ceci est le cas plus directement et plus fondamentalement dans la famille et les ménages, mais il l'est aussi dans d'autres secteurs institutionnels, les sociétés et organisations, tant publiques que privées. La nature de ces relations dépend de plusieurs facteurs. On ne peut présumer a priori que les relations soient symétriques et équivalentes. Il y a des relations de pouvoir.
- Le fait relationnel veut dire que ce qui affecte un individu peut aussi atteindre un ou plusieurs autres: par exemple le rapport entre la mère et l'enfant. Un individu peut être tributaire d'un autre: les droits du conjoint. Encore une fois, on ne peut présumer que les droits et obligations soient symétriques pour les hommes et les femmes dans tous les contextes. La nature des relations n'est pas nécessairement équilibrée, harmonieuse ou même volontaire.

En **troisième** lieu, ce que les femmes et hommes, les filles et les garçons peuvent accomplir dans leur vie dépend de leur situation:

- les activités qu'ils/elles font,
- les ressources dont ils/elles disposent.

Cette section se focalise sur le principe du *mainstreaming* sans discuter en détails le processus, le contenu, et les parties prenantes de la planification nationale; celles-ci seront examinées sous le prisme de la méthodologie de la budgétisation selon le genre dans la section suivante. Il est utile de se référer au module de formation du CIF-OIT annexé à ce matériel, notamment:

- Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement. Processus pilotes par pays; (annexe I) et
- L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en œuvre sensibles au genre – Boîte à outils (annexe II).

2.4 L'analyse selon le genre en Haïti: priorité et recommandations

La plus récente analyse de genre à Haïti (MCFDF, juin 2013) nous présente une panoplie des champs d'intérêt qui demandent une intervention urgente et soutenue de la part du gouvernement. En lisant ses conclusions et recommandations, il devient évident qu'un plan de développement national à Haïti demeurerait handicapé en l'absence d'une analyse genre (au niveau national, et/ou sectoriel) et de réponses dessinées sur la base de ses résultats.

Conclusions et recommandations du Diagnostic des inégalités de genre, Haïti - Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes – juin 2013

Inégalité de droit et inégalité de fait

- Absence de barrière formelle à l'égalité entre les sexes.
- Principe d'égalité fixé par la constitution.
- Les inégalités sont cependant une réalité tangible dans tous les espaces de la société.
- Absence des femmes dans les espaces de pouvoir et de décision.
- Les stéréotypes sexistes jouent un rôle clé dans le maintien des femmes dans les rôles qui leur sont assignés.

Participation politique

- Le fait pour les femmes de ne pas avoir l'expérience du pouvoir joue en leur défaveur (peu de confiance des populations lors des élections).
- Problème du quota.
- Tel qu'inscrit dans la constitution amendée, cela peut représenter un recul par rapport à la plateforme d'action de Beijing préconisant la parité entre les sexes.
- La loi sur la paternité responsable et la filiation est une loi fondamentale pour la participation politique et citoyenne des femmes. Car tant que les femmes sont les seules responsables des enfants, elles ne peuvent pleinement s'impliquer dans la vie politique et publique.

Recommandations:

- Élaborer une loi d'application pour définir la marche à suivre pour la concrétisation du quota au sein des institutions étatiques dans leur globalité.
- Définir des dispositions transitoires et des mesures d'accompagnement pour que les femmes puissent satisfaire aux exigences.

Justice

- Nécessité d'une refonte des codes de lois orientés vers le respect des droits humains et une justice inclusive (versus le procédurier)
- Politique d'égalité implique une remise en cause du cadre légal fondé sur l'exclusion.
- Textes relatifs au mariage sont, dans la pratique, utilisés pour traiter les unions consensuelles. Refus de les formaliser répond essentiellement à une logique d'exclusion.

Recommandations:

- En amont des décisions juridiques, faire des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des lois.

Emploi des femmes

- Ségrégation intraprofessionnelle et disparités salariales. En matière d'emploi en Haïti même dans le cadre du secteur formel et salarié, les femmes sont toujours surreprésentées dans les emplois sous-payés.
- Universaliser, pour les salariées, le congé de maternité qui doit effectivement être d'au moins trois mois.
- Investiguer des créneaux porteurs en autonomisant les femmes (formation, financement). .

Santé

- Depuis presque dix ans la question de la mortalité maternelle-infantile a été délaissée au profit de la transmission du VIH de la mère à l'enfant.
- Prévention des grossesses précoces et non désirées via l'accessibilité effective des contraceptifs (disponibilité continue, prix abordable), incluant la contraception d'urgence.

Recommandations:

- Libéraliser l'accès des jeunes aux contraceptifs.
- Programme d'accompagnement psychosocial des jeunes mères célibataires.
- Plaidoyer pour la dépénalisation de l'avortement.

Éducation

- Commencer à mettre en œuvre le travail de révision des manuels scolaires (stéréotypes).
- Programme incitatif pour les jeunes filles afin de garantir leur maintien dans le système.
- Production de matériels de sensibilisation et information; donner à voir et à connaître des figures féminines.
- Négocier avec le MENP pour avoir des interventions régulières dans les écoles.

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR
LA FACILITATION

Conclusions et recommandations du Diagnostic des inégalités de genre, Haïti - Ministère à la Condition féminine et aux Droits des Femmes – juin 2013

Promotion et défense des droits des femmes

- Continuité dans les orientations définies pour le MCFDF, au regard de sa mission et de ses attributions, pour qu'il soit performant.
- Élaborer les propositions de lois nécessaires (violences, familles, etc.)
- Faire le suivi pour que les lois votées soient promulguées et appliquées.
- Cadre de protection légale pour les accouchements.
- Travailler en multi-partenariat coordonné, afin d'empêcher l'imposition du point de vue d'un seul bailleur.
- Intervenir systématiquement sur les questions de principes relatifs aux droits des femmes.
- Assurer le suivi de l'implantation des conventions internationales, particulièrement CEDEF et Belém Do Para;
- Prendre des actions en vue de faire appliquer toute législation favorable aux droits des femmes, y compris les conventions internationales.
- Entreprendre toutes les actions nécessaires en vue de l'opérationnalisation du Plan National.
- Poursuivre le plaidoyer au niveau du parlement pour la révision des lois discriminatoires
- Toucher les jeunes du secteur non formel.
- Poursuivre le projet de féminisation des noms de rue dans les autres villes du pays et faire en sorte que ce soit effectivement adopté.
- Protection des filles et femmes incarcérées.
- Budget genré.

LES ASPECTS STRATÉGIQUES DE LA BUDGÉTISATION ET PLANIFICATION

2

CAHIER POUR
LA FACILITATION

GLOSSAIRE

ANNEXE 2

ANNEXE 1

MODULE 3

MODULE 2

MODULE 1

DÉBUT

MODULE 2. LES ASPECTS STRATÉGIQUES DE LA BUDGÉTISATION ET PLANIFICATION

Acronymes

ACL	Approche du cadre logique
BSG	Budgétisation Sensible au Genre
CARICOM	Caribbean Community
CCF	Commission de la condition de la femme des Nations Unies
CDMT	Cadre de Dépense à Moyen Terme
CE	Commission européenne
CEDAW/CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies
CMR	Cadre de Mesure de Performance
CRDI	Centre de Recherche en Développement International (Canada)
CTD	Cadre triennal de développement
DSNCRP	Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
FOWODE	Forum des Femmes dans la Démocratie
ICATUS	UN Trial International Classification of Activities for Time-Use Statistics
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
LF	Loi de Finances annuelle
LOF	Loi Organique des Finances
MARNDR	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (Haïti)
MCFDF	Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes (Haïti)
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie (Haïti)
MCS	Matrices de Comptabilité Sociale
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances (Haïti)
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure (Haïti)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA/OAS	Organisation des États américains
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONPES	Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU	Organisation internationale des Nations Unies
PAS	Politiques d'Ajustement Structurel
PFM	Public Finance Management
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Publics
PSDH	Plan Stratégique de Développement d'Haïti
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SNCRP	Stratégie Nationale de Croissance et de Réduction de la Pauvreté

APERÇU DU MODULE 2

Ce module comprend:

M2. Session 1: Introduction et concepts de base sur la budgétisation et la planification

M2. Session 2: Intégrer le genre au cycle budgétaire

M2. Session 3: La méthodologie pour la budgétisation sensible au genre

M2. Session 4: L'intégration du genre dans l'approche projet

OBJECTIFS

Dans ce module, les participants pourront:

- explorer les principes de base de la budgétisation sensible au genre et comprendre sa valeur ajoutée pour la planification nationale;
- comprendre comment intégrer le genre aux huit étapes du cycle budgétaire;
- s'approprier la méthodologie de la budgétisation sensible au genre, notamment ses sept principaux outils d'analyse;
- se familiariser avec la budgétisation sectorielle sensible au genre et les outils liés à l'analyse de la situation, l'approche programme et la budgétisation axée sur les résultats.

PRÉREQUIS

1. Être fonctionnaire d'un des ministères qui participent à l'initiative de la budgétisation genre à Haïti notamment,
 - Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF),
 - Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure (MPCE),
 - Ministère de l'Économie et des Finance (MEF),
 - Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI),
 - Ministère sectoriel ayant exprimé l'intention institutionnellement de s'impliquer dans la BSG
 - organismes déconcentrés telles que l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) qui est sous la tutelle du MPCE.
2. Avoir une connaissance de base des concepts du genre aussi bien que de la budgétisation selon le genre.
3. Connaître la base légale pour l'intégration de l'égalité des sexes à Haïti.
4. Connaître le cadre politico-stratégique sur l'égalité des sexes à Haïti ou avoir la capacité d'identifier ces documents et d'y avoir accès par des contacts institutionnels.

M2. SESSION 1. CONCEPTS DE BASE: BUDGÉTISATION ET PLANIFICATION

M2.S1.1. La budgétisation programme en Haïti

En 2013 Haïti est passé à la budgétisation programme qui implique la classification des dépenses par objectif/programme avec une budgétisation axée sur les résultats. Cette approche de programmation offre de nouvelles possibilités pour l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire. La formulation d'un budget peut sembler «neutre» mais les allocations budgétaires transmettent et reproduisent des partis pris en genre à travers toute une société. Même s'il n'y a aucune intention de discrimination, d'exclusion ou de préférence, les effets seront différents et biaisés pour les hommes et les femmes; **c'est pourquoi la budgétisation sensible au genre est essentielle pour une planification équitable, pertinente et efficace des ressources** (Esim, 2000)².

1.1 Définition de «budget»

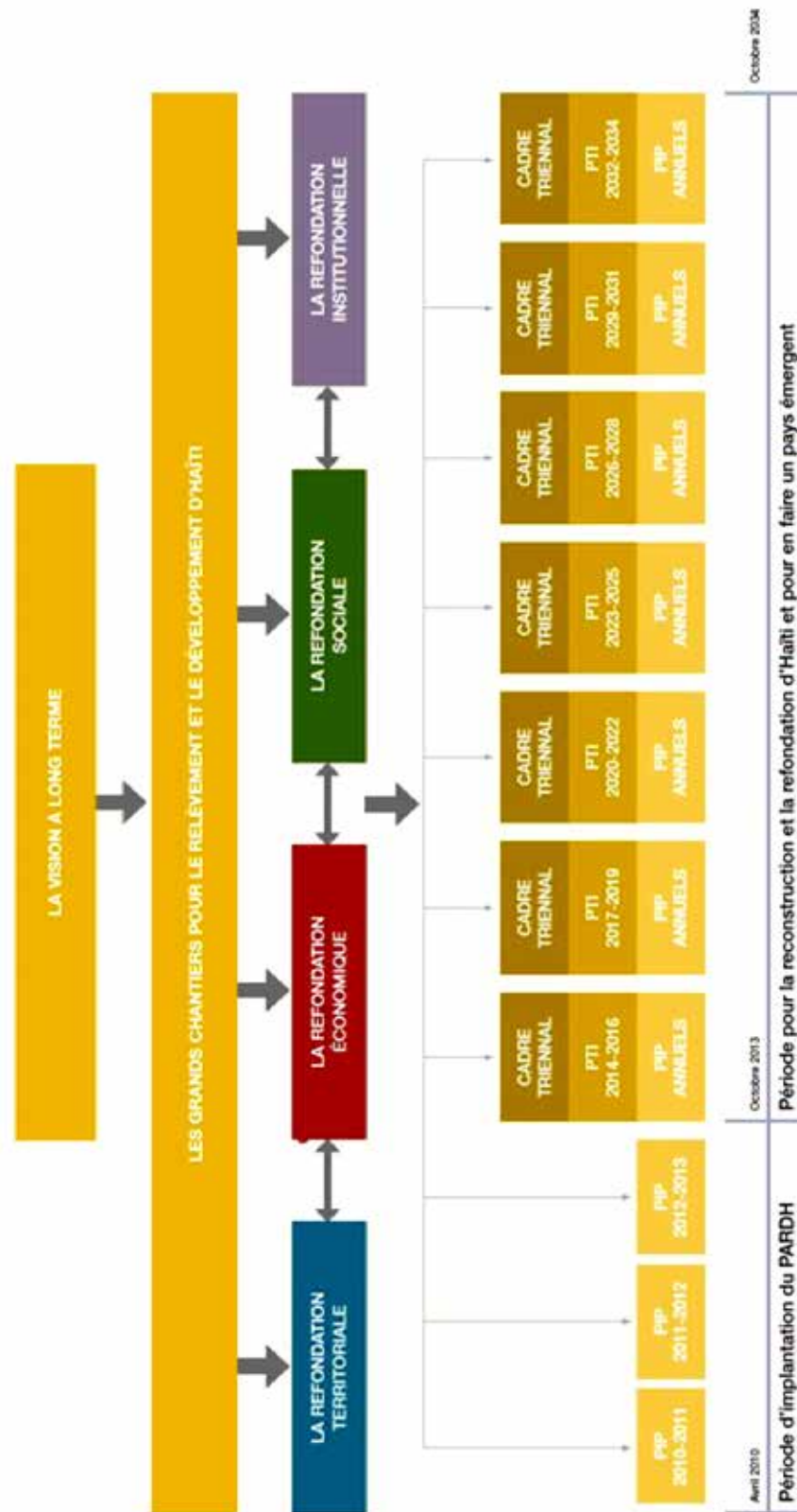
Le budget du gouvernement est l'ensemble des documents, votés par le Parlement, qui prévoient et autorisent les ressources et les charges de l'État pour chaque année. C'est donc un acte annuel de prévision et d'autorisation de perception des impôts et de dépense des deniers publics. Le budget est la traduction chiffrée des politiques et des programmes de développement d'un gouvernement tant sur le plan national que local. Plus que tout autre instrument, un budget national ou local reflète les priorités sociales et économiques d'un gouvernement.

Le budget s'inscrit dans une perspective pluriannuelle. Les objectifs de développement sont fixés dans le cadre triennal, en lien avec le Plan Stratégique de Développement d'Haïti et avec les autres instruments nationaux et internationaux qui font partie intégrante de son cadre normatif et politique de défense des droits des femmes (MEF, 2013). La figure 1 montre le nouveau cadre de planification, de programmation et de gestion du développement du gouvernement d'Haïti avec les cadres de trois ans.

Le cadre triennal, appelé également cadre des dépenses à moyen terme (CDMT), peut se définir comme suit: «Un CDMT comprend une enveloppe financière globale fixée au sommet par les services centraux, des discussions à la base pour l'estimation des coûts présents et à moyen terme des options de politique publique et, enfin, un processus d'ajustement des coûts et des ressources disponibles» (Banque Mondiale, 1998). Une autre définition proposée est celle-ci: «un ensemble cohérent d'objectifs stratégiques et de programmes de dépenses publiques qui définit le cadre dans lequel les ministères opérationnels peuvent prendre des décisions pour la répartition et l'emploi de leurs ressources» (Banque Mondiale, 1998). «Le CDMT s'inscrit dans une logique de gestion orientée sur les résultats, faisant référence à la planification stratégique, à la notion de programme et à l'autonomie de décision des gestionnaires» (Raffinot & Samuel, 2006, p. 106). En d'autres termes, il s'agit d'un outil de gestion qui permet de prioriser les secteurs et de fixer les objectifs de développement du pays à travers une prévision pluriannuelle des dépenses et, de ce fait, d'orienter l'allocation des ressources d'année en année (Raffinot & Samuel, 2006). Le CDMT a donc une couverture plus large que le budget, mais ne remplace en rien celui-ci.

2. Esim, Simel. 2000. Gender Sensitive Budget Initiatives for Latin America and the Caribbean: A Tool for Improving Accountability and Achieving Effective Policy Implementation. Paper prepared for the "Eighth Regional Conference on Women of Latin America and the Caribbean," Lima, 8-10 février. ICRW. Washington, DC.
Esim, Simel. 2000. Impact of Government Budgets on Poverty and Gender Equality. Paper prepared for the "Inter-Agency Workshop on Integrating Gender into Government Budgets," Londres, 26-27 avril. ICRW. Washington, DC.

Figure 1: Cadre de planification, de programmation et de gestion du développement d'Haïti (2014-2034)



Source: GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Ministère de l'Économie et des Finances, 2012: PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT D'HAÏTI >> PAYS ÉMERGENT EN 2030, p. 11

CAHIER POUR LA FACILITATION

GLOSSAIRE

ANNEXE 1

ANNEXE 2

ANNEXE 3

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

MODULE 4

DEBUT

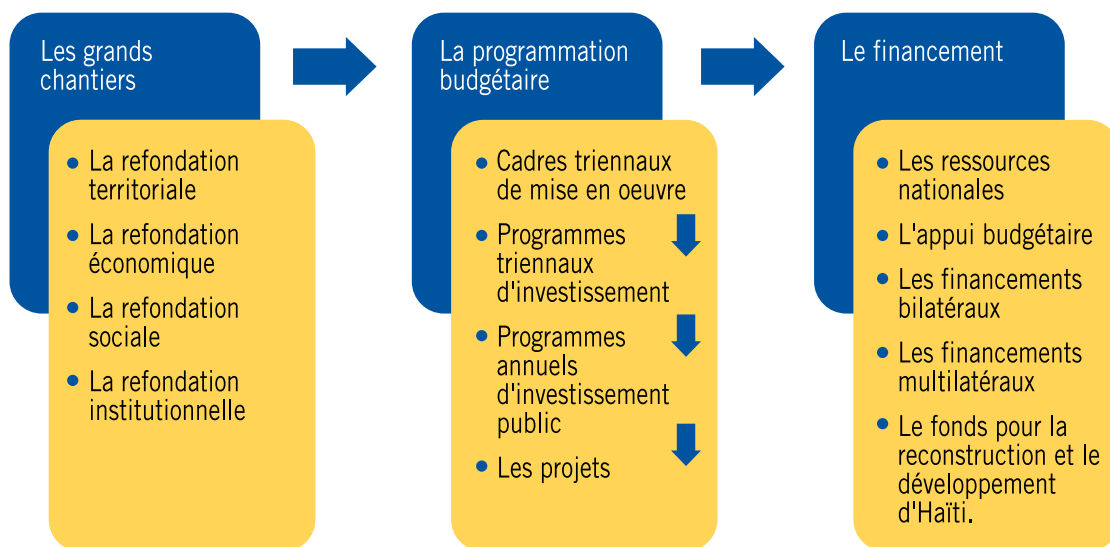
1.2 La budgétisation programme

En Haïti, un nouveau tournant a été amorcé avec le budget de 2013-2014 puisque le pays est passé à la budgétisation programme qui implique la classification des dépenses par objectif/programme et non plus par objet. L'accent est dès à présent mis sur l'exécution de programmes dans le but de réaliser des objectifs avec la volonté de parvenir à terme à une budgétisation axée sur les résultats. Le concept de gestion axée sur les résultats implique:

1. la définition de résultats escomptés réalistes, fondés sur des analyses appropriées;
2. l'identification précise des bénéficiaires des programmes et l'élaboration de programmes qui répondent à leurs besoins;
3. le suivi, à partir d'indicateurs appropriés, des progrès en fonction des résultats et des ressources utilisées;
4. l'identification et la gestion des risques, tout en tenant compte des résultats escomptés et des ressources requises;
5. l'accroissement des connaissances en tirant des leçons de l'expérience et en les intégrant au processus de décisions;
6. l'établissement de rapports sur les résultats obtenus et les ressources utilisées (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012, p. 47).

Cette approche de programmation offre de nombreuses possibilités pour l'intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire. Cependant, cela nécessite la compétence de genre des acteurs principaux impliqués dans ce processus.

Figure 2: La programmation budgétaire en Haïti



Source: GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, Ministère de l'Économie et des Finances, 2012: PLAN STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT D'HAÏTI >> PAYS ÉMERGENT EN 2030, p. 11.

1.3 Les acteurs

Les acteurs susceptibles d'intervenir dans le cycle budgétaire sont les suivants:

- Le gouvernement: les représentants et fonctionnaires du Ministère des Finances, du Ministère en charge de la question de l'égalité de genre, du Ministère du Plan, des ministères sectoriels, les autorités locales, les instituts statistiques, la Banque centrale, les partis politiques;
- Les institutions d'audit et de contrôle: la Cour des Comptes (audit social), les inspections générales des finances;
- Les parlementaires et les élus locaux: les commissions budgétaires ou autres, les femmes parlementaires, etc., les élus locaux;
- La société civile organisée: les organisations de femmes, les organisations qui travaillent sur la transparence budgétaire, les ONG et mouvements sociaux en général, les syndicats, les médias;
- Les centres de recherche et les universités;
- La communauté internationale: les agences de coopération bi et multilatérale, les bailleurs de fonds, les institutions financières internationales.

Engager les acteurs institutionnels et la société civile organisée, n'est pas automatique. Il faut la création de mécanismes de consultation, participation et régulation des dialogues tout au long du cycle budgétaire. Les avancées institutionnelles du Maroc sont une bonne pratique.

Exemple!

MAROC: Avancées institutionnelles: Vers le renforcement de la démocratie participative

En plus du renforcement du cadre législatif, le cadre institutionnel national a été consolidé par la création de plusieurs institutions mandatées pour assurer le suivi du respect des droits de l'homme et évaluer leur réalisation, s'agissant essentiellement de la Délégation Interministérielle des Droits de l'Homme et du Conseil National des Droits de l'Homme. Dans le même sillage, la Constitution a prévu la création de plusieurs institutions visant à contribuer au respect des droits des femmes en l'occurrence l'Autorité pour la Parité et la Lutte contre toutes les Formes de Discrimination, le Conseil Consultatif de la Famille et de l'Enfance... La période 2012-2013 a été marquée d'une part, par le lancement des travaux de consultation relatifs à la mise en place de ces deux institutions et d'autres dont, notamment, l'Observatoire National pour l'Amélioration de l'image de la femme dans les médias, l'Observatoire de violence à l'égard des femmes, l'Observatoire de l'Égalité de Genre dans la Fonction Publique et d'autre part, par la création du Centre d'Excellence de la Budgétisation Sensible au Genre auprès du Ministère de l'Économie et des Finances. L'Observatoire National pour l'Amélioration de l'image de la femme dans les médias, l'Observatoire de violence à l'égard des femmes, l'Observatoire de l'Égalité de Genre dans la Fonction Publique, le Centre d'Excellence de la Budgétisation Sensible au Genre auprès du Ministère de l'Économie et des Finances.

Source: Royaume du Maroc, Ministère de l'Économie et des Finances, 2013: Loi de Finances pour l'Année budgétaire 2014 – Rapport sur le Budget Genre http://www.finances.gov.ma/Docs/2013/db/genre_fr.pdf.

Formation de genre et participation des femmes

La formation des personnels des institutions et administrations publiques et, plus particulièrement, des acteurs du système de la justice et de la sécurité s'avèreront indispensable à la promotion de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

De fait, il est fondamental de faciliter la participation et la représentation des femmes au sein des sphères de décision, et ceci à tous les niveaux. Compte tenu des obstacles à la participation politique des femmes et à leur accession à des postes de décision, des mesures rectificatives et d'incitation à la participation s'imposent (réglementaires, financières, en termes de renforcement des capacités techniques et administratives) afin de permettre une véritable prise en compte des besoins liés au genre tant dans la sphère publique que dans la sphère privée.

Source: Gouvernement de la République d'Haïti, 2012: PSDH, Sous-programme 3.9.1

M2.S1.2. La budgétisation sensible au genre

La réduction des inégalités entre les hommes et les femmes fait partie des priorités du gouvernement haïtien. C'est dans cette perspective que le pays a décidé de développer la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) qui apparaît notamment comme un axe prioritaire dans le Plan Stratégique de Développement d'Haïti³. La poursuite du processus de développement et d'institutionnalisation de la budgétisation sensible au genre est un des projets d'orientation des politiques budgétaires et fiscales⁴.

Pour comprendre ce qu'est la BSG, il faut tout d'abord saisir le sens du concept de genre. Celui-ci peut être défini comme suit: «La notion de genre désigne les différences socialement construites entre les femmes et les hommes, par opposition aux différences biologiques: il s'agit des différences qui sont acquises, susceptibles de changer avec le temps et largement variables tant au sein des différentes cultures qu'entre celles-ci (...)» .

Il est important de noter que la notion de genre ne porte pas seulement sur les femmes, mais également sur les rôles des deux sexes, et que la perspective de genre concerne dès lors aussi le rôle des hommes⁵. «On utilise donc ce terme pour “cerner les rôles sexuels définis socialement, les attitudes et les valeurs que les communautés ou les sociétés considèrent comme appropriées à un sexe ou à un autre”». (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012).

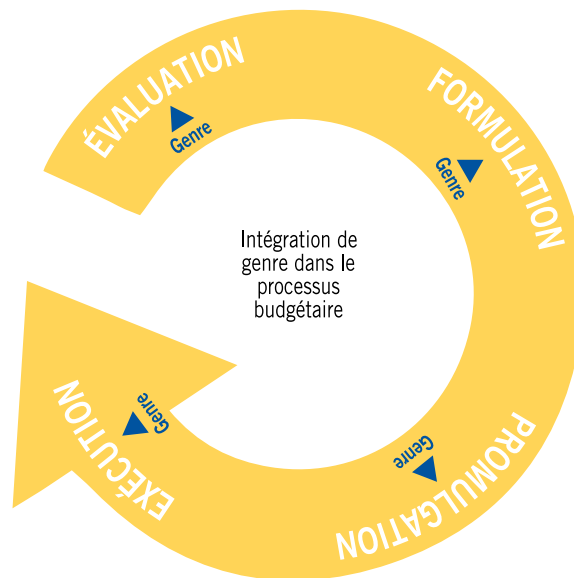
2.1 Définition de Budgétisation Sensible au Genre (BSG)

La Commission européenne définit la budgétisation sensible au genre comme «une application de l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire. Cela signifie une évaluation des budgets basée sur la dimension de genre, en incorporant une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et en restructurant les recettes et les dépenses dans le but de promouvoir l'égalité des genres». (Commission européenne, 2008, p. 6).

3 Ministère de la planification et de la coopération externe (2012). Plan Stratégique de Développement d'Haïti. En ligne http://www.ht.undp.org/content/dam/haïti/docs/Gouvernance%20d%C3%A9mocratique%20et%20etat%20de%20droit/UNDP_HT_PLAN%20STRAT%C3%89GIQUE%20de%20developpement%20Haïti_tome1.pdf (Page consultée le 17/07/2014).

4 Voir Programme 2.1: Mettre en place une Gouvernance active pour une croissance économique accélérée et équilibrée, Plan Stratégique de Développement d'Haïti, 2012, *ibid*.

5 Approche globale pour la mise en œuvre par l'Union européenne des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, la Paix et la Sécurité' du Conseil de l'UE (2008). Doc: 15671/1/08 REV 1. DG E RH. En ligne <http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/08/st15/st15671-re01.fr08.pdf> (Page consultée le 16/04/2014).

Figure 3: Promouvoir l'égalité des genres dans le processus budgétaire

2.2 L'objectif de la BSG

- Redéfinir les priorités et allouer des ressources pertinentes aux actions qui répondent aux besoins de toutes les sections de la population.
- Prendre en compte de façon explicite la position désavantagée des femmes rendue évidente par les données au niveau global et national.

C'est en ce sens que les budgets sensibles au genre permettent de promouvoir l'équité et l'efficacité.

2.3 Les idées fausses sur la BSG

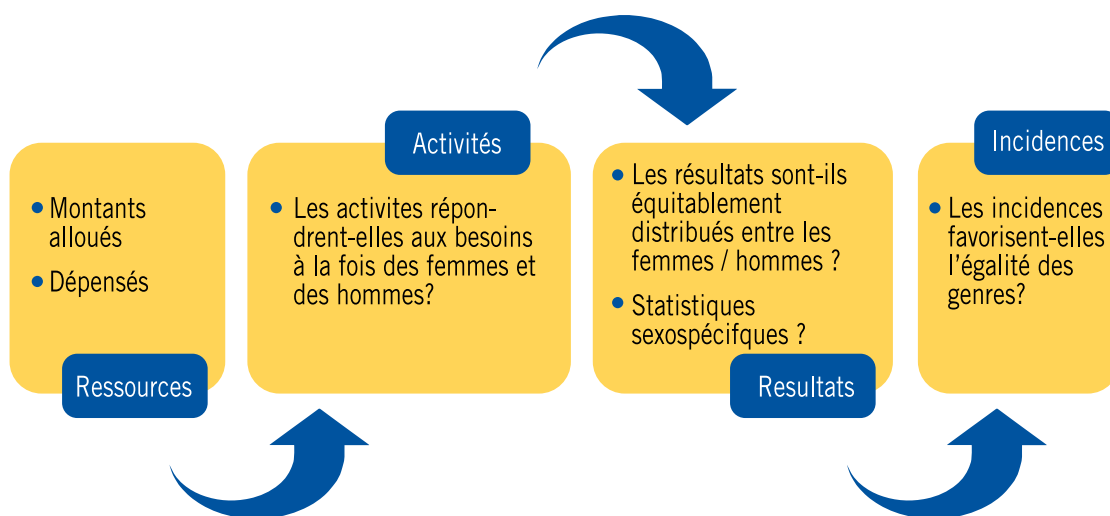
- Il ne s'agit en aucune manière de budgets formulés séparément pour les femmes et les hommes.
- Cela ne signifie pas que les budgets doivent être partagés à 50/50 entre les hommes et les femmes.
- Il ne s'agit pas non plus d'augmenter les dépenses ni de réduire le budget général par le montant du budget genre.
- Il ne présuppose pas des arbitrages et des négociations budgétaires conflictuels opposant hommes d'un côté et femmes de l'autre.
- Il ne s'agit pas d'un modèle standard qui peut être appliqué à toutes les situations.

2.4 L'analyse budgétaire selon le genre⁶

La façon dont les gouvernements génèrent des richesses et répartissent les ressources influe non seulement sur le bien-être des membres, hommes et femmes, de la société, mais aussi sur le développement de la nation. Les budgets reflètent les priorités et les engagements des gouvernements, notamment leur engagement à l'égard de la réalisation de l'égalité des genres.

⁶ Commission Européenne (2009). Boîte à outils pour l'intégration de la dimension de genre dans la coopération au développement de la CE: ec.europa.eu/europeaid/sp/gender-toolkit/fr/index_fr.htm.

Figure 4: L'analyse budgétaire selon le genre d'un ministère ou d'un programme⁷



L'établissement de budgets selon le genre vise à assurer, premièrement, que le processus inclut l'opinion des femmes et des hommes à tous les niveaux et, deuxièmement, que le contenu du budget, c'est-à-dire la façon dont la richesse est répartie et les revenus générés, reflète les objectifs d'égalité des genres.

2.5 Le fondement de la BSG: les aspects sociaux du budget

La programmation et la budgétisation orientée sur la citoyenne et le citoyen ne peuvent constituer un exercice neutre. Par conséquent, il est nécessaire de prendre en compte différents facteurs comme:

- le fait que tous les individus sont différents en raison des traits qui les caractérisent comme le sexe, l'âge, l'ethnie, la capacité, etc. ainsi que des contextes culturels, environnementaux, économiques, etc. dans lesquels ils vivent;
- le fait que les individus ne sont pas isolés et interagissent entre eux. Les rapports entre les hommes et les femmes structurent l'organisation sociale et économique, que ce soit dans la famille, les ménages, les autres secteurs institutionnels, les sociétés et organisations publiques et privées. Cette coopération sociale donne lieu à une division du travail, des ressources et des responsabilités. Les relations ne sont pas toujours symétriques et équivalentes;
- le fait que les femmes et les hommes accomplissent des choses différentes dans leur vie en fonction de leurs activités, de leurs ressources, de leur pouvoir, de leur autonomie, de leurs obligations et de leurs normes et valeurs (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012).

L'idée à la base du concept de BSG est la suivante: tous les citoyens sont à un moment donné confrontés au secteur public, que ce soit à travers leur consommation des services publics (soins de santé, éducation, transport et sécurité sociale), à travers les transferts de sécurité sociale ou encore à travers la taxation. De ce fait, la politique fiscale (et les revenus et dépenses prévus dans le budget) que le gouvernement va mener aura des effets sur les hommes et les femmes.

Si la politique mise en œuvre ne tient pas compte de la dimension de genre, il est très probable que les effets soient différents et biaisés en faveur de l'une ou de l'autre catégorie sexo-spécifique et que les hommes et les femmes ne bénéficient et ne contribuent, dès lors, pas de la même manière aux recettes et aux dépenses gouvernementales. C'est pourquoi il importe d'intégrer une perspective de genre dans la préparation, l'élaboration et l'exécution du budget (Commission européenne, 2008).

⁷ Adapté de Elson, D (2001) *Gender-responsive budget initiatives: some key dimensions and practical examples*, Bruxelles: Exposé présenté à la conférence organisée par le gouvernement belge en collaboration avec UNIFEM, l'OCDE, le Nordic Council of Ministers, le Secrétariat pour les pays du Commonwealth et le CRDI.

Cela n'équivaut pas à garantir des crédits similaires pour les hommes et les femmes; l'objectif visé est l'égalité en termes de résultats (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012). Ceci implique d'identifier et de comprendre les rôles et les besoins des hommes et des femmes dans un contexte social donné. L'analyse genre a, en effet, pour but la compréhension des mécanismes à l'origine des principaux problèmes de développement, ce qui permettra de déterminer les interventions compte tenu de leur incidence sur les hommes et les femmes. À noter que l'analyse genre ne s'arrête pas aux différences entre les hommes et les femmes, mais examine également les différences parmi les hommes et parmi les femmes ainsi que les relations entre les hommes et les femmes. (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012)

En résumé, un budget sensible au genre est un budget qui, quel que soit la couche socioéconomique à laquelle appartiennent les individus:

- tient compte de la contribution différenciée des hommes et des femmes et prend en compte le lien entre l'économie formelle et informelle;
- étudie les impacts de la répartition des recettes et des dépenses sur les hommes et les femmes à court, moyen et long terme;
- veille à répondre aux besoins pratiques et stratégiques des hommes et des femmes;
- évalue les implications du budget pour l'emploi, les revenus, l'accès au crédit, les biens de production, la répartition du travail rémunéré et non rémunéré et les facteurs qui influent sur les obstacles et les opportunités différenciés auxquels sont confrontés les hommes et les femmes;
- vise à réduire les inégalités entre les différentes couches socioéconomiques et à mettre en œuvre les principes de l'équité et de l'égalité. (Comité Mixte Budgétisation Sensible au Genre, 2012)

2.6 La valeur ajoutée de la BSG pour la planification nationale

La BSG permet de faire le lien entre l'égalité entre les sexes, le développement humain et l'efficacité économique, elle permet de mieux cibler les besoins des différentes catégories de la population et d'évaluer l'impact de l'action publique (indicateurs), elle encourage une utilisation plus efficace et équitable des ressources, elle s'inscrit dans une culture de résultats. Elle permet de faire le lien entre les engagements en matière de recherche de l'égalité de genre et la manière dont les gouvernements prélèvent l'impôt et allouent les fonds publics. Car elle s'appuie sur une approche de droit, la transparence, la bonne gouvernance et la reddition des comptes.

La BSG s'insère dans le cadre des réformes des administrations publiques et des systèmes budgétaires axés sur les résultats afin de répondre aux prérogatives d'économie, d'efficacité et d'efficacités de gestion. Ainsi, la BSG renforce le passage à un système de gouvernance plus participatif, inclusif et démocratique. Elle favorise **la transparence dans les processus budgétaires**: elle permet de battre en brèche les phénomènes de corruption, de déviation et de déperdition des ressources. Elle favorise l'intelligibilité des processus budgétaires et permet de démocratiser l'accès à l'information et les mécanismes de contrôle social.

La reddition des comptes renforce le contrôle du citoyen sur l'action gouvernementale. Elle permet à la population de demander des comptes aux élus, d'avoir accès à l'information concernant les crédits alloués et l'exécution budgétaire, elle met en lumière les crédits non exécutés, les retards d'exécution du budget et leur impact sur les populations et le budget devient un élément tangible d'évaluation de l'action publique en faveur des droits des femmes.

L'inégalité entre les sexes a des coûts économiques et des coûts en termes de développement humain. Les politiques macroéconomiques peuvent augmenter ou réduire ces coûts via la politique fiscale au niveau des recettes et des dépenses de l'État; et pour évaluer l'impact réel d'une politique macroéconomique ou d'une politique de développement, il faut tenir compte du travail non rémunéré des femmes. Ce travail non rémunéré n'est pas visible dans les systèmes de comptabilité nationale, mais le sera dans un budget sensible au genre.

Ainsi, la BSG met l'accent sur la contribution invisible des femmes en matière de reproduction humaine et rend visible les liens entre les activités productives et reproductives et permet de questionner les paradigmes et politiques macroéconomiques traditionnels:

- (a) elle permet de faire le lien entre les niveaux micro, méso et macroéconomiques;
- (b) elle offre des outils alternatifs pouvant tenir compte de tous les secteurs de l'activité économique et productive.

Exemple! **La crise du choléra en Haïti (2010)**

En Haïti, il était généralement supposé que le choléra touchait davantage les femmes que les hommes, étant donné qu'il incombe en premier lieu aux femmes de soigner les malades, ce qui les expose davantage aux risques d'infection. En conséquence, les informations ciblent plus souvent les femmes. Or, une enquête menée à la fin de l'épidémie de choléra qui a sévi en Haïti a révélé que, sur les 87 décès enregistrés dus au choléra, les hommes représentaient 67 %. Si les fonctionnaires des programmes avaient analysé leurs données durant l'épidémie, ils auraient pu nouer un dialogue avec la population en vue de mieux comprendre pourquoi les hommes étaient les plus touchés.

M2. SESSION 2. INTÉGRER LE GENRE AU CYCLE BUDGÉTAIRE

La **budgetisation sensible au genre** signifie l'intégration de la dimension de genre dans toutes les phases du processus budgétaire. Les phases principales du processus budgétaires sont :

1. La formulation du budget: les cadres formulent le projet de budget – comportant plusieurs étapes.
2. L'approbation du budget: Approbation du projet de la loi de finances – Amendements et vote de la loi de finances par le Parlement.
3. L'exécution du budget: Obtenir des revenus et dépenser de l'argent conformément à l'allocation approuvée par la loi de finances.
4. Le contrôle budgétaire: Les comptes budgétaires sont vérifiés, et les conclusions de l'audit sont examinées par la législature.

La figure 5 montre les différentes phases du processus budgétaire. Chaque phase contient une dimension de genre pertinente, car il s'agit de personnes, hommes et femmes dont les vies sont affectées par l'action du gouvernement.

Les «budgets sensibles» au genre font référence à divers processus qui tentent d'évaluer l'impact des budgets au niveau national sur différents groupes d'hommes et de femmes en tenant compte des façons dont les relations de genre sous-tendent la société et l'économie. Ils représentent un moyen concret d'évaluer l'action (ou l'inaction) gouvernementale – en fonction des sommes qui y sont affectées⁸. Ils tiennent compte des différences, ainsi que des relations entre individus, femmes et hommes, au niveau familial/ménage, tant au niveau de la préparation, de la présentation et de l'exécution du budget. Ils examinent les conséquences de la répartition des recettes et des dépenses sur les hommes et les femmes, non seulement dans l'immédiat mais dans le moyen et long terme, sur leur cycle de vie.

Chaque phase principale du cycle budgétaire comprend diverses procédures et étapes. La section suivante décrit ces étapes du cycle budgétaire annuel en Haïti, indiquent les points d'entrée pour la budgétisation selon genre.

Figure 5: Les principales étapes du processus budgétaire



M2.S2.1. L'élaboration du budget et l'intégration de la dimension de genre en Haïti: Phases 1 et 2

En Haïti, concrètement, «les travaux de préparation du budget commencent au cours du mois d'octobre de l'exercice fiscal "n-1", c'est-à-dire, durant l'exercice précédant l'exercice budgétaire à l'étude "n"» (MEF, 2011, p. 3). Pour préparer et élaborer le budget, il existe toute une série d'étapes qui doivent être respectées et que nous présentons ci-dessous. La figure 5 montre les étapes des deux premières phases correspondant à la formulation et l'approbation du budget avec la loi de finances par le Parlement.

⁸ Voir: Développement et genre en bref. Une mise à jour de BRIDGE, Numéro 12, mars 2003.

Figure 6: La formulation du budget et la préparation de la loi de finances: Processus de préparation de la loi de finances



1.1 Processus de préparation de la loi de finances

Le processus qui conduit à la loi de finances est bien défini et répond à un rigoureux calendrier annuel, comme indiqué dans le tableau 1. Chaque étape du processus budgétaire offre des possibilités d'introduire la perspective de genre.

Tableau 1: Processus prévu à préparer la loi de finances

Dates	Activités	Responsable
1. Premier lundi de juillet	Lancement des travaux de révision du cadre budgétaire à moyen terme (CBMT).	Ministre chargé des finances
2. Au plus tard le 10 novembre	Évolution escomptée des indicateurs économiques et sociaux et des estimations de recettes.	Sous-commission des recettes
	Évolution escomptée des indicateurs économiques et sociaux et des estimations de dépenses.	Sous-commission des dépenses
		DGB
	↓	
	Projection grandes masses de dépenses	
	↓	
	Élaboration des perspectives budgétaires sous la forme d'un CBMT actualisé pour l'année correspondant au nouveau projet de loi de finances et les deux années suivantes.	
3. Au plus tard le 15 novembre	Évaluation des crédits de reconduction, y compris l'impact des mesures acquises, par la Direction générale du budget, avec le concours des ministères sectoriels.	Direction générale du budget
4. Au plus tard le troisième vendredi de novembre	Présentation des perspectives et du CBMT en Conseil des ministres, réuni en conseil d'orientation budgétaire et approbation des lignes directrices de la future loi de finances.	Ministre de l'Économie et des Finances
	Transmission pour information du cadre d'orientation budgétaire aux Commissions chargées des finances du Parlement.	

Dates	Activités	Responsable
5 Au plus tard le dernier vendredi de novembre	Envoi de la lettre-circulaire du Premier ministre à toutes les institutions émergeant au budget de la République, définissant les grandes lignes de la politique budgétaire et rappelant les normes et contraintes d'estimation des crédits, y inclus les plafonds indicatifs alloués à chaque institution.	Premier ministre
6. Au plus tard le dernier vendredi de janvier	Transmission par les différentes institutions publiques, des propositions de budget au Ministère chargé des finances, y inclus leur cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) sectoriel.	Institutions de l'Administration de l'État
7. Du 15 février au 15 mars	Phase des conférences budgétaires conjointes pour l'examen des propositions de budget détaillées.	Ministre de l'Économie et des Finances et institutions de l'Administration de l'État
8. Du 15 au 31 mars	Préparation de l'esquisse budgétaire provisoire. Approbation de l'esquisse budgétaire provisoire.	Direction Générale du Budget Ministre chargé des Finances
9. Au plus tard le 3 avril	Transmission au Conseil des ministres et adoption de l'esquisse budgétaire définitive.	Ministre chargé des Finances
10. 4 avril - 30 avril	Lettre du Premier ministre aux institutions publiques informant des plafonds de crédits définitifs et détaillés et finalisation des budgets par les ministères en charge des secteurs.	Premier ministre
11. 1er mai – 15 mai	Arbitrages et finalisation du projet de loi de finances.	Ministre chargé des Finances
12. Au plus tard le 16 mai	Transmission en Conseil des ministres pour délibération.	Ministre chargé des Finances
13. Ministre chargé des Finances	Approbation du projet de loi de finances.	Conseil des Ministre
14. Au plus tard le 1 ^{er} juin	Transmission du projet de loi de finances à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif pour examen et formulation de l'avis au Parlement.	Ministre chargé des Finances
15. Au plus tard le 30 juin	Transmission par la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif au Parlement du rapport formulant son avis sur le projet de loi de finances, avec ampliation au Premier ministre.	Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif
16. Au plus tard le 30 juin	Dépôt du projet de loi de finances au Parlement par le Ministre chargé des finances.	Ministre chargé des Finances
17. Au plus tard le 2 ^{ème} lundi de septembre	Vote de la loi de finances par le Parlement.	Parlement
18. Au plus tard le 25 septembre	Promulgation de la loi de finances.	le Président de la République
19. Au plus tard le 30 septembre	Publication de la loi de finances au «Moniteur», journal officiel de la République.	le Moniteur

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR
LA FACILITATION

1.2 Points d'entrée pour l'intégration de la dimension de genre (Phase 1 et 2)

Les procédures mentionnées dans le tableau 1 produisent les résultats suivants:

- a. Un cadrage macroéconomique et l'estimation des ressources
- b. L'allocation intersectorielle du budget
- c. Les propositions budgétaires à travers l'allocation intra sectorielle
- d. Les conférences budgétaires
- e. Le vote du projet de loi de finances au Parlement

Les dimensions de genre de ces différentes étapes sont organisées de la façon suivante:

a. Le cadrage macroéconomique et l'estimation des ressources

La première étape consiste en l'élaboration par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) du cadrage macroéconomique qui représente les «prévisions réalisées sur l'année à venir afin d'anticiper les principales évolutions macroéconomiques et mieux connaître le cadre dans lequel vont s'effectuer les choix du gouvernement, en matière d'élaboration du budget» (MEF, 2011, p. 85)

L'établissement du cadre macroéconomique est une étape fondamentale puisqu'elle va permettre par la suite au MEF d'estimer les enveloppes budgétaires indicatives pour chaque ministère sectoriel dépendant.

Ainsi, pour établir le cadre macroéconomique et projeter les ressources pour le prochain exercice fiscal, le MEF va:

- effectuer la revue des dépenses de l'exercice passé afin de déterminer les performances réalisées;
- étudier les paramètres tels que l'évolution du PIB, le taux d'inflation, etc. afin d'esquisser les grandes tendances en matière de croissance économique; (MCFDF, 2014)
- s'informer des nouvelles mesures administratives, recueillir des informations des bailleurs sur les financements prévus, évaluer les ressources domestiques, etc.
- tenir compte des grandes orientations du gouvernement en matière de politique économique et sociale (MEF, 2011).

La dimension de genre est pertinente pour chacune de ces tâches, comme indiqué dans le tableau 2 ci-dessous.

Tableau 2: L'intégration du genre dans l'établissement du cadre macroéconomique

Établissement du cadre macroéconomique	L'intégration du genre
Effectuer la revue des dépenses de l'exercice passé afin de déterminer les performances réalisées.	En termes d'intégration du genre, il convient d'analyser, à cette étape, les dépenses effectuées en matière de genre et de relever les insuffisances afin d'améliorer les performances pour le prochain exercice fiscal.
Étudier les paramètres tels que l'évolution du PIB, le taux d'inflation, etc. afin d'esquisser les grandes tendances en matière de croissance économique. (MCFDF, 2014)	Pour une meilleure visualisation des contributions des femmes/hommes à la croissance économique, l'analyse macroéconomique sensible au genre comprend les activités économiques des femmes/hommes dans les secteurs formels et informels, ainsi que le travail non rémunéré de l'économie.
S'informer des nouvelles mesures administratives, recueillir des informations des bailleurs sur les financements prévus, évaluer les ressources domestiques, etc.	Ici, c'est important de savoir s'il existe des critères spécifiques pour l'intégration de la dimension de genre, ou des fonds spécifiques pour la promotion de l'égalité de genre.
Tenir compte des grandes orientations du gouvernement en matière de politique économique et sociale (MEF, 2011)	En termes d'intégration du genre, il convient de se référer aux politiques intégrant cette dimension. (MCFDF, 2014)

À l'issue de ces travaux, le MEF dispose du cadre macroéconomique qui, rappelons-le, présente les prévisions sur les années à venir, et lui permet d'estimer l'allocation budgétaire pour chaque ministère sectoriel (MEF, 2011).

Les données sexo-spécifiques

Pour faire avancer l'égalité entre les sexes et changer les mentalités, il est essentiel d'assurer la collecte et l'analyse des données sexo-spécifiques dans différents domaines (domaine politique, économique, social et culturel) pour rendre visibles les écarts à combler, orienter les politiques et programmes publics et mesurer les progrès réalisés.

Source: Gouvernement de la République d'Haïti, 2012: PSDH, SOUS-PROGRAMME 3.9.3

b. L'allocation intersectorielle

La prochaine étape consiste en la répartition des crédits à allouer à l'ensemble des ministères sectoriels, autrement dit, la distribution des enveloppes budgétaires indicatives (plafonds de crédits indicatifs) (MEF, 2011). **En termes d'intégration de genre, le ministère doit, à ce stade, prendre en compte l'intégration du genre dans les programmes sectoriels des ministères sectoriels pour hiérarchiser les priorités et décider de la répartition des crédits** (MCFDF, 2014). Le MEF élabore une lettre de cadrage, appelé également une circulaire budgétaire, dans laquelle sont présentés, entre autres, le contexte macroéconomique, les priorités gouvernementales et les orientations de politique économique et sociale ainsi que les plafonds de crédits indicatifs. **En termes d'intégration du genre, les quotas minimaux à réserver au genre pour les ministères impliqués doivent figurer dans la lettre** (MCFDF, 2014). Le Premier ministre est chargé de réviser et d'approuver ce document avant de l'envoyer aux différents ministères sectoriels (MEF, 2011).

c. L'allocation intra sectorielle (les propositions budgétaires)

Chaque ministère sectoriel reçoit la lettre de cadrage avec les plafonds de crédits indicatifs. Sur la base de ces contraintes budgétaires, chaque ministère sectoriel va revoir ses objectifs et ses priorités au sein même du secteur (entre les services internes) et effectuer des choix stratégiques. Il formule alors des propositions de crédits dans une note intra institutionnelle en tenant compte des besoins en personnel, en biens et services, en matériels et équipements, des projets en cours d'exécution, des projets à financement assuré et des nouveaux projets approuvés par le ministère. Après une longue phase d'analyse, de révision, d'approbation, de consolidation et de validation de la note intra institutionnelle impliquant divers organes et structures institués au sein de chaque ministère sectoriel (Conseil d'orientation stratégique, Directeur des services internes, Unité d'Études et de Programmation, etc.), les propositions budgétaires sont transmises au MEF ainsi qu'au Ministère de la Planification et de la Coopération externe (MPCE). L'ensemble des propositions budgétaires des ministères sectoriels sont traduites dans un document intitulé «Programme d'investissement public» par le MPCE. Ce document permet aux MPCE et MEF d'avoir une vue globale des crédits sollicités par les ministères (MEF, 2011). Il permet également d'avoir une vision des projets de chaque ministère et de l'objectif visé (MEF, 2013).

Quelques données... Les femmes actrices économiques

Toujours sur le plan économique, les travailleurs et travailleuses du secteur informel, qui représentent 90 pour cent de l'emploi en Haïti, sont totalement exclus des mesures de sécurité sociale en vigueur. Or, les femmes appartiennent en grande partie à ces catégories et représentent 42 pour cent des chefs de ménage, mais elles ne bénéficient pourtant d'aucun filet ou mesure sociale spécifique.

Source: Gouvernement de la République d'Haïti, 2012: PSDH, PROGRAMME 3.9

Pour mesurer l'adéquation entre les intentions en matière du genre avec la planification des dépenses, chaque ministère sectoriel doit **explicitement les activités et sous-activités par rapport à sa contribution en matière de genre, et définir la ligne de base**, qui permet d'enregistrer et de justifier les changements lors du suivi (trimestriel et annuel) et d'évaluer le progrès lors des évaluations.

Exemple!

Indicateurs de budgétisation sensible au genre (Népal, 2008)

Au Népal, le ministère des Finances a introduit un système de budgétisation sensible au genre au cours de l'exercice 2007/2008. Il a été demandé à tous les ministères de secteur de dresser un rapport sur leurs programmes et activités sur la base de cinq indicateurs clés:

1. Développement des capacités des femmes
2. Participation des femmes à la formulation et l'exécution des programmes
3. Incidence sur le bien-être des femmes
4. Appui à l'emploi et à la création de revenus pour les femmes
5. Impact positif sur l'emploi du temps et le travail de soins des femmes

Les programmes ont ensuite été classés par rapport à trois catégories d'égalité des genres:

- **directement favorable** indique plus de 50% de l'allocation bénéficie directement aux femmes;
- **indirectement favorable** indique 20-50% bénéficie directement aux femmes;
- **neutre** indique moins de 20% de femmes bénéficiaires.

Résultats:

Exercice fiscal	Directement favorable	Indirectement favorable	Neutre	Total
2007/2008	11%	33%	55%	100%
2008/2009	14%	35%	51%	100%
2009/2010	17%	37%	46%	100%

Source: Krishna Hari Baskota, Revenue Secretary Ministry of Finance of Nepal, Gender Responsive Budget: the Nepalese Experience, Kathmandu Post. www.gender-budgets.org.

d. Les conférences budgétaires

Subséquentement sont organisées des conférences budgétaires qui réunissent le MEF, le MPCE et les divers ministères sectoriels. C'est lors de ces conférences que les résultats des analyses relatives aux propositions de crédits vont être présentés et que le processus de négociation va être engagé entre le MEF et chaque ministère sectoriel, afin de déterminer le plafond de crédits et la ventilation des crédits au sein même du secteur (MEF, 2011). C'est le moment où les ministères impliqués dans les questions de genre doivent développer un argumentaire solide en faveur de leurs activités pour peser dans la balance (MCFDF, 2014). Le rapport issu de ces conférences budgétaires est alors discuté en Conseil de gouvernement et approuvé en Conseil des ministres. Les plafonds de crédits définitifs sont envoyés aux ministères sectoriels (MEF, 2011).

e. Le vote du projet de loi de finances au Parlement

Une fois les enveloppes budgétaires allouées aux différents ministères sectoriels après délibération en Conseil des ministres, le MEF et le MPCE peuvent élaborer le projet de loi de finances. «Ce document regroupe la proposition de texte de loi, les détails des ressources et des crédits ainsi que les annexes contenant les informations facilitant la compréhension du budget et le contrôle parlementaire. (MEF, 2011, p. 53). «En ce qui concerne le calendrier, l'élaboration du projet de loi de finances a lieu au cours de la première quinzaine du mois de mai de l'exercice fiscal "n-1"».

Le projet de loi doit alors être soumis au Conseil des ministres (MEF, 2011). **À cette étape, il est important de mener un plaidoyer pour que les préoccupations liées aux inégalités de genre soient prises en compte dans la loi de finances.**

Après avoir été adopté par le Conseil des ministres, le projet de loi est déposé au Parlement pour vote. La Chambre des députés dispose de 40 jours pour se prononcer sur le projet de loi en tenant compte des recommandations de la commission du budget qui a spécialement été mise en place pour analyser le projet de loi de finances. La Chambre des députés peut amender le projet s'il ne s'agit pas d'augmenter le montant des dépenses ou de diminuer le montant des ressources. Une fois l'ensemble du projet de loi de finances voté (ou une fois le délai des 40 jours dépassé), la Chambre des députés transmet le document amendé au Sénat pour qu'il puisse à son tour l'analyser, l'amender et le voter dans les mêmes termes que la Chambre des députés (MEF, 2011).

Les parlementaires jouent également un rôle important en matière d'intégration de la dimension de genre dans le budget, puisque qu'ils sont les représentants du peuple et qu'ils sont en mesure d'amender la loi de finances dans le but de répondre aux préoccupations et aux besoins de celui-ci (MCFDE, 2014).

Le Président reçoit ensuite la loi de finances, les rapports d'analyse et les amendements effectués par le Parlement. Il promulgue la loi de finances et la transmet pour publication au journal officiel de la République «le Moniteur» (MEF, 2011).

M2.S2.2. La dimension de genre dans la mise en œuvre et l'évaluation du budget: Phases 3 et 4

Les initiatives d'établissement de budgets sensibles au genre sont mises en œuvre à l'échelle nationale, au niveau des ministères, des départements ou des institutions, au niveau du programme sectoriel, au niveau local, ou encore au niveau du projet.

Chaque niveau d'exécution du budget possède son propre cycle opératoire. Le budget national du gouvernement central reflète le cadre programmatique à partir duquel s'effectuent les programmes et les projets. Tous ces programmes et projets doivent dans leur ensemble contribuer à réaliser les objectifs de la politique nationale et obtenir les résultats désirés par le Plan Stratégique de Développement d'Haïti.

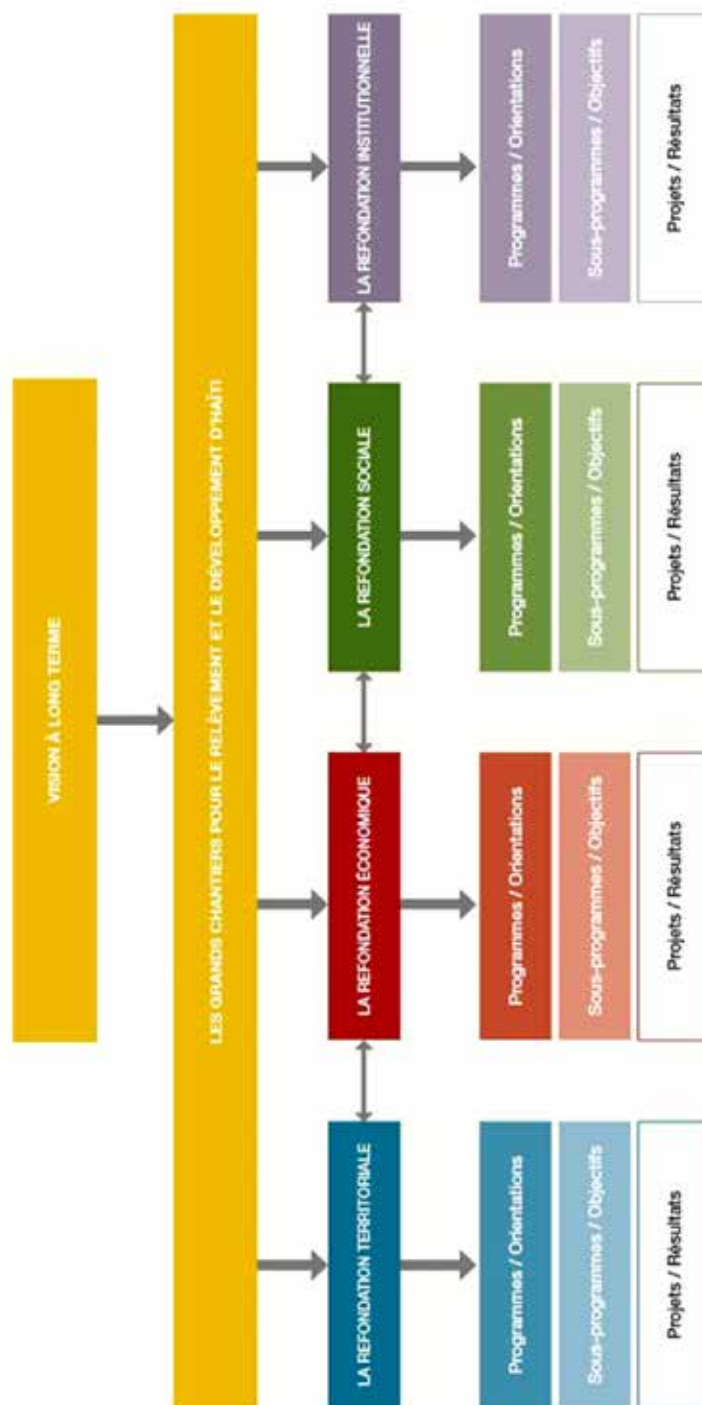
Pour traduire la vision politique en résultats concrets, il faut mettre en œuvre différentes procédures et processus opérationnels des programmes et projets. La figure 7 montre comment les idées du PSDH se traduisent en programmes, sous-programmes et projets.

Les programmes sont de grands domaines d'activités nécessaires pour mettre en œuvre des priorités politiques du **Plan Stratégique de Développement d'Haïti**. La programmation budgétaire est constituée de cadres triennaux de mise en œuvre. Ces cadres déterminent les programmes triennaux d'investissements. Chaque année les programmes annuels d'investissements publics sont dérivés de ces cadres. L'ensemble des projets financés avec les programmes d'investissements contribuent à la réalisation des résultats prévus dans le programme-cadre.

Il existe des programmes sectoriels qui couvrent un secteur entier, comme le secteur de la santé ou le secteur des transports. Il existe des programmes thématiques qui sont centrés sur un thème spécifique,

par exemple «Investir dans les ressources humaines», qui se compose d'un ensemble de projets avec un objectif ou un thème commun. Pour identifier les questions de genre dans un programme sectoriel ou thématique, il est important de faire une analyse de genre du secteur ou du thème. Les objectifs du projet doivent contribuer à la réalisation des programmes, qui à leur tour contribueront à celle des politiques et priorités nationales. L'élaboration de lignes directrices de genre dans les dépenses est laissée à la discrétion des ministères par les organes délibérants.

Figure 7: Relation entre la vision à long terme, les priorités politiques, le programme-cadre, les sous-programmes objectifs et les projets



Source: Gouvernement de la République d'Haïti, 2012: Plan Stratégique de Développement d'Haïti >> Pays émergent en 2030

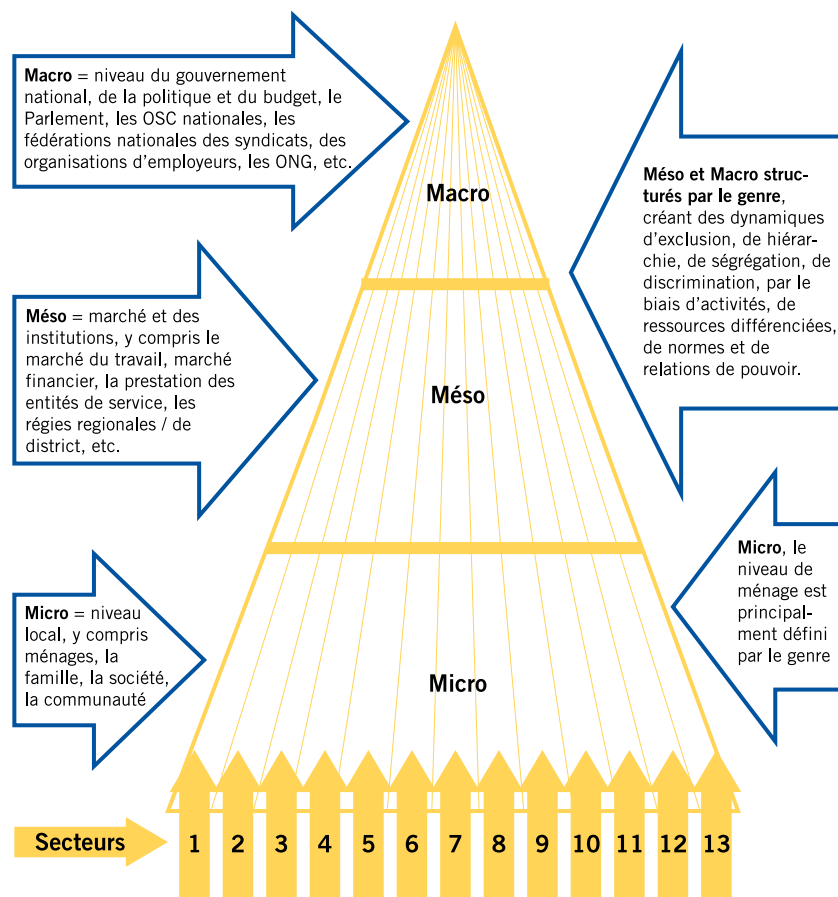
Il y a un grand risque que la perspective de genre disparaisse lors de la mise en œuvre de la vision politique sur le terrain. C'est pourquoi les budgets des programmes et des projets visant à obtenir des résultats positifs pour les hommes et les femmes nécessitent l'intégration du genre dans tout le cycle de fonctionnement.

2.1 Analyse selon genre⁹

Le point de départ du processus d'intégration de la perspective de genre dans la phase d'exécution du budget est une analyse de genre. L'analyse de genre est l'étude des différences entre les femmes et les hommes dans leurs besoins, le taux de participation, l'accès aux ressources et au développement, le contrôle sur les biens, le pouvoir de prise de décision, etc. et leurs rôles respectifs en tant que ceux-ci sont assignés selon leur genre.

L'analyse de genre se concentre sur la compréhension et la documentation des différences dans les rôles de genre, les activités, les besoins et les chances dans un contexte donné. L'analyse de genre implique la ventilation des données selon le sexe. C'est la tentative systématique d'identifier les questions clés qui contribuent aux inégalités de genre de sorte qu'elles puissent être correctement traitées¹⁰. L'analyse de genre constitue la base de l'intégration (mainstreaming) du genre. Elle est également nécessaire pour déterminer si, en plus des activités d'intégration, des actions spécifiques pour les femmes ou les hommes sont nécessaires. L'analyse de genre doit être fondée sur un examen des statistiques ventilées par sexe et des informations qualitatives sur la situation des hommes et des femmes. La figure 8 montre une structure pour l'élaboration d'une analyse de genre.

Figure 8: la structure de l'analyse genre



9 Cette section est basée sur: Osch, Thera van et Claire Leloup (2010): *Outils et stratégies de base pour promouvoir l'égalité de genre dans la coopération au développement*. AIDCO Cours en ligne GENRE 2, Commission européenne, Bruxelles. Pour plus de détails sur l'analyse selon le genre voir Cahier des Participant(e)s, module 1, section B.

10 Osch, Thera van et Claire Leloup (2010): idem.

En résumé, l'analyse de genre c'est analyser

- les rôles de genre et la division du travail entre les femmes et les hommes
- les besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes

À tous les niveaux:

- à la base (niveau micro)
- au niveau institutionnel ou sectoriel (méso), dans les systèmes de prestation de services, sur le marché du travail
- aux niveaux les plus élevés des politiques (niveau macro).

Pour

- mesurer les inégalités de genre
- identifier les obstacles et les opportunités
- s'adresser aux bonnes parties prenantes
- localiser les questions de genre et les principaux changements

En vue de

- définir et suivre les actions pour renforcer l'égalité de genre
- évaluer les résultats.

M2. SESSION 3. LA MÉTHODOLOGIE POUR LA BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

Il n'existe pas de modèle unique pour la budgétisation sensible au genre, mais les différentes méthodologies ne s'excluent pas mutuellement. Toutefois, les méthodologies les plus fréquemment utilisées et adaptées sont celles de Rhonda Sharp, qui se focalisent sur l'analyse des dépenses, et de Debbie Budlender sur l'analyse des revenus.

M2.S3.1. Les sept outils pour la budgétisation sensible au genre

Nous retenons la méthodologie pour l'analyse du budget national de Diane Elson, qui tout en intégrant les deux autres approches, met l'accent sur les résultats et l'impact des dépenses. Elle se décline en sept outils.

1. Analyse genre des politiques gouvernementales
2. Analyse genre de la perception des bénéficiaires des services publics
3. Analyse genre de l'incidence des dépenses publiques
4. Analyse genre du système fiscal
5. Analyse genre de l'impact du budget sur l'emploi du temps
6. Analyse genre du cadre des dépenses à moyen terme
7. Déclaration budgétaire sensible au genre

1.1 Analyse genre des politiques gouvernementales

Évaluer les politiques qui sous-tendent les budgets pour identifier leur impact potentiel sur les femmes et les hommes revient à examiner les politiques et les services gouvernementaux pour voir si les politiques et les ressources allouées risquent de réduire, d'augmenter ou de laisser indemnes les inégalités entre les femmes et les hommes. Les taxes sur les produits, de même que les subventions, ne sont pas neutres;

elles affectent différemment les ménages, les types de ménages et les individus au sein des ménages.

Posez des questions comme: «Tiennent-ils compte du fait que les questions de genre touchent la vie des femmes et des hommes et ont des implications économiques et sociales?» L'analyse suppose un examen minutieux des effets directs et indirects des politiques nationales et sectorielles sur les rapports de genre, ainsi que de la façon dont les priorités et les choix vont réduire ou augmenter l'inégalité de genre.

À cet effet, un Aide-mémoire de l'analyse ex ante de la sensibilité au genre des stratégies de réduction de la pauvreté et des politiques publiques est disponible en Annexe II. Outils.

1.2 Analyse désagrégée de la perception des bénéficiaires

Il s'agit de recueillir de manière participative les opinions des femmes et des hommes bénéficiaires des programmes des gouvernements, les analyser et en discuter pour savoir dans quelle mesure les services en place répondent à leurs besoins et dans quelle mesure les allocations budgétaires pratiquées par le gouvernement sont en accord avec leurs priorités.

Méthode:

Elle se fait par des sondages et des enquêtes sur le comportement des consommateurs.

Des assemblées publiques pour diffuser des informations relatives au budget peuvent aussi être organisées par les ministères des femmes/genre et des comités parlementaires afin de permettre aux bénéficiaires de discuter des dépenses publiques et des priorités avec une perspective de genre.

Les questions peuvent porter sur les priorités générales des dépenses publiques ou sur les détails du fonctionnement des services publics.

1.3 Analyse désagrégée de l'incidence des dépenses publiques

Il s'agit de comparer dans quelle mesure les hommes et les femmes (filles/garçons) bénéficient des dépenses de services publics – en utilisant des données tirées des enquêtes sur les ménages – afin d'évaluer la distribution des dépenses publiques selon le genre. Cet outil peut aussi indiquer l'impact selon le genre des compressions budgétaires qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre.

1.4 Analyse genre du système fiscal

L'outil porte sur les liens entre la production économique d'une part et la répartition secondaire en espèces et en nature, selon le genre.

Du côté des recettes, le rapport des femmes et des hommes aux taxes est différent par rapport au profil de leurs activités, à leur statut dans l'emploi ou en tant que chef d'entreprise. Le régime d'impôt sur les revenus aura une incidence différente sur les femmes dans la mesure où elles ne sont pas considérées comme des chefs de famille. Il faut ajouter à cela la part différenciée de femmes et d'hommes dans l'économie informelle.

Par rapport aux taxes sur la consommation, il faut tenir compte du rapport différent des femmes et des hommes dans la consommation des biens et services finaux destinés aux ménages. Quel sera l'impact d'une hausse des taxes sur la consommation sur le budget-temps des femmes, par exemple. Le travail invisible des femmes peut aussi être considéré sous l'angle de la subvention à l'activité économique monétisée, dans le secteur public et privé. L'incidence genre des taxes sur la consommation peut être très différenciée. D'autre part, les femmes et les hommes ont un rapport aux biens et services différent.

La décentralisation fiscale qui assure que les coûts doivent être supportés par les bénéficiaires directs de ces services doit rendre explicite les différentes options et les choix à opérer par rapport à qui gagne et qui perd.

Pour augmenter ses rentrées d'argent, le gouvernement décide de relever les impôts indirects (TVA) et de réduire légèrement les impôts directs.

Pour couvrir le coût des services de base, des charges sont introduites pour l'accès à la santé et l'éducation.

Ces mesures ont-elles des répercussions sur les rapports hommes-femmes?

1.5 Analyse désagrégée de l'impact du budget sur l'utilisation du temps

L'analyse désagrégée de l'impact du budget sur l'utilisation du temps examine la relation entre le budget national et la façon dont le temps est utilisé dans les ménages. Ceci permet de mettre en évidence la valeur du travail non rémunéré qui devrait être pris en compte dans l'analyse des politiques.

Il y a trois types d'utilisation du temps: le travail rémunéré, le travail non rémunéré et les loisirs. Cependant, les théories néo-classiques de l'économie n'en reconnaissent que deux: le travail rémunéré et les loisirs.

Une grande partie du travail des femmes n'est pas comptabilisé dans les recettes nationales car il a lieu hors de la sphère du marché formel du travail, c'est-à-dire dans la production de subsistance, l'emploi informel, le travail domestique et reproductif et le travail bénévole et communautaire.

Grâce aux «comptes satellites», un progrès important a été réalisé dans l'élaboration de concepts, de méthodologies et d'applications pratiques pour l'incorporation du travail non rémunéré dans les comptes nationaux. Dans le système des comptes nationaux (SCN), les lignes directrices qui déterminent le produit intérieur brut (PIB) ont été révisées afin d'inclure tous les biens produits au niveau du ménage, et par extension, les activités liées à la production. Bien que le travail domestique et les services personnels (par exemple, la préparation des repas et les soins aux enfants) ne soient pas inclus, les nouvelles lignes directrices suggèrent l'élaboration de concepts alternatifs pour le PIB.

Exemple!**Réductions dans les dépenses publiques: Impact sur l'emploi du temps des femmes (Kenya, 2000)**

L'impact des changements dans les dépenses publiques sur l'investissement en temps des femmes et des filles était également évident, d'après une étude réalisée au Kenya. Celle-ci a démontré qu'une réduction de 10 % du prix des services de garderie d'enfants avait permis d'augmenter la participation des femmes au travail rémunéré, et la scolarisation des filles, tandis que l'impact sur l'inscription des garçons était mineur.¹ Développement des capacités des femmes

Coûts de la garde d'enfants	Travail rémunéré des femmes	Travail rémunéré des femmes	Scolarisation des garçons (8-16 ans)
- 10%	+ 3,5%	+ 5%	+ 0,3%

Source: Lokshin, Glinskaya et Garcia (2000), *The Effect of Early Childhood Development Programs on Women's Labor Force Participation and Older Children's Schooling in Kenya*. Washington, D.C: Banque mondiale.

1.6 Cadre de politique économique à moyen terme sensible au genre

Le cadre de travail de la politique économique à moyen terme sensible au genre vise le cadrage b à moyen terme.

Il porte essentiellement sur l'intégration de l'économie des soins, la ventilation des données par sexe, y compris sur le temps non rémunéré, et leur utilisation dans la modélisation macroéconomique, leur intégration dans les matrices de comptabilité sociale [MCS] et éventuellement dans les modèles d'équilibre général calculable.

Cela permet d'évaluer comment le budget tient compte de la relation entre l'économie marchande et non marchande, en prenant des mesures qui réduisent ou augmentent la productivité de ce travail hors PIB.

Exemple

Un plan d'action national sur le genre pour l'égalité des chances visant à renforcer l'emploi, le travail décent, l'égalité de rémunération et l'égalité de traitement.

1.7 Le budget gouvernemental sensible au genre

Il s'agit d'un exercice de reddition de comptes du gouvernement, qui utilise tous les outils susmentionnés et qui suppose un niveau élevé d'engagement et de coordination au sein du secteur public puisque les ministères et les départements sont tenus d'entreprendre et de publier une évaluation de l'impact selon le genre de leurs articles budgétaires. Cette déclaration devrait reprendre les informations suivantes: la part des dépenses totales destinée aux programmes d'égalité des genres; l'équilibre entre les genres dans l'emploi du secteur public; la part des dépenses consacrées aux besoins spécifiques des femmes et des hommes dans les services publics; la part des dépenses consacrées aux mécanismes nationaux de promotion de la femme et aux unités genre et femmes des ministères; l'équilibre de genre dans les subventions, la formation ou les crédits accordés aux entreprises; l'équilibre de genre parmi les membres de comités gouvernementaux et d'autres organes de décision.

Exemple

La déclaration budgétaire de l'État sensible au genre (Inde, 2013-2014)

«La déclaration budgétaire de l'État sensible au genre a été introduite pour la première fois lors du budget 2005-2006. Pour améliorer cette déclaration, la circulaire budgétaire annuelle demande aux ministères de préciser le montant des dépenses publiques du budget annuel consacré aux femmes. La déclaration budgétaire sensible au genre est ensuite préparée sur la base des informations fournies par les ministères. Elle indique les dispositions budgétaires des programmes essentiellement destinés aux femmes en les divisant en deux types. La première partie présente les programmes attribuant la totalité des crédits budgétaires aux femmes et la seconde aborde les programmes dont la dotation budgétaire attribuée aux femmes est au moins égale à 30 %.

La justification de la budgétisation selon le genre vient de la reconnaissance du fait que le budget national influence les groupes sociaux de différentes manières, en fonction du modèle d'allocation des ressources adopté et des priorités accordées aux secteurs en concurrence. La budgétisation selon le genre dans son expression la plus simple est une «analyse genre» du budget visant à examiner l'affectation des fonds dans l'optique de l'égalité entre hommes et femmes. Le but de la budgétisation selon le genre est de surveiller les dépenses et la prestation des services publics dans une démarche d'équité entre les sexes, afin d'intégrer les inquiétudes des femmes à toutes les activités et améliorer leur accès aux ressources publiques. Ces huit dernières années cette déclaration a bénéficié d'un élan provenant de la sensibilisation croissante envers la problématique de genre. La budgétisation selon le genre est un domaine en pleine évolution qui permet aux ministères, capables de mieux comprendre et saisir le sujet, de réexaminer les programmes et plans pour améliorer leur gestion des ressources pouvant créer un impact potentiel sur les besoins des femmes en matière de développement.

Lors des prévisions budgétaires de 2013-2014, des allocations budgétaires pour un budget sensible au genre ont été entreprises par 30 ministères et 5 gouvernements des territoires de l'Union. Conformément à la déclaration budgétaire, une augmentation de 18,6 % a été observée pour tous les programmes spécifiques aux femmes, qui sont passés de 22 969 crores* pour le budget 2012-13 à 27 248 crores l'année suivante. Globalement, en considérant les deux parties de la déclaration de façon conjointe, on observe une augmentation de 10,2 % (de 88 143 crores pour le budget 2012-13 à 97 134 crores pour les prévisions budgétaires de l'année suivante).»

* Le *crore* est une unité de mesure d'Asie du Sud correspondant à dix millions.

Note: l'Inde n'a pas encore mis en œuvre la budgétisation programme ou axée sur les résultats. Les postes tels que produits ou résultats ne figurent donc pas dans la déclaration budgétaire sensible au genre. En revanche, pour chacune des «demandes de subventions», sont précisés le montant alloué l'année précédente, le montant révisé de l'année précédente (le montant qui va probablement être dépensé) et les prévisions budgétaires pour l'année à venir.

Exemple

La budgétisation sensible au genre (France, 2000-2013)

- 1) La France a commencé des démarches d'intégration transversale de l'égalité femmes-hommes depuis les années 2000, en annexant à sa loi de finances un document sur les actions en matière d'égalité.
- 2) À partir de 2010 la notion de «BSG» apparaît dans l'annexe «Document de politique transversale». Ce DPT est une démarche obligatoire, dont le pilotage est assuré par un comité interministériel présidé par le Premier ministre.
- 3) En juin 2012, la France retrouve un ministère des Droits des femmes.
- 4) En août 2012, deux circulaires du Premier ministre demandent une analyse d'impact des lois dans une optique de genre, selon laquelle «l'exigence d'exemplarité doit se traduire à tous les niveaux de décision et dans toutes les actions de l'État». Il s'agit d'une part de prendre en compte la dimension des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes en amont, dans la préparation de tous les projets de lois et règlements, en réalisant des évaluations préalables. D'autre part, dans chaque ministère, un «haut fonctionnaire en charge de l'égalité des droits» veillera au respect des objectifs notamment en matière de parité dans les nominations aux postes à responsabilité, et suivra la mise en œuvre de la politique interministérielle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. (À partir de 2013, il doit y avoir au moins 20 % de personnes de chaque sexe dans l'encadrement supérieur de la fonction publique. Le taux doit atteindre 30 % en 2015 et 40 % au moins à compter de 2018.)

Source: Ministère des Droits des femmes: www.femmes.gov.fr.

Exemple

Belgique: exemple de la budgétisation selon genre de A à Z¹⁴

Selon l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, chargé de la BSG au niveau fédéral, le gender budgeting est une analyse, sous l'angle du genre, de toutes les formes de dépenses et de recettes publiques et l'inventaire de leurs conséquences directes et indirectes sur la situation respective des femmes et des hommes. La BSG constitue une forme spécifique de budgétisation orientée sur les résultats.

La loi du 12 janvier 2007 prévoit que la dimension de genre soit intégrée aux préparations budgétaires et impose spécifiquement l'obligation d'établir, pour chaque projet de budget général des dépenses, une note de genre qui présente les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette obligation est valable pour tous les départements, services de l'État à gestion séparée, entreprises d'État et organismes d'intérêt public.

Chaque année, le ministre du Budget transmet une circulaire reprenant les directives relatives à l'élaboration du prochain budget. La circulaire relative au budget mentionnait déjà le principe du gender budgeting et son obligation légale. Il était toutefois stipulé que l'on se concentrerait principalement, en 2008, sur la sensibilisation et la formation des acteurs. La circulaire invitait déjà chaque service public fédéral à définir les montants pouvant entrer en ligne de compte pour une analyse préalable des dépenses sous l'angle du genre et pour une analyse a posteriori des recettes non fiscales. En 2009, la sensibilisation et la formation ont été poursuivies.

La circulaire relative au budget 2011 mentionne explicitement le principe du gender budgeting. Concrètement, cela signifie que dès 2010, chaque service public fédéral devra soumettre son budget à une analyse sous l'angle du genre.

En 2010, une circulaire spécifiquement dédiée à la BSG a été établie. Elle décrit en détails les objectifs du gender budgeting et la procédure à suivre.

Afin d'encourager et de faciliter la mise en œuvre du gender budgeting, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes pris en 2011 l'initiative de publier et de diffuser un guide spécifique, intitulé Manuel pour la mise en œuvre du gender budgeting au sein de l'administration fédérale. Celui-ci est disponible sur internet¹⁵.

Dans le cadre de l'application du gender budgeting au niveau fédéral belge, toutes les allocations de base doivent être subdivisées en trois catégories. La justification des allocations de base classées dans la catégorie 3 doit comprendre un commentaire sur le genre qui indique de quelle façon la dimension de genre sera prise en compte dans les dossiers concernés. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a établi une liste de contrôle (ci-dessous) qui donne des indications sur les informations qui peuvent figurer dans ce commentaire genre.

L'argumentaire genre, qui fait partie du budget «standard» du service public, est discuté et approuvé par le Parlement.

11 Tous les documents et informations utiles sont disponibles sur: http://igvm-iefh.belgium.be/fr/domaines_action/gender_mainstreaming/application/gender_budgeting/.

12 http://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/handleiding_voor_de_toepassing_van_gender_budgeting_binnen_de_belgische_federale_overheid.jsp.

M2.S3.2. Travail rémunéré et non rémunéré dans le PIB

On estime que des personnes sont «économiquement actives», ou qu'elles exercent une activité économique, si et si seulement «elles contribuent ou sont disponibles pour contribuer à la production des biens et services relevant du domaine de la production du SCN» (Hoffmann, 1990, p.14). Les activités de production qui ne sont pas prises en compte par le SCN, d'autre part, sont qualifiées d'«activités non économiques», ou de travail ne relevant pas du SCN. Ces activités sont constituées par le groupe d'activités qui, du point de vue des comptes nationaux et des estimations de la population active, représentent le travail domestique non rémunéré et bénévole, «non évalué» et «invisible».

Au niveau mondial, on estime que deux tiers du travail non rémunéré et un tiers du travail rémunéré est effectué par les femmes. Pour intégrer efficacement une perspective de genre dans la politique macroéconomique, il faut tenir compte du travail non rémunéré des femmes et des hommes, qui n'est pas visible dans le système des comptes nationaux.

Ce qui explique pourquoi les méthodes d'enquête sur le budget-temps sont reconnues comme un instrument servant à améliorer les statistiques du travail à déterminer le volume total du travail effectué par les divers groupes de population et à évaluer tout le travail (rémunéré ou non rémunéré) de ces groupes au sein des ménages.

2.1 Budget temps: ICATUS¹³

ICATUS rassemble dans un seul instrument toutes les activités humaines et apporte une réponse aux questions: Qui fait quoi?, Quand?, Avec qui?, Pour qui? Et où? (dans quel secteur institutionnel et socio-économique). Selon l'ICATUS, une personne accomplissant une activité productive quelconque, que ce soit dans le domaine de la production du SCN ou autre, est supposée être en train de «travailler» ou de passer du temps sur des activités professionnelles. L'ICATUS établit cependant une distinction entre le travail en rapport avec la production du SCN et le travail en rapport avec la production ne relevant pas du SCN.

Le premier critère servant à distinguer les activités concerne leur relation avec le domaine de la production du SCN. De ce point de vue, on peut définir trois types d'activités:

- activités effectuées en rapport avec la production relevant du domaine de la production du SCN, autrement dit les activités professionnelles «relevant du SCN»;
- activités effectuées dans le cadre des activités de production dans le domaine général de la production, mais en dehors du domaine de la production du SCN, autrement dit les activités professionnelles «ne relevant pas du SCN»;
- activités non considérées comme activités de production, à savoir les activités personnelles.

Ces trois types d'activités sont rangés dans les catégories principales en fonction de plusieurs critères.

13 Département des affaires économiques et sociales, Division de statistique (2007). *Guide des statistiques du budget-temps: mesures du travail rémunéré et non rémunéré*. New York: Nations Unies. <http://unstats.un.org/unsd/pubs/gesgrid.asp?id=347>.

Les activités humaines et le PIB

Code 01	Travail pour les sociétés, institutions sans but lucratif au service des ménages, et le gouvernement (emploi pour les établissements dans le secteur formel)	Dans la frontière de production et la frontière du PIB
Code 02	Travail dans les activités primaires (pas pour les établissements)	Activités considérées en rapport avec la production du SCN
Code 03	Travail pour la provision de services rémunérés (pas pour les établissements)	
Code 04	Services ménagers non rémunérés pour consommation au sein du ménage.	Dans la frontière de production, mais pas dans le PIB.
Code 05	Services de soins non rémunérés aux membres du ménage (des enfants, des malades, des personnes âgées et des personnes handicapées)	Activités considérées en rapport avec la production ne relevant pas du SCN
Code 06	Services communautaires rendus et aide apportée aux autres ménages	
Code 07	Éducation	Activités en dehors de la frontière de production.
Code 08	Activités de socialisation et de participation communautaire	
Code 09	Temps consacré à utilisation des médias	Activités considérées non-productives: selon le principe de la troisième personne ¹⁷ .
Code 00	Activités personnelles	

2.2 Questions clés

Dix questions clés permettent de repérer des problèmes de développement et d'identifier les écarts entre femmes et hommes et aussi d'analyser comment les rapports sociaux entre hommes et femmes influencent les contraintes et les opportunités auxquelles ils font face.

1	Qui fait quoi?	Pour qui?	Avec qui?	Activités
2	Comment?	Pourquoi?	Avec qui?	Moyens
3	Qui possède, qui contrôle quoi?	Pourquoi?	Avec qui?	Ressources
4	Qui décide de quoi?	Pourquoi?	Avec qui?	Pouvoir
5	Qui est responsable de quoi?	Pourquoi?	Avec qui?	Obligations
6	Qui gagne quoi?	Pourquoi?	De qui?	Revenus
7	Qui dépense quoi?	Pourquoi?	Avec qui?	Dépenses
8	Qui a droit à quoi?	Pourquoi?	De qui?	Droits, normes
9	Qui jouit des bénéfices?	Pourquoi?	De qui?	Bénéficiaires
10	Qui gagne et qui perd?	Pourquoi?	De qui?	Effets, impacts

Ces dix questions permettent une analyse des différences de situation et de perceptions entre femmes et hommes ainsi que la coopération entre femmes et hommes, et parmi les femmes et parmi les hommes.

Elles permettent de mieux interpréter les questions soulevées par les statistiques de budget temps.

Elles permettent également d'établir le lien entre les besoins pratiques et les intérêts stratégiques, et les conditions particulières dans lesquelles elles se réalisent. Elles font émerger des problèmes de développement, pour chaque sexe séparément, dans un contexte donné.

Il en ressort que l'insuffisance des moyens par rapport aux activités pour chaque groupe-cible crée un **besoin pratique**.

Le budget temps permet de faire ressortir les aspects relationnels qui renvoient aux **intérêts stratégiques**, qui eux visent à transformer la nature des relations inégalitaires entre femmes et

¹⁴ Ce que je ne peux pas faire pour autrui et que je ne peux déléguer à une tierce personne pour qu'elle le fasse pour autrui et que cette personne en tire un bénéfice. Exemple: personne ne peut manger, dormir, jouer à votre place.

hommes, par exemple, par rapport au pouvoir de décision, au contrôle des ressources, aux droits et aux normes et coutumes.

Il permet de voir que les aspects relationnels qui sous-tendent les **intérêts stratégiques** relèvent de normes régissant les rapports sociaux entre femmes et hommes. Ces normes peuvent être identifiées en se posant la question «pourquoi?» après chaque question. Par exemple, «pourquoi est-ce que ce sont les femmes qui effectuent les tâches ménagères?» renvoie à des normes et des valeurs sociales et culturelles profondément ancrées dans la structuration sociale (*normes sociales*).

M.2. SESSION 4. L'INTÉGRATION AU GENRE DANS L'APPROCHE PROJET¹⁵

CAD de l'OCDE – les mesures à inclure dans les activités d'aide

L'analyse de genre doit aboutir à l'inclusion de mesures explicites dans la conception de l'activité qui:

- incorporent des stratégies spécifiques de genre dans le budget de l'activité;
- surmontent les obstacles à la pleine participation des femmes dans l'activité;
- veillent à ce que les femmes et les hommes exercent un contrôle équivalent sur l'activité;
- s'assurent que les femmes et les hommes, les filles et les garçons bénéficient équitablement des résultats de l'activité;
- utilisent des indicateurs de genre spécifiques ou des indicateurs ventilés selon le genre, y compris les indicateurs d'impact, pour le suivi et l'évaluation.

L'approche projet est une modalité de développement spécifique consistant en une série d'activités visant à atteindre des objectifs et des résultats clairement définis dans un laps de temps donné et avec un budget déterminé.

L'intégration du genre dans l'approche projet signifie que les objectifs et les résultats sont définis de telle sorte que les aspirations, les désirs et les besoins des femmes et des hommes sont valorisés et favorisés de façon égale par les activités du projet. Les projets avec une perspective de genre contribuent à la réalisation des objectifs de la politique du gouvernement concernant les droits des femmes et l'égalité de genre.

Un projet de développement est un moyen de définir et de gérer clairement les investissements et les processus de changement. Les projets aveugles au genre peuvent changer d'une manière négative ou positive les relations de genre existantes; toutefois, ils ne se rendent pas compte des effets et des impacts différenciés sur la vie des hommes et des femmes, des garçons et des filles.

Un projet devrait également:

- identifier clairement les parties prenantes y compris le groupe cible primaire et les bénéficiaires finaux. Un projet sensible au genre identifie les parties prenantes sensibilisées au genre ainsi que les groupes cibles et les bénéficiaires spécifiés selon leur genre;
- définir distinctement une coordination, une gestion et des modalités financières. Dans un projet sensible au genre, ces dispositions incluent les politiques d'égalité des chances, la gestion équilibrée au niveau genre des ressources humaines et des initiatives budgétaires sensibles au genre;

¹⁵ Cette section est basée sur: Osch, Thera van, et Claire Leloup (2010): *GENRE: Intégration du genre dans l'approche du projet*. AIDCO Cours en ligne GENRE 3, Commission européenne, Bruxelles.

- disposer d'un système de suivi et d'évaluation (pour soutenir la gestion de la performance). Dans un projet sensible au genre, cela inclut le recueil de données ventilées par sexe et des indicateurs de performance de genre;
- reposer sur une analyse financière et économique appropriée, qui permet de vérifier que les bénéfices du projet dépasseront ses coûts, ce qui comprend l'analyse budgétaire de genre.

Le cycle des opérations nécessaires pour gérer les projets comporte habituellement cinq phases. Dans chaque phase, l'égalité de genre doit être prise en considération.

Le cycle du projet met en évidence trois grands principes¹⁶

Les critères de prise de décision et les procédures sont prédéfinis pour chaque étape (y compris les exigences d'information clés et des critères d'évaluation de la qualité).

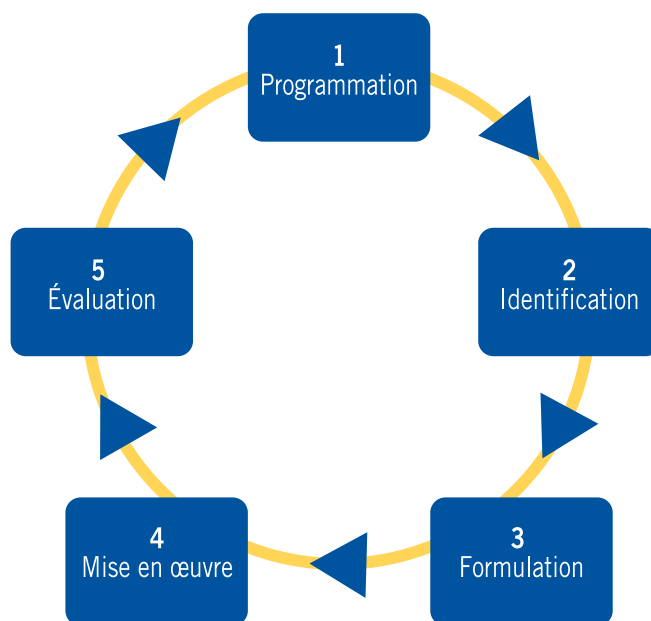
Les phases du cycle sont progressives - chaque phase devrait être achevée avant de pouvoir entamer la prochaine avec succès.

Au démarrage d'un nouveau cycle, la nouvelle programmation et l'identification du projet se fondent sur les résultats du suivi et de l'évaluation dans le cadre d'un processus structuré de rétroaction et d'apprentissage institutionnel.

M2.S4.1 Rendre le cycle du projet sensible au genre

Les questions clés sur l'égalité de genre dans chaque phase du cycle de projet sont reflétées dans la présentation suivante.

Figure 9: Le cycle du projet



16 AIDCO, 2004: Manual Project Cycle Management, Bruxelles, p.16.

Le cycle du projet: quelques questions clés pour l'égalité de genre:

1. Programmation

- Une analyse de genre (macro-méso-micro) a-t-elle été effectuée dans le secteur ou domaine concerné?
- Les parties prenantes pertinentes pour les questions de genre sont-elles incluses dans la préparation du projet?
- Quels sont les engagements nationaux et internationaux d'Haïti en matière d'égalité de genre et de droits des femmes pertinents pour le projet?

2. Identification

- Le concept du projet est-il adapté aux besoins pratiques et stratégiques de genre et aux priorités des hommes et des femmes?
- Les parties prenantes importantes pour les questions de genre ont-elles été incluses dans l'évaluation du concept du projet?
- Le concept du projet est-il conforme aux politiques et engagements concernant l'égalité de genre d'Haïti?

3. Formulation/instruction

- La perspective de genre est-elle convenablement intégrée dans les termes de référence de l'étude de faisabilité?
- La formulation ou instruction du projet est-elle basée sur une analyse sexo-spécifique de budget illustrant comment cette allocation budgétaire peut favoriser l'égalité de genre?
- Le cadre logique est-il conçu dans une perspective de genre, inclut-il des moyens de vérification sexo-spécifiques et des indicateurs d'égalité de genre?

4. Mise en œuvre

- Des relations de travail sont-elles établies avec les acteurs concernés par les questions de genre et les droits des femmes?
- Le principe d'égalité des chances est-il appliqué à la mobilisation et gestion des ressources humaines?
- Des mécanismes et indicateurs de performance sensibles au genre figurent-ils dans le système de suivi-évaluation?
- La perspective de genre est-elle suffisamment prise en compte dans les termes de référence des missions d'évaluation à mi-parcours?
- Les hommes et femmes, garçons et filles de différents groupes cibles ont-ils à ce jour bénéficié de manière égale des résultats obtenus?
- L'égalité des chances et l'égalité de genre sont-elles prises en considération dans la phase de retrait progressif (phasing out) du projet?

5. Évaluation

- La perspective de genre est-elle correctement incluse dans les termes de référence de l'évaluation et l'expertise en genre est-elle présente au sein de l'équipe d'évaluation?
- Dans quelle mesure hommes et femmes, garçons et filles des différents groupes cibles ont-ils et elles bénéficié des résultats obtenus?
- Le projet a-t-il contribué à promouvoir les droits des femmes et à une amélioration durable de l'égalité de genre?
- Les allocations budgétaires correspondent-elles aux différents besoins et priorités des hommes et femmes, des garçons et filles et renforcent-elles l'égalité de genre?
- Quelles sont les enseignements de la perspective de genre du projet?

M2.S4.2 L'approche du cadre logique

L'approche du cadre logique (ACL) est une méthodologie complète pour planifier, gérer, suivre et évaluer un projet. C'est un outil de base dans la gestion du cycle du projet.

L'ACL est un processus par lequel, les organisations partenaires et les autres parties prenantes utilisent un mode de pensée commun pour construire, gérer et évaluer leurs projets. L'outil clé dans l'approche du cadre logique est la matrice du cadre logique. Cette matrice reflète les objectifs, les buts et les résultats attendus, les activités et les moyens d'atteindre ces résultats, les hypothèses, les indicateurs objectivement vérifiables et les sources de vérification.

Le cadre logique est le produit de la participation ou de la consultation entre les parties prenantes; il est utilisé comme un outil de référence tout au long du cycle de projet. Le cadre logique sensible au genre contient les questions liées au genre qui devraient être posées lors de la préparation du cadre logique dans la phase de formulation. Le tableau 3 présente un outil pour l'intégration du genre dans la matrice du cadre logique.

Tableau 3: Cadre logique sensible au genre: questions à poser¹⁷

	A. Description du projet Que vise le projet?	B. Indicateurs Comment pouvons-nous dire que nous l'avons atteint?	C. Sources de vérification Où pouvons-nous trouver l'information qui nous indiquera si nous l'avons atteint et dans quelle mesure?	D. Hypothèses Que faut-il d'autre pour réussir?
1. Objectif global	Est-ce que l'objectif politique plus général auquel ce projet contribue concerne les questions d'égalité entre les genres? Les questions de genre seront-elles influencées par l'objectif général ou auront-elles une influence sur ce dernier et sa contribution?	Quels sont les indicateurs d'impact qui permettent de vérifier si les buts d'égalité des genres ont été atteints dans l'objectif global?	Les données pour vérifier l'objectif global sont-elles ventilées selon le sexe et analysées en fonction du genre? Quels sont les outils d'analyse en fonction du genre qui seront utilisés (par exemple dans l'évaluation d'impact)?	Quels sont les facteurs externes importants qui sont nécessaires pour soutenir un objectif global sensible au genre?
2. Objectif spécifique	L'objectif spécifique identifie-t-il clairement les parties prenantes et les bénéficiaires, ventilés par sexe? Y a-t-il des mesures spécifiques au niveau institutionnel et politique qui visent l'égalité entre les genres? Le projet produit-il des résultats et des avantages qui peuvent être différents pour les femmes et pour les hommes? Le projet porte-t-il sur l'intégration de la dimension de genre et sur des questions sexo-spécifiques? Traite-t-il des besoins pratiques et stratégiques?	Quels sont les indicateurs qui permettent vérifier que l'objectif spécifique a été atteint?	Les données pour vérifier les objectifs du projet sont-elles ventilées par sexe et analysées en fonction du genre? Quelle est l'information qualitative nécessaire? Quels outils d'analyse en fonction du genre seront utilisés (par exemple, l'évaluation rurale rapide, les groupes de discussion, etc.)?	Quels sont les facteurs externes importants qui doivent être en place pour atteindre l'objectif du projet?

17 Source: CE (2008), Boite à outils pour l'intégration du genre dans la coopération au développement.

	A. Description du projet Que vise le projet?	B. Indicateurs Comment pouvons-nous dire que nous l'avons atteint?	C. Sources de vérification Où pouvons-nous trouver l'information qui nous indiquera si nous l'avons atteint et dans quelle mesure?	D. Hypothèses Que faut-il d'autre pour réussir?
3. Résultats	Comment les résultats du projet prendront-ils en compte les relations et les rôles selon les genres? Les résultats du projet sont-ils précisés séparément pour les femmes et pour les hommes?	Quels sont les indicateurs de résultats qui seront nécessaires pour vérifier que les résultats du projet seront atteints?	Les données pour vérifier que les résultats du projet sont atteints sont-elles ventilées selon le sexe? Quels sont les outils d'analyse en fonction du genre qui seront utilisés (par exemple dans les évaluations participatives de terrain)?	Quels sont les facteurs externes nécessaires pour atteindre les résultats escomptés du projet?
4. Activités	Les activités reflètent-elles des différences selon les genres dans les responsabilités et les rôles (accès aux ressources matérielles et non matérielles et leur contrôle)?	Intrants: Quels sont les biens et les services des bénéficiaires qui contribuent au projet? Les contributions tant des femmes que des hommes sont-elles prises en compte? Est-ce que les intrants externes tiennent compte des différences de genre dans l'accès et le contrôle?	Les données pour vérifier les activités du projet sont-elles ventilées selon le sexe et analysées en fonction du genre? Quels sont les outils d'analyse en fonction du genre qui seront utilisés (par exemple dans le suivi des activités)?	Quels sont les facteurs externes importants nécessaires pour réaliser les activités et en particulier pour s'assurer de la participation permanente des femmes et des hommes dans le projet?

L'élaboration d'un cadre logique sensible au genre signifie que les questions de genre sont intégrées dès la première étape. Les femmes et les hommes devraient être impliqués dès le début d'un processus participatif qui contribue à l'appropriation tout au long du cycle de projet.

Le cadre logique est un outil indispensable pour rendre le cycle du projet sensible au genre:

- Durant la **phase d'identification**, une analyse des parties prenantes, une analyse des problèmes, et une analyse des objectifs et des stratégies doivent être faites. Ceci inclut une analyse de genre avec des données ventilées selon le genre et des études qualitatives. Le cadre logique aide les parties concernées à analyser les problèmes des deux sexes et à identifier les solutions souhaitées pouvant garantir des droits et des avantages égaux pour les hommes et les femmes. Les résultats de cette analyse, spécifiques au genre, devraient se refléter dans la fiche d'identification du projet.

Rendre sensible au genre la planification des ressources dans la phase de formulation

La planification des activités et des ressources peut être rendue sensible au genre en examinant comment l'allocation des priorités, du temps et du budget influera sur les inégalités existantes. Cela peut être fait par une analyse budgétaire sensible au genre des moyens prévus et du budget du projet. Les indicateurs de performance de genre et les données ventilées selon le genre sont importants pour s'assurer des mécanismes de responsabilité sensible à l'égalité de genre dans la conception du projet.

Pour garantir la faisabilité, il est important d'examiner l'emploi du temps des hommes et des femmes du groupe cible, car cette information est cruciale pour le calendrier et l'organisation des activités.

Certains outils de base pour l'analyse de l'emploi du temps sont présentés dans le module 1.

- Durant la phase de **formulation**, la matrice du cadre logique est utilisée pour formuler un plan de projet approprié avec des objectifs clairs qui reflètent une perspective de genre, des résultats mesurables basés sur des données ventilées par sexe, une allocation des ressources soutenue par une analyse budgétaire sensible au genre, une stratégie et des responsabilités de gestion qui renforcent l'égalité de genre. Le cadre logique sensible au genre est la source fondamentale d'information pour l'élaboration de la fiche d'action pour la mise en œuvre du projet.
- Durant la phase **d'exécution**, le cadre logique sensible au genre est un outil de gestion clé pour assurer l'égalité des chances, l'égalité des droits et des avantages égaux pour les hommes et les femmes qui participent au projet ou qui doivent bénéficier de ce projet. C'est aussi un outil de suivi interne (participatif) par les groupes cibles masculins et féminins, ainsi qu'un outil pour suivi externe sensible au genre.
- Dans la phase **d'évaluation**, le cadre logique sensible au genre est la base pour évaluer les performances spécifiques au genre, les résultats, les effets et l'impact du projet.

M2.S4.3 S'assurer de la responsabilisation sur les performances de genre

Garantir un système de responsabilisation clair sur les performances de genre du projet est l'un des défis majeur dans l'élaboration du cadre logique. Un aspect crucial de cette tâche est l'identification d'indicateurs sensibles au genre (la 2^{ème} colonne du cadre logique) utiles pour opérationnaliser, mesurer et rapporter les résultats et les conséquences spécifiques de genre.

Les indicateurs de genre soulignent les changements liés au genre au cours du temps dans un contexte social donné.

Ces indicateurs sont essentiels pour l'intégration de l'égalité de genre tout au long du cycle du projet. Les indicateurs de genre objectivement vérifiables permettront à la gestion de projet d'être transparente et responsable sur les questions de genre au cours de la phase d'exécution. Les moniteurs et les évaluateurs ont également besoin d'indicateurs de performance de genre pour évaluer les progrès, les résultats et les effets (outcomes) du projet sur les questions de genre, les conséquences d'un projet sur les relations de genre et l'impact des relations de genre existantes sur les résultats du projet.

Les systèmes de redevabilité qui sont opérants pour les femmes comportent deux éléments essentiels:

Inclusion des femmes dans les processus de contrôle

Les entités chargées de la redevabilité sensible aux sexo-spécificités doivent veiller à ce que les décideurs rendent compte de leurs actes aux femmes qui sont les plus touchées par leurs décisions. Il faut donc que les femmes aient le droit de demander des explications et des justifications, qu'elles participent à part entière aux débats publics, aux processus de délégation de pouvoirs et aux évaluations des prestations.

Appui des droits fondamentaux des femmes

Les détenteurs du pouvoir doivent rendre des comptes sur ce qu'ils font pour assurer un plus grand respect des droits des femmes. Leurs prestations doivent être évaluées par rapport à ce critère essentiel.

Parmi les normes relatives au devoir de diligence et à la probité des responsables de l'intérêt du public doivent figurer aussi des règles visant à l'égalité de genre en tant qu'objectif de l'action des instances publiques.

Source: UNIFEM, 2009: Progrès des femmes dans le monde 2008/2009: Qui répond aux femmes? Genre et responsabilisation.

Les indicateurs d'égalité de genre sont utilisés pour évaluer et promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. Il existe des indicateurs quantitatifs et des indicateurs qualitatifs.

Outre ces indicateurs d'égalité de genre, tous les indicateurs de projet pertinents devraient être ventilés selon le genre. Le renforcement des capacités peut être nécessaire pour construire de bons indicateurs sensibles au genre.

M2.S4.4 Mise en œuvre du projet

Cette phase est normalement la plus longue du cycle du projet. L'étape de mise en œuvre est aussi la plus critique, car les résultats prévus, les cibles et objectifs doivent être atteints et les ressources disponibles doivent être gérées efficacement. Souvent, des difficultés et des circonstances inattendues interfèrent avec la gestion du projet, ce qui peut conduire à marginaliser les questions d'égalité de genre.

Pour garder le genre au cœur du projet, il est important que la promotion de l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes soient ancrées dans la conception, la structure, le budget et les mécanismes qui font tourner le projet.

La phase de mise en œuvre est généralement constituée de trois grandes périodes:

1. Période de démarrage
2. Période de mise en œuvre
3. Période de désengagement.

Ici nous verrons comment la perspective de genre peut être incluse dans chacune de ces phases:

4.1 Rendre la période de démarrage sensible au genre

Au cours de la période de lancement, le projet doit être mis sur les rails. Cette période est cruciale pour ancrer les questions de genre dans le projet. L'intégration du genre peut être renforcée par les actions suivantes:

- recruter le personnel avec une politique d'égalité des chances en vue d'équilibrer les équipes;
- établir dès le début des relations de travail avec les organisations féminines et d'autres intervenants qui promeuvent l'égalité de genre et les droits des femmes;
- consacrer des ateliers de démarrage au renforcement des capacités sur les questions de genre pertinentes pour le projet et sur la gestion sensibles au genre;
- revoir la planification du projet avec un point de vue de genre et analyser le budget afin d'évaluer si les allocations sont appropriées aux questions de genre;
- mettre en place un système de suivi et d'évaluation sensible au genre utilisant des indicateurs de genre et s'assurer de la collecte de données ventilées selon le genre;
- habituellement un rapport de démarrage, comprenant le premier plan de travail, doit être produit dans les trois mois après le lancement d'un projet. Le rapport de démarrage donne la possibilité de revoir la conception du projet, en consultation avec les intervenants et de s'assurer que l'égalité de genre soit prise en compte dans la phase de mise en œuvre.

4.2 Rendre la période d'exécution principale sensible au genre

Au cours de la principale période de mise en œuvre du projet, l'intégration de l'égalité de genre peut être améliorée par les actions suivantes:

- garantir que la politique de ressources humaines soit basée sur l'égalité des chances;

- faire en sorte qu'une masse critique d'au moins 30% de femmes soient présentes au plus haut niveau décisionnel du projet;
- rendre sensible au genre toutes les activités en identifiant les implications des activités et des résultats du projet pour les femmes et les filles par rapport aux hommes et aux garçons. Cela implique d'ajuster le projet afin d'éviter qu'il ne perpétue les inégalités de genre et de veiller à ce que l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre soient renforcées dans toute la phase de mise en œuvre;
- maintenir les registres de données ventilées selon le genre, de manière à pouvoir rendre compte en toute transparence de ce qui a été concrètement apporté aux hommes/garçons et aux femmes/filles;
- renforcer l'appropriation par les hommes et par les femmes à travers des processus de suivi interne participatifs, en particulier les processus visant à promouvoir l'égalité de genre;
- inclure l'analyse budgétaire sensible au genre dans les rapports d'avancement, afin de faire le lien entre les engagements sur l'égalité de genre et les droits humains des femmes et la répartition, l'utilisation et la production des ressources du projet. De cette façon, l'équipe de gestion du projet peut assumer la responsabilité des conséquences des allocations budgétaires pour les femmes/filles par rapport aux hommes/garçons; elle a une base de justification pour une éventuelle réorganisation du budget du projet si nécessaire, en vue de maintenir la promotion de l'égalité de genre au cœur du projet.

Le suivi sensible au genre

Une partie cruciale de la phase de mise en œuvre est l'établissement de rapports d'avancement du projet. Le suivi, la révision et les rapports sont les responsabilités principales de l'équipe dirigeante.

Le suivi sensible au genre consiste à collecter et analyser des informations sur:

- Comment l'argent est dépensé et qui en profite? Quelle est la répartition par genre des ressources financières du projet?
- Qui contribue à ce projet? Quelles sont les contributions au projet, rémunérées et non rémunérées, des intervenants masculins et féminins?
- Quelles sont les activités entreprises par les participants masculins et féminins?
- Quels en sont les résultats?
- Quels groupes bénéficient de quels résultats? (données ventilées selon le genre des groupes déterminés par l'âge, le revenu, les zones d'habitat ou d'autres classifications pertinentes pour le projet)
- Quelle est la qualité du processus? Est-ce que les hommes et les femmes participent de façon égale? Le renforcement des capacités améliore-t-il l'égalité de genre?
- Est-ce que les allocations budgétaires répondent aux besoins et aux intérêts pratiques et stratégiques de genre des femmes et des hommes?
- Comment répondent les hommes/garçons et les femmes/filles aux propositions d'activités du projet?
- Y a-t-il une réponse inattendue ou indésirable des hommes/garçons ou des femmes/filles aux activités du projet? Des mesures correctives sont-elles nécessaires pour promouvoir l'égalité de genre et les droits des femmes?

4.3 Rendre la période de retrait progressif sensible au genre

La période de retrait progressif (phasing out) est la dernière période du projet avant la fin du financement (externe et interne). La viabilité du projet est alors à l'épreuve. Un projet est d'autant plus durable que les bénéficiaires y ont participé et ont contrôlé le suivi tout au long du cycle du projet.

Au cours de cette période, toutes les responsabilités sont transférées à des partenaires locaux. Afin de s'assurer que les actions de suivi se poursuivront avec une perspective de genre, il est important de transmettre les responsabilités à des partenaires locaux sensibles au genre.

Des plans de maintenance devraient être en place. Plus l'appropriation des résultats du projet par les femmes et les hommes a été forte, plus il sera facile de mettre en place des plans de maintenance qui appartiendront aux deux genres et seront contrôlés par les deux genres.

L'équipe de gestion du projet doit veiller à ce que toutes les compétences nécessaires sont effectivement transférées. Cela signifie que tant les femmes que les hommes devraient être les bénéficiaires du renforcement de leurs compétences techniques et professionnelles. Cela signifie également que les compétences et l'expertise sur l'intégration de l'égalité de genre dans les activités futures devraient être effectivement transférées.

Si nécessaire, le budget récurrent pour que le(s) partenaire(s) continue(nt) doit être garanti, basé sur une analyse budgétaire sensible au genre afin de s'assurer que, dans le futur aussi, les budgets nécessaires pour répondre aux questions de genre seront disponibles.

M2.S4.5 Évaluation du projet

Comment pouvons rendre la phase d'évaluation sensible au genre:

Critère d'évaluation: efficience

- Le projet est-il efficace en matière d'égalité de genre?
- Les moyens et les ressources sont-ils utilisés d'une manière efficace pour obtenir des résultats en termes d'amélioration des avantages pour les femmes/filles et pour les hommes/garçons?
- Est-ce que les résultats du projet pour les femmes/filles et hommes/garçons ont été produits à un coût raisonnable? Les coûts et avantages ont-ils été répartis de manière équitable?

Critère d'évaluation: efficacité

- Est-ce que les résultats du projet se sont révélés efficaces dans la réalisation de l'égalité de genre?
- Est-ce que les résultats ont contribué à la réalisation de l'objectif du projet?
- Est-ce que les hypothèses ont eu un effet sur les réalisations du projet en termes de réponse aux besoins pratiques et stratégiques de genre des hommes et des femmes?
- Est-ce que les bénéficiaires ont favorisé les groupes cibles féminins autant que masculins? Cet aspect de l'évaluation comprend également une évaluation spécifique des bénéficiaires revenant à certains acteurs (organismes, institutions, groupes cibles indirects) ventilés selon le genre dans chaque cas.

Critère d'évaluation: impact

- Quel a été l'impact des résultats du projet sur des politiques plus générales, les processus et les programmes qui favorisent l'égalité de genre et les droits des femmes?
- Dans les projets qui n'ont pas été construits avec une logique sensible au genre et qui ne visent pas à contribuer à l'égalité de genre, l'évaluation ex post peut encore déterminer si le projet a eu des effets imprévus sur les relations de genre.

Critère d'évaluation: durabilité

- Est-ce que le flux d'avantages produits par le projet pour les différents groupes cibles se poursuit après la fin du financement externe?
- Est-ce que les réalisations en matière d'égalité de genre sont susceptibles d'être maintenues?
- Dans quelle mesure les femmes et les hommes se sont-elles/ils approprié le projet? Dans quelle mesure les besoins stratégiques de genre des femmes et des hommes ont-ils été traités par le projet, et cela a-t-il conduit à une amélioration durable des droits des femmes et de l'égalité de genre?
- Dans quelle mesure la capacité d'intégration du genre a-t-elle été bâtie à travers le projet?

Participation d'experts pour une évaluation sensible au genre

Quelques questions à examiner par les commanditaires de missions d'évaluation, tels que les fonctionnaires des ministères:

- Les évaluateurs sont-ils informés des questions de genre pertinentes et disposent-ils d'une documentation de fond, y compris la littérature et la documentation pertinente pour les questions d'égalité de genre et les documents de politique de l'UE sur l'égalité de genre?
- Y a-t-il un équilibre de genre?
- Y a-t-il un niveau adéquat d'expertise de genre dans l'équipe d'évaluation?
- Comment les évaluateurs proposent-ils de mesurer l'impact différencié des activités et des interventions sur les femmes et les hommes?
- Est-ce que les évaluateurs comprennent pourquoi et comment désagréger l'information par sexe?
- Est-ce que le point de vue des femmes bénéficiaires est recherché d'une manière culturellement appropriée?

Rapport d'évaluation

Le rapport d'évaluation devrait être basé sur des données qualitatives et quantitatives ventilées selon le genre, afin de mesurer les résultats et les effets à long terme, tant pour les femmes que pour les hommes. Idéalement, les questions d'égalité de genre devraient être incluses dans toutes les sections du rapport d'évaluation – à savoir, dans le résumé, dans le texte principal, dans l'évaluation du budget, dans les conclusions et recommandations, et dans les annexes – selon les circonstances plutôt qu'en les mentionnant seulement dans une section distincte consacrée au genre.

**PROPOSITION D'UN CADRE DE
PLANIFICATION BUDGÉTAIRE
SENSIBLE AU GENRE**

3

MODULE 3. PROPOSITION D'UN CADRE DE PLANIFICATION BUDGÉTAIRE SENSIBLE AU GENRE

Les actions à entreprendre pour une prise en compte effective du genre dans les budgets nationaux sont reprises dans le cadre présenté ci-après, qui comprend cinq colonnes portant respectivement sur:

- les étapes de planification budgétaire;
- les résultats attendus;
- les actions à mener;
- les responsables de ces actions;
- les partenaires dans la réalisation.

Proposition d'un cadre de planification budgétaire visant l'intégration du Genre (Haïti, 2013)

Étapes de planification budgétaire	Résultats attendus	Actions	Responsable	Partenaires
Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	L'objectif 3 des OMD est adapté et confirmé comme cible opérationnelle concrète au niveau du pays en tenant compte de la perspective des OMD post 2015	Actualiser les données sur les inégalités et l'impact sur le développement	MCFDF/ministères sectoriels concernés et IHSI	Ministère chargé du plan MPCE, partenaires du développement, société civile.
		Formuler et valider les objectifs du pays qui concourent à l'atteinte de l'objectif 3 des OMD en s'inscrivant dans la perspective du processus de l'après 2015	MCFDF	Ministère chargé du Plan, partenaires du développement, société civile.
		Intégrer l'égalité de genre dans les cibles du pays	Ministère du Plan	Partenaires au développement,
		Mener un plaidoyer pour que des ressources nationales adéquates soient attribuées pour répondre à l'objectif 3 des OMD	MCFDF	Partenaires du développement, société civile
Plan Stratégique de développement d'Haïti (PSDH)	Le genre est intégré dans le PSDH	Plaidoyer pour intégrer les questions relatives au genre à tous les niveaux d'élaboration et de mise en œuvre du PSDH	Points focaux des secteurs	Partenaires du développement, société civile
		Documenter le lien entre les inégalités de genre et la pauvreté.	MCFDF	Ministère en charge du Plan
		Établir les profils sectoriels du genre	MCFDF	Unités sectorielles (UEP)/points focaux
		Intégrer les données et les conclusions de ces analyses dans le PSDH, dans la définition de nouvelles politiques budgétaires.	MCFDF/MEF Ministère du Plan	Société civile
		Faire participer les structures de coordination genre dans le processus de formulation du PSDH	Ministère du Plan	MCFDF
		Intégrer les informations relatives au genre et leurs indicateurs dans les mécanismes de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PSDH	MCFDF/ministère du Plan	Ministères sectoriels
		Élaborer ou réviser le cadre stratégique national de l'égalité en l'alignant sur les axes stratégiques tracés par le PSDH	MCFDF	Ministères concernés, Partenaires Société Civile

Étapes de planification budgétaire	Résultats attendus	Actions	Responsable	Partenaires
Cadre triennal de développement	Le financement de la prise en compte du genre est intégré au CTD	Aménager les programmes sectoriels en conformité avec le format des OMD et le cadre national de lutte contre les inégalités de genre	Ministères dont les secteurs sont concernés	Ministère chargé du Plan Partenaires du développement
		Élaborer les plans d'actions sectoriels d'intégration du genre budgétisés	Ministère de l'Agriculture Ministère du Commerce	MCFDF/MEF
		Intégrer les aspects genre dans les documents stratégiques sectoriels	Ministère de l'Agriculture Ministère du Commerce	Ministère du Plan/ MCFDF
		Plaider à tous les niveaux pour la prise en compte du financement du genre dans le CTD (Préparer un argumentaire et rencontrer toutes les autorités impliquées dans la formulation du CTD)	MCFDF	
		Estimer les coûts de mise en œuvre des programmes/plans sectoriels intégrant le genre	Ministères sectoriels, points focaux	Ministre en charge du genre
		Élaborer et mettre en œuvre un plan d'accroissement annuel des ressources internes allouées au genre	Ministère des finances	Ministre en charge du genre Ministères sectoriels
		Confectionner et utiliser les outils de gestion, suivi & évaluation des fonds à allouer au genre, intégrés dans ceux des secteurs	Ministères «sectoriels», points focaux	MCFDF
		Budgétisation annuelle	Le financement de l'égalité de genre est pris en compte dans les budgets annuels	Réaliser la revue annuelle des dépenses relatives au genre
Faire un plaidoyer pour l'inscription du genre comme priorité dans le cadrage budgétaire	MCFDF			Partenaires développement et société civile
Prévoir, dans les propositions sectorielles à soumettre au ministère des finances, la part requise pour la prise en compte du genre par chaque secteur	Ministères sectoriels, points focaux			
Faire le plaidoyer et mener une défense soutenue pour les fonds du genre au Conseil des ministres	MCFDF			
Faire le plaidoyer auprès des commissions des finances du Parlement	MCFDF			Société civile
Former les parlementaires sur l'analyse budgétaire selon une approche prenant en compte le genre	Points focaux/ Parlement			MCFDF
Créer des commissions parlementaires chargées du genre	Parlement			Partenaires du développement
Exécution, suivi et contrôle budgétaire	Les ressources allouées à la lutte contre les inégalités de genre sont utilisées à bon escient	Adapter les outils de gestion du budget pour intégrer les éléments relatifs au genre	Ministère de l'Économie et des Finances	
		Réaliser des contrôles réguliers de la gestion des fonds alloués à la lutte contre le genre	Cour des comptes	Parlement
		Assurer la vérification et la certification des dépenses relatives à la lutte contre le genre	Ministère de l'Économie et des Finances	
Révision budgétaire	Budget du genre maintenu ou augmenté	Faire le plaidoyer auprès des commissions des finances du Parlement	MCFDF	Société civile
		Conférer le statut de «dépenses protégées» aux ressources allouées au genre	Parlement	Gouvernement
		Réaffecter des crédits en faveur du genre en tenant compte des performances budgétaires du domaine et des besoins émergents	Parlement	Gouvernement

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

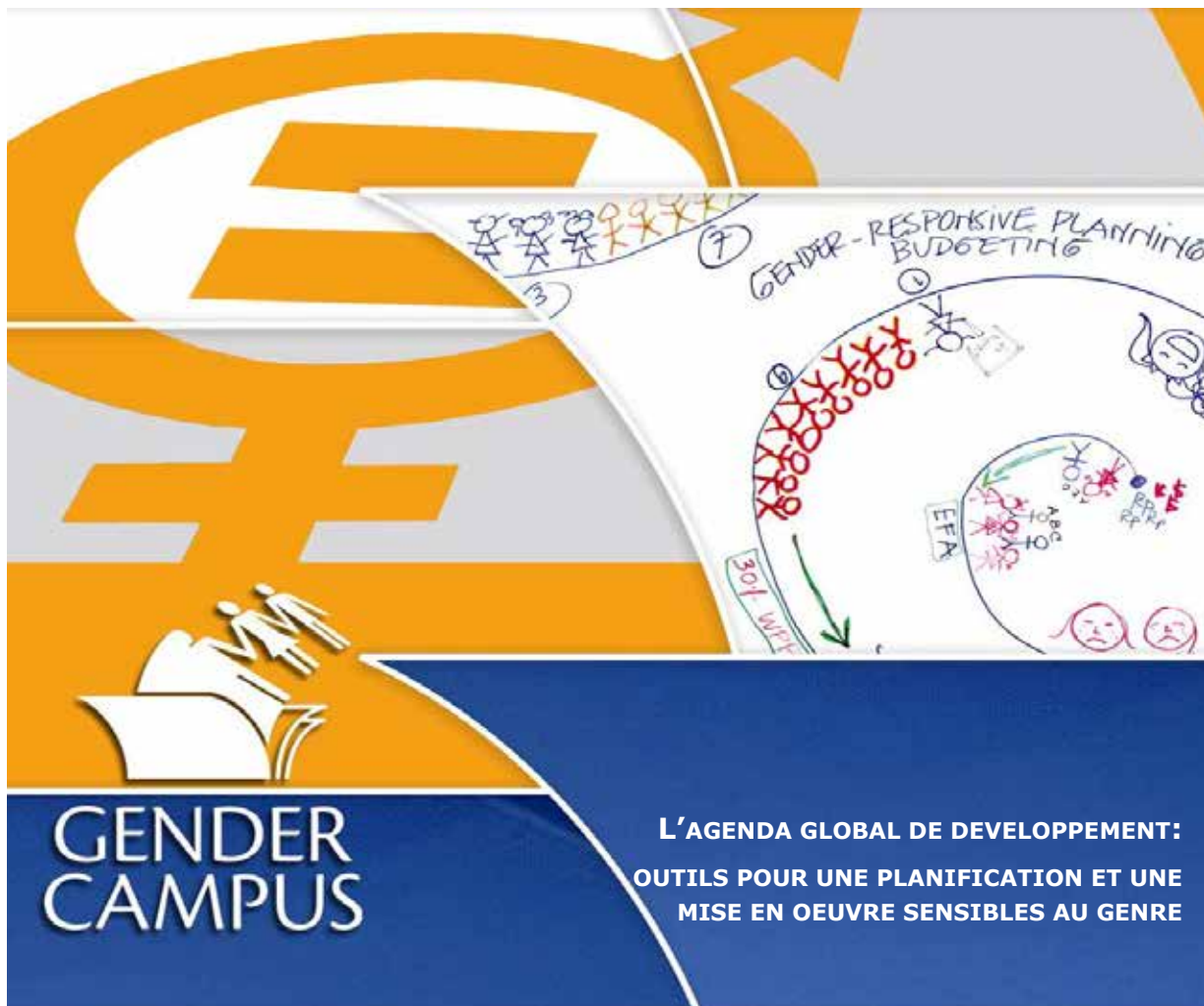
CAHIER POUR LA FACILITATION

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE D'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE BUDGET NATIONAL: CAHIER DES PARTICIPANT(E)S

**MODULE DE FORMATION ONU
FEMMES/ITCILO «INTÉGRATION
DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ
DES GENRES DANS
LA PLANIFICATION DU
DÉVELOPPEMENT. PROCESSUS
PILOTÉS PAR LE PAYS»**

CETTE ANNEXE EST FOURNIE SOUS FORME ÉLECTRONIQUE

ANNEX 1



MODULE DE FORMATION

CONTENU OBLIGATOIRE

Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Processus pilotés par le pays



L'**UNIFEM** est le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Il soutient techniquement et financièrement des stratégies et des programmes novateurs visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. S'appuyant sur une approche fondée sur les droits, l'UNIFEM tente de renforcer la sécurité économique et les droits des femmes, de combattre le VIH et le SIDA chez les femmes et les filles et de favoriser la participation des femmes à la vie politique dans des zones en conflit et qui sortent de conflits. L'UNIFEM est l'agent d'exécution au niveau national du Partenariat entre la Commission européenne et les Nations Unies.

La **Commission européenne** (CE) a pour mission de promouvoir l'intérêt général de l'Union européenne, notamment en proposant des actes législatifs communautaires, en veillant à l'application correcte des traités et de la législation européenne, en menant des politiques communes et en assurant la gestion de fonds. La Commission préside le Comité de pilotage du Programme du Partenariat CE/Nations Unies sur l'égalité des genres pour le développement et la paix.

Le **Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail** (CIF-OIT) participe à la réalisation de l'objectif de l'OIT d'un travail décent pour les femmes et les hommes en prodiguant des formations et des services connexes qui permettent la mise en valeur des ressources humaines et le développement des compétences institutionnelles. Le CIF-OIT gère le site web www.gendermatters.eu. En outre, il propose des modules d'apprentissage en ligne et met son approche pratique du renforcement des capacités pour l'intégration de la dimension de genre à la disposition de tous les partenaires et acteurs du Partenariat CE/Nations Unies.

Module de formation : Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Campus de genre

© Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

Turin, Italie, 2009

www.gendermatters.eu

Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

Viale Maestri del Lavoro 10

10127 Torino (TO)

Italie

Site Internet: <http://gender.itcilo.org/cms>

Cette publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu n'engage que la responsabilité du CIF-OIT et ne reflète en aucun cas l'opinion de la Commission européenne.

CONTENU D'APPRENTISSAGE

INTRODUCTION	5
Pourquoi s'en soucier?.....	5
Changement dans la pratique du développement.....	6
SECTION A: PROMOTION DE L'EGALITE DES SEXES AU MOYEN DES STRATEGIES DE REDUCTION DE LA PAUVRETE (SRP)	8
1. Défis du genre dans les processus des SRP	9
2. Disparités entre les genres dans le contenu des SRP	10
3. Parties prenantes: leurs rôles et la manière dont elles peuvent agir pour intégrer l'égalité des sexes dans les SRP	10
4. Points d'entrée du genre dans le processus de SRP et outils pertinents	15
SECTION B: APPROCHES BASEES SUR LES PROGRAMMES – LE POINT SUR LES SWAP .	21
1. Que sont les approches sectorielles (SWAP)?	22
2. Pourquoi est-il nécessaire d'intégrer le genre dans les SWAP?	25
3. Processus et points d'entrée clés	26
4. Genre et SWAP: Études de cas.....	33

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
Contenu obligatoire

APERÇU

Le présent module traite des cadres de planification du développement sous l'angle de l'égalité des sexes et propose des points d'entrée, des stratégies et des outils pour s'assurer que ces processus contribuent à la promotion de l'agenda de l'égalité des femmes. Il considère également les liens entre la planification du développement national et la gestion des flux d'aide.

La première partie de ce module examine les cadres de planification nationales et, en particulier les stratégies de réduction de la pauvreté (SRP) qui fournissent un cadre propre au pays d'orienter le dialogue politique, une programmation efficace et une affectation de l'aide de la coopération.

La deuxième partie de ce module présentera les Approches basées sur les programmes qui permettent aux bailleurs de fonds de s'engager à la coopération au développement basée sur le principe d'appui coordonné à un programme de développement local. L'on mettra un accent particulier aux Approches Sectorielles (SWAP) – qui gagnent largement du terrain dans le cadre de la programmation en faveur des secteurs prioritaires comme prévu dans le DSRP du pays.

PRÉ-REQUIS

Les participants doivent bien connaître:

- ✓ les principales théories et pratiques de la coopération en matière de développement (culture);
- ✓ Les concepts de base sur le genre et les principales approches du genre et développement (c'est-à-dire l'intégration du genre et l'autonomisation des femmes).

OBJECTIFS

Dans ce module, les participants pourront:

- ✓ examiner les processus clés, les déficits et les points d'entrée que les principaux acteurs peuvent utiliser pour s'assurer que l'égalité des genres se voit bien dans les plans de développement national, et en particulier dans les DSRP.
- ✓ apprécier le concept d'«Approches basée sur les programmes» et examiner les stratégies et les outils permettant d'intégrer l'égalité des genres dans les Approches Sectorielles.

INTRODUCTION

Pourquoi s'en soucier?

Il y a trois principales raisons pour lesquelles il convient de considérer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes comme des objectifs capitaux de la planification du développement et de la programmation de l'aide:

1. «Le cas des droits de l'homme»

La plupart des pays du monde ont souscrit à l'idée selon laquelle l'égalité des genres est un droit humain fondamental et un objectif important en soi. La plupart des pays sont signataires de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), de la Déclaration de Beijing et de la Déclaration sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui expriment ouvertement l'engagement de promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

2. Le «cas de la réduction de la pauvreté»

Les objectifs très importants de l'agenda du développement mondial et des programmes nationaux alignés sur cet agenda – en particulier les SRP et les programmes sectoriels – sont la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des différents aspects du développement humain (alphabétisme, mortalité, vieillissement, opportunités de travail décent, etc.). La récente crise économique mondiale a révélé l'importance de considérer l'inclusion sociale, le travail décent et la résolution des inégalités comme des éléments fondamentaux de modèles économiques viables et réellement redistributifs. Il est de plus en plus manifeste que les inégalités entre les sexes ou autres sont non seulement les conséquences, mais plutôt les **déterminants** de la pauvreté et, en tant que telles, elles doivent être systématiquement comblées et de manière intégrée.

3. Le «cas commercial»

Les inégalités entre les sexes sont coûteuses pour le développement et une plus grande égalité entre les hommes et les femmes accroît l'efficacité et l'efficacité des actions de développement. Des études réalisées par la Banque mondiale révèlent que l'amélioration de l'égalité des sexes est source de croissance économique, de développement humain et de réduction de la pauvreté. Entre autres preuves, on peut citer:¹

- ✓ La réduction de l'écart entre les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes entraîne la baisse du taux de séropositivité chez les citoyens adultes.
- ✓ Dans certains pays africains, les enfants dont les mères ont passé cinq ans dans l'enseignement primaire sont à 40% plus susceptibles de vivre au-delà de l'âge de cinq ans.
- ✓ Dans toutes les régions du monde, la proportion d'enfants (âgés de 12 à 23 mois) immunisés s'accroît avec les niveaux d'instruction des mères.
- ✓ Dans les ménages du Cameroun, du Burkina Faso et du Kenya, une maîtrise plus égale des moyens de production et du revenu agricole par les femmes et les hommes pourrait accroître les récoltes d'environ un cinquième.

¹Les données suivantes sont adaptées de : Banque Mondiale (2001a), Engendering Development: Through Equality in Rights, Resources and Voice. Washington D.C.: World Bank and Oxford University Press. *Chapitre 2 (pp. 73-100)*. Disponible à la page: www.worldbank.org.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

- ✓ Les femmes réinvestissent 90% de leur revenu dans leurs familles et leurs communautés, comparativement aux hommes qui réinvestissent seulement 30 à 40% de leur revenu.
- ✓ En Inde, si le ratio homme-femme des travailleurs augmentait de 10%, le Produit Intérieur Brut (PIB) s'élèverait de 8%.
- ✓ En Afrique subsaharienne, la productivité agricole pourrait s'élever de 20% si l'accès des femmes aux ressources, notamment à la terre, la semence et l'engrais était égal à celui des hommes.

En dépit des tendances graduelles et positives à l'échelle mondiale, les inégalités liées à la situation socioéconomique des femmes et des hommes persistent encore et ont une grande influence sur l'agenda du développement. Par conséquent:

- ✓ Des 113 pays qui n'ont pas pu réaliser l'égalité des sexes dans l'inscription à l'enseignement primaire et secondaire à la date butoir de 2005, il est probable que 18 seulement atteignent cet objectif d'ici 2015.
- ✓ Plus de 500.000 futures mères meurent chaque année à l'accouchement ou suite à des complications de grossesse dans les pays en développement.
- ✓ En dépit de l'accès accru des femmes à l'éducation et de leur arrivée massive aux marchés du travail, dans la majorité des pays du monde, le niveau de salaire des femmes oscille entre 70 et 90% du salaire des hommes.

Changement dans la pratique du développement

Depuis 2000, un certain nombre de conférences internationales (Monterrey, Rome, Marrakech, Paris)² ont vu des pays à revenu élevé, moyen et faible s'engager à intensifier les efforts pour le financement du développement et l'amélioration de la planification et de la fourniture de l'aide. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (PD) (2005),³ définit cinq principes pour la réforme de l'aide, dans le but d'«augmenter les effets de l'aide sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, la consolidation de la croissance, le renforcement des capacités et l'accélération de l'atteinte des OMD»⁴.

L'élément clé de toute la réforme est le concept d'**appropriation nationale**. L'idée est que les pays développeront des plans et des priorités **dont le pays s'est approprié** pour la réduction de la pauvreté et le développement avec des objectifs clairs, soutenus par les bailleurs de fonds par le biais du financement et du renforcement des capacités. Parallèlement, les bailleurs de fonds doivent fournir un appui soutenu, **aligner** leurs procédures sur celles utilisées par les institutions nationales, **harmoniser** leurs efforts pour une plus grande coordination et pour puiser moins dans les ressources du pays, et **dénouer le lien** entre la fourniture de l'aide, et celle de biens et services de leur pays d'origine. Toutes ces dispositions doivent se faire dans un esprit de **gestion axée sur les résultats** et de **responsabilité mutuelle** selon lequel les pays partenaires et donateurs sont redevables les uns envers les autres et envers leurs citoyens.⁵

² Pour obtenir des informations sur la Conférence de Monterrey sur le financement du développement et son suivi: <http://www.un.org/ffd/>. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques – Comité d'Aide au Développement, fournit de très amples informations et instructions sur l'agenda pour l'efficacité de l'aide mise en place par la Déclaration de Paris (www.oecd.org).

³ La Déclaration de Paris, adoptée le 2 mars 2005, est un accord international auquel plus de cent ministres, chefs d'agence et autres haut responsables ont souscrit et ont engagé leurs pays et leurs organisations à améliorer la qualité de l'aide et d'accélérer les progrès vers l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement. Pour le texte intégral de la Déclaration de Paris, rendez-vous sur http://www.oecd.org/document/18/0,2340,en_2649_3236398_35401554_1_1_1_1,00.html

⁴ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, para. 2.

⁵ Pour obtenir des instructions simples sur le genre et la DP: « L'efficacité de l'aide, l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes », CAD-OCDE, décembre 2008 www.oecd.org/cad/genre/efficacite

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
Contenu obligatoire

Le fait que la Déclaration de Paris ne traite pas de façon explicite de l'égalité des sexes a des implications significatives pour la réalisation de cet objectif.

Étant donné la centralité de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes pour le développement, une interprétation ignorant la spécificité des sexes et la mise en œuvre consécutive des principes de la Déclaration de Paris compromettent la réalisation des objectifs de développement internationaux, notamment les Objectifs de développement du millénaire. Elle érode davantage toute l'essence de l'«efficacité du développement». Pour que l'Agenda de l'efficacité de l'aide aboutisse à des avantages généraux en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, ces objectifs doivent être reconnus comme une composante clé de la planification nationale du développement, notamment les stratégies de réduction de la pauvreté.⁶

⁶ Chiwara L. et Karadenizli M (2008) Cartographie de l'efficacité de l'aide et de l'égalité des genres, Résultats mondiaux: 2008 – disponible sur www.gendermatters.eu

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
 Contenu obligatoire

SECTION A: PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES AU MOYEN DES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ (SRP)

La stratégie de réduction de la pauvreté (SRP) est un concept élaboré par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) en 1999. L'idée est que les pays à faible revenu, très endettés doivent développer et formuler un plan national sur la manière de réduire la pauvreté dans leurs pays comme moyen d'améliorer les conditions de vie de leurs citoyens. Dès qu'un pays a créé une SRP, il peut demander l'allègement de la dette auprès de la Banque mondiale, du FMI et des pays donateurs et peut accéder à de nouveaux crédits, prêts et subventions.

L'approche SRP devient de plus en plus importante, étant donné qu'elle n'est pas un outil isolé, utilisé uniquement par la Banque mondiale et le FMI, mais elle aussi soutenue par d'autres partenaires de développement internationaux et est liée à d'autres stratégies et politiques nationales. Dans de nombreux pays à faible revenu, les stratégies de réduction de la pauvreté fournissent un plan de dialogue politique avec tous les bailleurs de fonds. Les SRP figurent actuellement sur le programme d'environ 70 pays à faible revenu et de nombreux gouvernements ont commencé à les utiliser comme moyen d'améliorer la coordination de l'aide dans le cadre de l'agenda de la Déclaration de Paris.



Ce que nous savons des SRP

Les principes qui sous-tendent les SRP suggèrent que ces stratégies doivent être:

- ✓ orientées vers les besoins du pays et dont le pays s'est approprié, basées sur des processus participatifs généraux pour l'élaboration, la mise en oeuvre et le suivi;
- ✓ orientées vers les résultats, mettant l'accent sur les réalisations bénéfiques aux pauvres.
- ✓ intégrées, reconnaissant le caractère multidimensionnel des causes de la pauvreté et mettant en place des mesures nécessaires pour la combattre.
- ✓ orientées vers les partenariats, fournissant une base de participation active et coordonnée des partenaires de développement (bilatéraux, multilatéraux, non gouvernementaux) en appui aux stratégies nationales;
- ✓ basées sur une perspective à moyen et à long terme de la réduction de la pauvreté, reconnaissant que la réduction soutenue de la pauvreté ne peut être réalisée du jour au lendemain.

L'égalité des sexes est considérée comme une question transversale qui doit être intégrée dans tous les processus et contenus du **Document** de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). La participation de la société civile, notamment des groupes de femmes et d'autres groupes moins représentés est considérée comme une condition préalable clé pour la réussite des politiques.⁷

De nombreuses évaluations des DSRP réalisés révèlent que des progrès remarquables ont été faits dans ce sens au cours de ces dernières années. Cependant, la façon dont

⁷ PRSP Sourcebook, Chapitre 10 Gender (www.worldbank.org/gender)

l'égalité des sexes est intégrée est encore bien loin d'être satisfaisante.⁸ On peut tirer quelques leçons, en rapport avec les processus qui aboutissent à l'élaboration des politiques et leur contenu.⁹

1. Défis du genre dans les processus des SRP

Il existe des preuves que :

- ✓ la participation est souvent limitée à la diffusion de l'information;
- ✓ les résultats de la participation des femmes sont rarement intégrés dans les SRP/politiques finales et certainement pas dans le choix des priorités et des stratégies; et
- ✓ la participation baisse dans les différentes phases d'élaboration des SRP/politiques, offrant peu de possibilités de consultation et de participation systématiques dans la prise formelle des décisions lors de la fixation des priorités ou pendant les processus budgétaires, de mise en œuvre ou de suivi.

Parmi les raisons sous-jacentes, on peut citer:

- ✓ un manque de volonté politique concrète de considérer l'égalité des sexes comme pertinente pour le développement et la réduction de la pauvreté;
- ✓ Les groupes de femmes organisés peuvent ne pas être invités ou bien ceux qui participent représentent les intérêts de groupes limités de femmes relativement défavorisées; les femmes pauvres ne peuvent pas être précisément ciblées ou bien elles ne peuvent pas participer ou être représentées.
- ✓ les Ministères de la condition féminine et les groupes de défense des femmes peuvent ne pas avoir l'expertise en finance macroéconomique/publique et la capacité de produire un impact significatif sur le contenu du DSRP;
- ✓ les points focaux du genre issus des ministères sectoriels ne sont pas souvent impliqués dans la conception des politiques sectorielles;
- ✓ les femmes sont généralement sous-représentées dans les postes de prise des décisions en particulier dans les secteurs de politiques tels que l'économie et la finance;
- ✓ il y a peu d'expertise en matière de genre parmi les acteurs généraux et particulièrement parmi les économistes dans les équipes d'élaboration des SRP, généralement dans les Ministères des finances.

⁸ Source: OCDE, « Guide à l'intention des non-économistes pour la négociation des stratégies pour la réduction de la pauvreté », 2007, citant: Bell, E., Gender and PRSPs: with experiences from Tanzania, Bolivia, Viet Nam and Mozambique, 2003; Rodenberg, B., Gender and Poverty Reduction, 2004; Whitehead, A.: Failing Women, Sustaining Poverty. Gender in Poverty Reduction Strategy Papers, Rapport à l'intention du Gender and Development Network (Royaume Uni), 2003; Banque mondiale: Gender in the PRSPs. A Stocktaking, Poverty Reduction and Development Group, Washington, 2001; Zuckerman, E., Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) tiennent-ils compte de l'inégalité des sexes? Évaluation des CSLP de 2002 en fonction du principe de l'égalité des sexes (www.genderation.org/publications.html). "Gender and PRSPs", atelier organisé en juillet 2003 à Tenkodogo, Burkina Faso, financé par le gouvernement des Pays-bas (www.minbuza.nl); "Engendering PRSPs in Africa", atelier organisé en décembre 2003 à Nairobi, financé par le Ministère allemand de la coopération économique et du développement (www.gtz.de/gender-prsp).

⁹ Sources: Adapté de Holvoet (2007) citant Bell (2007), OECD/DAC 2002, Zuckermann and Garrett (2001), Banque mondiale (2001b) sur la base des propres résultats de l'auteur et l'évaluation du genre de la CE des Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (2005).

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

2. Disparités entre les genres dans le contenu des SRP

- ✓ Les objectifs de l'égalité des sexes sont rarement intégrés dans les politiques macroéconomiques de lutte contre la pauvreté et sectorielles et ils ne sont pas non plus perçus comme des opportunités d'aider le pays à remplir ses obligations en rapport avec la législation nationale contre les discriminations ou la CEDAW.
- ✓ L'analyse de genre et la collecte des données ventilées par sexe sont souvent partielles et descriptives:
 - elles se limitent souvent à l'examen d'un certain nombre d'indicateurs ventilés par sexe mettant beaucoup plus l'accent sur les indicateurs de **la santé et de l'éducation** et prêtant peu d'attention aux disparités dans le revenu, le marché du travail (« opportunités ») ou la participation à la prise de décisions;
 - elles ne comprennent que peu de recherches sur les causes des disparités établies, et tendent à mettre l'accent sur les dimensions spécifiques du niveau macro (« préjugés culturels », « traditions ») alors que les implications des options macroéconomiques, des politiques commerciales, des lois et des cadres réglementaires actuels ou nouveaux sont négligées.
- ✓ Les analyses sensibles au genre de la situation (notamment les diagnostics de pauvreté) ne sont généralement pas utilisées pour informer les mesures politiques prioritaires ainsi que les budgets correspondants et les systèmes de suivi et d'évaluation consécutifs.
- ✓ Les mesures prioritaires renforcent généralement les capacités de base des femmes (éducation, santé, besoins des ménages tels que l'hygiène), comblant les « besoins pratiques » des hommes et des femmes plutôt que de s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir.
- ✓ Les systèmes appropriés de suivi et d'évaluation sensibles au genre font souvent défaut.¹⁰

3. Parties prenantes: leurs rôles et la manière dont elles peuvent agir pour intégrer l'égalité des sexes dans les SRP

Cette partie examine les différentes parties prenantes impliquées dans l'élaboration d'une SRP ou d'un plan national de développement (PND) et suggère qui elles sont et comment elles peuvent prendre des mesures de promotion de l'égalité des genres.



Pour trouver le responsable du DSRP de votre pays, regardez la page d'accueil de votre gouvernement ou:

- ✓ Le site Internet de la Banque mondiale sur les DSRP: www.worldbank.org/prsp
- ✓ PRSP Watch: www.prsp-watch.de (les profils des pays ne sont pas tous disponibles en français)

¹⁰ Id.

Groupe de parties prenantes 1 : Gouvernement

- ✓ Le gouvernement est l'acteur principal. Il élabore la politique en consultation avec les représentants de toutes les parties prenantes et est chargé du lancement du processus participatif et de la rédaction du document ainsi que des rapports d'état d'avancement.
- ✓ Les pays peuvent diriger leurs processus de SRP de différentes manières, par exemple en créant des cellules de SRP dans les Ministères de la planification ou dans le cabinet du Premier Ministre.
- ✓ Les acteurs impliqués sont en principe:
 - Le Ministre des finances ou de la planification économique
 - les Ministères sectoriels (Santé, Éducation, Commerce, Industrie, Travail, Développement social, Environnement, Ressources naturelles)
 - Autorités de planification des collectivités locales.
 - Cellules de suivi et d'évaluation; bureaux de la statistique
 - Membres élus de l'Assemblée nationale

Questions de genre et mesures – les clés du succès

- ✓ Engagement politique envers l'égalité des genres à tous les niveaux et à toutes les étapes
- ✓ Capacité d'analyse de genre, de planification et de budgétisation dans les institutions clés (finance et genre)
- ✓ Capacité d'engagement dans les processus inclusifs et participatifs
- ✓ Les institutions sexospécifiques qui doivent être impliquées sont:
 - Ministère de la femme/condition féminine
 - Points focaux genre des ministères sectoriels pertinents (ex. Finance, Statistique, Travail, Planification)
 - Comités de femmes parlementaires
- ✓ **Mesures pertinentes:**
 - Donner un mandat clair et des ressources au ministère en charge de l'égalité des sexes pour intégrer l'égalité homme-femme dans la SRP.
 - Assurer la clarté, la transparence et l'accessibilité des processus participatifs (**OUTIL T1**)
 - Pressions internes et externes, réseautage et défense pour obtenir l'engagement des décideurs de premier ordre. (**OUTIL T2**)
 - Audits de genre des processus de SRP/ABP dans la coopération avec d'autres partenaires de développement (OSC/ONU/Donateurs)
 - Développer la capacité technique d'analyse de genre dans l'équipe d'élaboration de la SRP.
 - Développer la capacité d'analyse des questions macroéconomiques et sectorielles du Ministère de l'égalité des sexes et/ou acquérir des moyens de productions par le biais des alliances stratégiques avec des acteurs non étatiques (ex. universités/instituts de recherche).

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

Groupe de parties prenantes 2 : La société civile

Elle comprend tous les groupes de parties prenantes et les personnes extérieures au gouvernement:

- ✓ Les Organisations non gouvernementales (ONG), les organisations communautaires (OC), les groupes confessionnels, les syndicats, les associations du secteur privé, les organisations d'employeurs, les institutions de recherches et académiques, etc.
- ✓ La participation publique à toutes les étapes est une exigence clé pour la réussite de la politique, mais il n'y aucune norme de base quant à la participation appropriée de la société civile.
- ✓ Dans de nombreux pays, une organisation de coordination est choisie pour servir de point focal pour la participation de la société civile dans la SRP, ex. le Forum des ONG du Cambodge.

Questions de genre et actions

- ✓ La SRP a pour but de s'occuper des intérêts des personnes vivant dans la pauvreté et de combler les inégalités. Les pauvres doivent être bien représentés parmi les parties prenantes (ex. les associations des travailleurs ruraux, les associations des personnes handicapées, les organisations du VIH/Sida, les travailleurs du secteur informel) en prêtant une attention particulière à l'inclusion des femmes et des intérêts sexospécifiques au sein de ces groupes, (les femmes travaillant à leur propre compte, les coopératives, etc.), en plus des réseaux de femmes et des organisations de coordination.

Mesures

- Exercer des pressions et/ou mettre en œuvre des mesures spécifiques dédiées pour garantir que les femmes soient intégrées et que les intérêt de l'égalité des sexes soient représentés au sein de tous les différents groupes sociaux, à tous les niveaux de prise de décision et à toutes les étapes.
- Exiger des processus participatifs responsables, transparents et le partage de l'information jusqu'aux plus bas niveaux (ex. communautés) et à toutes les étapes.
- Créer des réseaux ombrelles représentatifs de tous les secteurs.
- Élaborer des stratégies claires pour influencer les processus de SRP (OUTILS T1 et T2) et les contenus (OUTILS T3 et T4)
- développer les capacités d'intégration des questions de genre des organisations de la société civile « classiques » (ONG, le secteur privé, les syndicats) et la défense/budgétisation au sein des défenseurs.
- Engager les institutions académiques et de recherche.
- Préparer des outils/mémoires de défense clairs tels que les Fiches de renseignements sur le genre et les questions économiques et sectorielles du pays.

Groupe de parties prenantes 3: La Banque mondiale

Depuis 1999, la Banque mondiale a été le principal organisme international en matière d'élaboration de la SRP.

- ✓ A la demande des gouvernements, elle prépare des rapports économiques tels que les mémorandums économiques, les examens des dépenses publiques et les évaluations de la pauvreté.

- ✓ Elle peut fournir des conseils techniques au gouvernement à chaque étape du processus.
- ✓ Les évaluations/Notes consultatives conjointes du personnel évaluent la qualité des SRP adoptées et sont basées sur les décisions de la BM/FMI relatives à l'allègement de la dette.
- ✓ Il peut donc y avoir un conflit entre l'appropriation nationale et les ressources de la Banque et/ou du bailleur de fonds.

Les questions de genre et les mesures

- ✓ La Banque mondiale peut considérablement contribuer à toutes les phases, mais en particuliers aux étapes de diagnostic, de dialogue politique, de suivi et d'évaluation.
- ✓ Le guide de référence du DSRP, Chapitre 10 – Genre, fournit des instructions détaillées sur la manière d'intégrer le genre dans la préparation du DSRP, mais les évaluations conjointes du personnel (ECP) et les notes consultatives conjointes (NCCP) ne considèrent pas la conformité à ces instructions comme une condition nécessaire à l'approbation de la BM/FMI.
- ✓ **Mesures**
 - Intégrer l'égalité des sexes dans l'agenda du dialogue politique.
 - Promouvoir l'utilisation des instructions sexospécifiques actuelles et des outils de budgétisation de genre.
 - Exercer des pressions pour l'intégration des indicateurs sensibles au genre dans les cadres de suivi et d'évaluation.
 - Appuyer/entreprendre des évaluations de genre du pays.
 - Appuyer le renforcement des capacités sur les questions de genre dans les processus de planification et de budgétisation macroéconomique.

Groupe de parties prenantes 4 : Organismes internationaux

Les organismes de l'ONU – bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (comme le DfID, le GTZ) – les ONG internationales (ex. Care, Oxfam, Save the Children, ActionAid).

- ✓ Les organisations internationales offrent des conseils techniques au gouvernement et à la société civile à toutes les étapes du processus. Dans certains cas, ils peuvent prêter le personnel aux institutions nationales de DSRP.
- ✓ Les bailleurs de fonds fournissent un appui financier ou technique à toutes les étapes du processus.
- ✓ Tous ces acteurs peuvent participer dans le dialogue politique qui aboutit à la SRP et l'utilisent comme cadre d'assistance harmonisée du pays.
- ✓ Ces différents acteurs internationaux peuvent constituer des groupes qui se réunissent régulièrement (ex. chaque mois) pour discuter de l'état d'avancement du DSRP (ex. Groupe thématique de l'ONU).

Les questions de genre et les mesures

- ✓ Ces acteurs ne sont pas directement responsables du processus, mais ils peuvent considérablement contribuer au diagnostic des politiques, au suivi et à l'évaluation dans une perspective de genre.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

- ✓ Tous les organismes de l'ONU ont un mandat de promotion de l'égalité des genres dans une perspective basée sur les droits, dans leurs domaines d'action respectifs.
- ✓ Les Groupes thématiques de l'ONU sur l'égalité des genres peuvent s'occuper de la coordination des questions liées à l'égalité des sexes au niveau du pays. Les organismes de première ligne peuvent être l'UNIFEM ou le PNUD. D'autres organismes qui s'activent particulièrement au niveau du terrain sont la FIDA, la FAO, l'OIT, le FNUAP et le HCUNR.
- ✓ Les pays donateurs membres du CAD/OCDE sont signataires des principaux accords internationaux (CEDAW, Convention 111 de l'OIT, Convention 100 de l'OIT) et se sont engagés à promouvoir l'égalité des sexes et les OMD, entre autres, par le biais de la Déclaration de Paris. Des points focaux du genre peuvent être créés au niveau des délégations de pays.
- ✓ **Mesures**
 - Garantir l'harmonisation et la division du travail sur l'égalité des genres dans le pays en appui à la réalisation de la politique nationale d'égalité des genres et des engagements internationaux, régionaux et nationaux.
 - Donner effet aux engagements politiques en intégrant l'égalité des sexes dans le dialogue politique sur la SRP ou sur les stratégies d'assistance conjointe, sur la base des engagements internationaux, régionaux et nationaux pris envers l'égalité des sexes.
 - Créer des synergies avec des programmes actuels, ex. les initiatives de budgétisation de genre.
 - Renforcer la capacité interne, nationale d'analyse et de budgétisation de genre et/ou fournir/appuyer une expertise technique sexospécifique au sein des groupes de SRP.
 - Entreprendre l'audit de genre des processus internes et des programmes/stratégies de coopération conjoints.
 - Créer des liens avec les OSC et renforcer leur capacité de défense et d'analyse de genre.
 - Appuyer la préparation des recherches, des évaluations de genre et des outils de plaidoyer/information pertinents.

Groupe de parties prenantes 5: Groupes sectoriels

Ces groupes peuvent insérer des informations sectorielles dans la SRP, généralement sur l'infrastructure, l'agriculture, l'éducation, la santé et l'emploi.

Les questions de genre et les mesures

- ✓ Les Groupes thématiques sur l'égalité des genres, constitués des organismes de l'ONU et dans certains cas, du gouvernement et de la société civile, ont aussi pour mandat de contribuer à la SRP.¹¹
- ✓ L'expertise en questions de genre et l'engagement avec d'autres groupes sectoriels sont déterminants pour la réussite de l'intégration au niveau sectoriel.
- ✓ **Action**
 - Dialoguer avec/appuyer le groupe sur l'égalité des sexes

¹¹ UNIFEM et al (2005) *Resource Guide for Gender Theme Groups*.

www.unssc.org/web1/programmes/rcs/cca_undaf_training_material/teamrcs/file.asp?ID=333

- Appui à l'expertise en questions de genre au sein des groupes thématiques
- Travail en réseau avec d'autres experts/chercheurs en questions de genre/OSC

4. Points d'entrée du genre dans le processus de SRP et outils pertinents

Un Document de stratégie de réduction de la pauvreté (**DSRP**) est un document décrivant les étapes de construction de la stratégie de réduction de la pauvreté d'un pays, à savoir:

- ✓ Identification des contraintes clés de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté;
- ✓ examen des mesures publiques nécessaires pour alléger ces contraintes;
- ✓ indicateurs des réalisations qui sont définies et suivies par le biais d'un processus participatif; et
- ✓ une description de la nature du processus consultatif par lequel la stratégie a été élaborée.

Un DSRP n'est pas un document statique. Il est censé être le registre d'un processus en cours qui est révisé, modifié et reformulé à intervalles réguliers.¹² Le DSRP complet est valable pour trois à cinq ans et, à un certain point, le gouvernement doit présenter un rapport d'avancement (RA).

Tous les DSRP et SRP sont examinés dans la Note consultative conjointe du personnel (NCCP) préparée par les cadres de la Banque mondiale et du FMI. Elle a pour but de fournir aux conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI une évaluation de la qualité et de la pertinence de la stratégie décrite dans le DSRP.

Ce processus constitue un exemple d'approche décisionnelle itérative fondée sur les faits qui caractérise les approches basées sur les programmes. Il implique en principe les étapes et les pas suivants:

¹² La première version du DSRP prend souvent la forme d'un DSRP intérimaire (DSRP I) dont la préparation prend moins de temps que le DSRP complet et permet aux pays d'accéder rapidement à l'allègement de la dette. En principe, le DSRP complet est censé suivre le DSRP I dans un délai d'un an, même si dans la pratique il peut prendre en 9 et 24 mois.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
Contenu obligatoire



Le SRP / cycle politique

Phase	Etape
Élaboration	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostic de la pauvreté (problème/politique) ▪ Analyse de la pauvreté (problème/politique) ▪ Définition des mesures politiques prioritaires (analyse des objectifs / formulation de la stratégie) ▪ Budgétisation – définition des Cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) ▪ Adoption du DSRP par le gouvernement par le biais des processus consultatifs participatifs et du dialogue politique entre les principaux acteurs. ▪ (Approbation du FMI/BM pour l'allègement de la dette sur la base des NCCP)
Mise en oeuvre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accord des stratégies du pays donateur avec les bailleurs de fonds/BM pour mettre en oeuvre les politiques/SWAP (au moyen de l'appui budgétaire direct) ▪ Élaboration des plans de travail opérationnels et des accords de gestion ▪ Renforcement des capacités ▪ Mise en oeuvre de la politique par le biais des services publics/procédures de marchés publics
Suivi et évaluation <i>(en cours par le biais de l'élaboration et de la mise en oeuvre)</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Création des cadres de suivi et d'évaluation (ex. Cadres d'évaluation de la performance – CEP) ▪ Rapports d'avancement ▪ Suivi participatif et révisions par des structures de responsabilité claires et les cadres d'évaluation de la performance ▪ Les révisions de la SRP pour intégrer les leçons apprises dans les phases de programmation consécutives

A chacune de ces étapes, il y a d'éventuels points d'entrée pour l'intégration du genre. La liste ci-dessus présente ceux qui ont donné de meilleurs résultats. Toutefois, une bonne connaissance des processus spécifiques basés sur le pays est déterminante pour pouvoir déterminer quel point d'entrée est plus adapté dans un contexte précis.

POINT D'ENTRÉE 1: DIAGNOSTIC DE LA POLITIQUE ET DÉFINITION DES MESURES PRIORITAIRES


Ces processus offrent la possibilité de s'assurer que:


- ✓ Les diagnostics de la pauvreté saisissent les différentes expériences des femmes et des hommes et décrivent si les disparités des sexes persistent et à quel niveau;
- ✓ Les analyses de la pauvreté identifient les raisons des disparités actuelles;
- ✓ les priorités et les stratégies identifiées contribuent à la résolution des inégalités de sexe;
- ✓ Les Cadres des dépenses à moyen terme (CDMT) reflètent une budgétisation appropriée pour l'atteinte des objectifs sensibles au genre.

Quand le faire: à l'étape de l'élaboration et chaque fois qu'il y a un processus de révision politique.

Comment le faire: toutes les parties prenantes (gouvernement, bailleurs de fonds, société civile) peuvent évaluer la « qualité » en terme de genre de la politique et des processus de budgétisation, de planification, de mise en oeuvre et d'évaluation des programmes, en s'aidant pour cela de:

 **Outil T3:** Analyse de genre de la SRP ou du programme sectoriel

 **Outil T4:** Aide-mémoire de l'analyse ex ante de la sensibilité au genre de la SRP ou du programme sectoriel

 **Outils approfondis:**

De nombreux outils approfondis devant être utilisés par les personnes chargées de l'élaboration des DSRP ou de donner des conseils techniques sont disponibles dans le Document de référence des SRP (www.worldbank.org/gender), Chapitre 10 sur le Genre, et Annexe I, et plus spécifiquement les parties suivantes:


- intégration de l'analyse du genre dans le diagnostic de la pauvreté (Ch. 10.3);
- utiliser une analyse de la pauvreté informée du genre dans la définition des actions publiques prioritaires (Ch. 10.4);
- Annexe I: Notes techniques, notamment les Termes de références des évaluations sexospécifiques du pays;
- les outils de budgétisation du genre pour réaliser une analyse macroéconomique, l'appréciation des politiques et la mise en place des CDMT.


POINT D'ENTRÉE 2: DIALOGUE POLITIQUE

- ✓ Le dialogue politique offre l'opportunité d'intégrer l'égalité des genres dans les débats sur les objectifs, le contenu et les mesures. Il donne la possibilité aux experts en questions de genre de participer aux processus d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes.
- ✓ Cette question peut être très sensible et doit être manipulée avec soins et avec des aptitudes en terme de plaidoyer (ex. utiliser des renseignements éclairés, exacts et pertinents).
- ✓ Les résultats du dialogue politique, autrement dit les accords établis et les promesses, doivent faire l'objet d'un suivi. Autrement, les promesses faites peuvent ne pas se traduire en mesures concrètes.

Quand le faire: étape de l'élaboration, particulièrement lorsque les mesures prioritaires sont définies, le suivi et la révision des politiques.

Comment le faire: grâce à l'implication de toutes les parties prenantes (Gouvernement, bailleurs de fonds, société civile), par exemple à l'aide de:

 **Outil T1:** Promouvoir l'égalité des sexes par la participation des parties prenantes.

 **Outil T2:** accroître l'influence du genre dans la prise des décisions.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
Contenu obligatoire



Outils approfondis:

- Guide de référence du DSRP, Chapitre 10, Annexe I, Note technique I.1 « Encourager la participation » www.worldlab.org/gender
- OCDE (2007), Guide à l'intention des non économistes pour la négociation des stratégies pour la réduction de la pauvreté. www.oecd.org/dac/gender.
- Handicap International a produit un manuel en ligne facile à utiliser sur la manière de rendre les DSRP inclusifs. Il contient des renseignements, des outils et des références utiles sur d'autres outils comme le travail d'OXFAM dans ce domaine. <http://www.making-prsp-inclusive.org/>.

POINT D'ENTRÉE 3 : RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Le développement des capacités sur l'intégration du genre doit être planifié à la fois pour les « défenseurs de l'égalité des sexes » et pour les « acteurs classiques », par des approches avisées. En particulier:

- ✓ Les acteurs de l'égalité des sexes à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement seront généralement nantis d'une expertise en question de genre, mais ils seront moins professionnels dans l'analyse macroéconomique générale et l'analyse, la planification, la budgétisation, le suivi et l'évaluation des politiques;
- ✓ Les acteurs classiques auront une connaissance et une expérience plus étendues de l'analyse, de la planification, de la budgétisation et du S&E macroéconomiques et politiques, mais devraient prendre conscience des raisons pour lesquelles l'égalité des sexes doit être intégrée dans les processus politiques et la manière technique de le faire.

Les consultations visant à concilier ces deux perspectives se sont aussi révélées être une stratégie efficace, résultant de la mise en place de plateformes multilatérales.



Outils approfondis:

Utiles à toutes les parties prenantes (Gouvernement, donateurs, société civile) :


- Le manuel des formateurs *CE/Nations Unies* bientôt disponible sur www.gendermatters.eu
- Renforcement des capacités sur la budgétisation du genre: www.gender-budgets.org
- Modules de formation du FEMNET à l'intention des défenseurs de l'égalité des genres disponible sur <http://www.thefreelibrary.com/Chapter 2: training modules>

POINT D'ENTRÉE 4: SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi et l'évaluation sont des instruments clés permettant de mesurer les progrès à la fin des programmes et la qualité des processus sous-jacents liés à l'égalité des genres. Ce point d'entrée nécessite l'intégration de la dimension de genre dans les cadres de suivi et d'évaluation tels que les révisions budgétaires conjointes, les révisions sectorielles conjointes et les cadres d'évaluation de la performance (CEP).

Quand le faire: pendant les processus de suivi et d'évaluation, dans les processus de révision formels et dans les processus de suivi externes que la société civile peut mettre en place.

Comment le faire: toutes les parties prenantes (Gouvernement, donateurs, société civile) doivent utiliser les indicateurs sensibles au genre pour évaluer les moyens, les activités, les produits et les réalisations (notamment l'affectation et l'utilisation des ressources).

 **Outil T5.** Les notions clés de l'analyse et du suivi des budgets dans une perspective de genre (Cadre du cycle budgétaire d'Elson et les trois catégories de dépenses de Budlender et de Sharp).

**Outils approfondis:**

Les outils approfondis ou les références qui peuvent être utilisés par les responsables du processus de dialogue sur les politiques de SRP ou ceux qui souhaitent réaliser des évaluations approfondies de l'impact sur la problématique homme-femme de l'affectation des ressources des politiques sont :

- Holvoet, N. (2006), *Gender-budgeting and its usefulness in programme-based approaches, a Briefing Note for EC staff*, présente un large éventail d'outils pour la budgétisation de genre et des exemples de son utilisation.
- www.gender-budgets.org

Supplément d'informations

Pour obtenir des instructions détaillées sur la manière d'intégrer le genre dans l'élaboration du DSRP, consultez:

- ✓ Guide de référence du DSRP, Chapitre sur le genre, disponible sur www.worldbank.org/gender

Pour en savoir plus sur la manière d'influencer le DSRP dans une perspective de genre:

- ✓ « OCDE (2007), Guide à l'intention des non économistes pour la négociation des stratégies pour la réduction de la pauvreté », avril 2007 www.oecd.org/gender



Exemple de « gendérisation » du DSRP: pourquoi le Rwanda a pu gendériser son DSRP?

Le Rwanda a réussi à gendériser son DSRP parce qu'il a entamé une série de démarches, appuyées par un fort engagement moral et financier:

1. Le Ministère du genre et de la promotion de la femme (MIGEPROFE) a recruté un expert en questions de genre pour faciliter le processus. Cet expert a analysé en détail l'échec du document intérimaire de stratégie de réduction de la pauvreté pour intégrer les questions de genre et a suggéré des solutions.
2. Cet expert a organisé des réunions avec les groupes de femmes de la société civile pour discuter du rôle du DSRP et de ses possibles points d'entrée de genre, et avec le groupe de rédaction du DSRP au Ministère de l'économie et des finances (MINEFI) pour s'assurer que ses membres sont engagés à intégrer le genre dans le DSRP.
3. Les parties prenantes du DSRP, notamment le MIGEPROFE, les organisations communautaires et les membres de l'équipe de rédaction du DSRP ont essayé de persuader les facilitateurs de l'exercice participatif de l'importance de demander le point de vue des hommes et des femmes.
4. Le MIGEPROFE et le MINEFI ont co-financé un atelier d'intégration du genre. 50 représentants issus de divers secteurs y ont participé. L'atelier a été co-facilité par deux activistes dynamiques de la société civile. Les ministres du MIGEPROFE et du MINEFI ont ouvert et clôturé l'atelier, rehaussant ainsi son éclat. L'exposé de l'expert en questions de genre a mis l'accent sur l'importance d'intégrer le genre dans le DSRP afin de réaliser la réduction de la pauvreté, et sur les outils disponibles permettant d'y parvenir. Les participants se sont exercés en utilisant les outils en équipe, en intégrant les questions de genre dans le DSRP I, secteur par secteur. Les équipes ont formulé des recommandations sur la manière de mieux gendériser les DSRP en utilisant les outils fournis.
5. Un Comité interinstitutionnel de gendérisation du DSRP a été créé, suite à la suggestion de l'expert de promouvoir l'intégration du genre dans le DSRP. Les membres du comité étaient le Directeur de l'équipe de rédaction du DSRP, le Directeur du genre du MIGEPROFE et le Directeur de la division du développement et un représentant de Pro-femmes- l'organisation de coordination des groupes de femmes de la société civile du Rwanda.

Dans cet exemple, l'avantage a été que le Directeur de l'équipe de rédaction du DSRP fut autrefois Directeur de l'Administration du MIGEPROFE. Il a été facile de lui rappeler de promouvoir l'égalité des genres. Il a également été capital de convaincre d'autres membres de l'équipe de rédaction du DSRP et des parties prenantes de l'importance d'intégrer l'égalité des sexes pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et fournir des outils d'intégration du genre tout au long des sessions pratiques de l'atelier de formation.

Source: Zuckerman, E. (2002) A Primer on Poverty Reduction Strategy Papers and Gender. Gender Action, mimeo. <http://www.genderaction.org/images/GA%20PRSP%20and%20Gender%20Primer.pdf>

SECTION B: APPROCHES BASEES SUR LES PROGRAMMES – LE POINT SUR LES SWAP

Nouvelle orientation de la pratique du développement – du projet à l'approche programme

Depuis ses débuts dans les années 60, l'aide au développement a été fournie en grande partie sous forme de projets individuels, tels que l'appui à l'infrastructure, au microcrédit ou à la formation. Les projets qui faisaient souvent partie des plans de développement élargis étaient mal coordonnés entre les bailleurs de fonds et liés à l'assistance technique et aux biens et services du pays donateur. A mesure que ces projets se multipliaient, ils réduisaient souvent les capacités de coordination des pays partenaires.¹³

Cette « approche projet » était en partie remplacée dans les années 80 par les politiques d'ajustement structurel (PAS), menées par la Banque mondiale et le FMI et liés aux prêts à grande échelle. Ces politiques avaient pour but de créer une base solide pour la croissance économique et l'accroissement des exportations. Elles définissent les conditions (processus qu'on appelle conditionnalités), notamment les réductions des dépenses publiques et des subventions et mettent l'accent sur les exportations au détriment de la production nationale, par exemple de la nourriture, une approche qui a été beaucoup critiquée, accusée d'empirer les conditions des pauvres, en particulier les femmes pauvres.¹⁴

Depuis lors, on a beaucoup débattu de la manière dont l'aide fonctionne et du pourquoi ainsi que de la nécessité d'équilibrer la croissance économique avec l'équité sociale et la promotion des droits. Les défenseurs de l'« économie de libre marché » soutiennent que la croissance économique est elle-même capable de créer les processus de développement.

D'autres acteurs de la communauté internationale et de la société civile exercent de fortes pressions pour que soit reconnue la nécessité d'assurer un accès public, équitable aux services de santé, à l'éducation, aux opportunités de travail décent et aux ressources naturelles comme la terre et l'eau. L'aide extérieure gérée efficacement peut offrir aux pays à faible revenu les ressources qui font cruellement défaut pour la promotion du développement durable et de la réduction de la pauvreté.

L'idée est que la politique de développement et les réformes économiques doivent être guidées dans une perspective basée sur les droits selon laquelle la croissance doit être planifiée dans les conditions qui permettent la réaffectation des ressources et dissipent la discrimination et les disparités actuelles. La Déclaration du millénaire (2000) résume ces aspirations mondiales dans un agenda de développement ambitieux.

Ce changement graduel des projets individuels, pilotés par le donateur, a été synonyme d'introduction ou de renforcement des « approches basées sur les programmes » (ABP) orientées vers les besoins du pays, c'est-à-dire les plans nationaux de développement, les stratégies de lutte contre la pauvreté ou les programmes de promotion des objectifs politiques dans les secteurs comme la santé, l'éducation ou le transport.

¹³ Selon www.aidharmonisation.org, l'aide des donateurs pour le développement se traduit aujourd'hui en 60.000 projets dans le monde entier. Dans certains pays, près de 800 activités financées par des donateurs débutent chaque année, avec plus de 1.000 missions de donateurs reçues, et plus de 2.400 rapports de progrès préparés. Tout cela contribue à alourdir les capacités administratives et à détourner l'attention du renforcement des systèmes qui couvrent toutes les dépenses relatives au développement, pas seulement celles financées par les agences de donateurs.

¹⁴ Mosley, P. et al (1995) *Aid and Power: The World Bank and Structural Adjustment Lending*. Londres: Routledge.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire



Les approches basées sur les programmes sont...

« ... un moyen de s'engager dans la coopération au développement sur la base des principes d'appui coordonné pour un programme de développement dont le pays s'est approprié, notamment une stratégie nationale de réduction de la pauvreté, un programme sectoriel, un programme thématique ou un programme d'une organisation spécifique.

Les approches basées sur les programmes ont en commun les caractéristiques suivantes:

- ✓ gestion par le pays ou l'organisation hôte;
- ✓ un seul programme intégré et cadre budgétaire;
- ✓ un processus formalisé de coordination et d'harmonisation des procédures de rapport, de budgétisation, de gestion financière et des marchés publics des bailleurs de fonds;
- ✓ des efforts pour accroître l'utilisation des systèmes locaux de conception, de mise en oeuvre, de gestion financière, de suivi et d'évaluation des programmes. »

Source: CAD-OCDE 2005 Harmonising Donor Practices for Effective Aid Delivery (vol. 2), p. 37

Les ABP fournissent un cadre dans lequel les pays à faible revenu et les bailleurs de fonds peuvent s'engager dans un **dialogue politique sur leurs stratégies de coopération conjointe et leur formulation** et planifier la modalité spécifique de l'affectation de l'aide (« **méthode de fourniture de l'aide** »).

1. Que sont les approches sectorielles (SWAP)?

Toutes les ABP ont pour but d'appliquer les principes de base de l'efficacité de l'aide pour promouvoir l'appropriation nationale, renforcer l'orientation des résultats et coordonner les moyens des bailleurs de fonds avec d'autres ressources.

Une approche sectorielle (ou SWAP) est une ABP au niveau sectoriel: il s'agit d'une forme de collaboration entre le gouvernement, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes clés du secteur. C'est un processus visant à étendre l'appropriation gouvernementale et nationale de la politique publique sectorielle et les décisions d'affectation de ressources au sein du secteur; en renforçant la cohérence entre la politique, les dépenses et les résultats; et en réduisant les coûts d'opération.¹⁵

L'approche sectorielle favorise l'appropriation nationale des politiques et des stratégies sectorielles en soutenant une politique et une stratégie dont le gouvernement s'est approprié, en favorisant la cohérence entre la politique, la budgétisation et les résultats réels et en réduisant (à moyen et à long terme) les coûts d'opération de l'utilisation des finances externes.

L'approche sectorielle est différente d'une approche basée sur les projets car ainsi chaque bailleur de fonds soutient un ensemble d'activités dans le secteur entier (par exemple, la construction des écoles ou des routes). En cela, elle contribue faire évoluer le monde de l'aide, en le faisant passer des projets aux instruments d'aide élargie pilotés par le gouvernement en partenariat avec les bailleurs de fonds. A long terme, les SWAP

¹⁵ Commission européenne (2007), *Guidelines to EC Support to Sector Programmes*, p. 12.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
Contenu obligatoire

doivent renforcer les capacités et les institutions sectorielles et améliorer les services du secteur et leur prestation.

Cette approche s'étend bien au-delà de la portée d'un donateur spécifique et met l'accent sur les interventions associées et le financement du gouvernement, des bailleurs de fonds et d'autres parties prenantes du secteur et d'ONG au sein d'un secteur. Les bailleurs de fonds co-financent une stratégie sectorielle avec le pays partenaire et d'autres donateurs. Ces efforts coordonnés sont fournis sur la base d'objectifs définis par le gouvernement et dans le cadre d'un programme sectoriel cohérent de dépenses publiques. En principe, les SWAP sont élaborées par le gouvernement en consultation avec toutes les parties prenantes clés, notamment les organismes de financement et la société civile, et feront partie du SRP.

Les différences entre une SWAP et une approche projet¹⁶

Approche sectorielle	Approche projet classique
Conception globale d'un pays sur l'ensemble d'un secteur	Accent sur des projets en appui à des objectifs peu définis
Partenariats de confiance mutuelle et de responsabilité partagée.	Bénéficiaire responsable devant le donateur
Coordination et dialogue collectif des partenaires externes	Négociations et accords bilatéraux
Utilisation accrue des procédures locales	Accords de mise en œuvre parallèles
Développement à long terme des capacités/systèmes du secteur	Décassement et succès des projets à court terme
Approche axée sur le processus au moyen de l'enseignement par la pratique	Approche traditionnelle

Une approche sectorielle comporte cinq composantes clés

1. Une stratégie et une **politique sectorielle** claires dont le pays s'est approprié.
2. Un budget sectoriel et son **cadre de dépenses à moyen terme** qui reflète la stratégie sectorielle.
3. Un **cadre de coordination sectorielle** sous la direction du gouvernement comprenant (i) la coordination des parties prenantes nationales, y compris les acteurs gouvernementaux (agences centrales et d'autres ministères et agences concernés) et non gouvernementaux; (ii) la coordination avec les donateurs et entre eux.
4. Le **contexte et les capacités institutionnelles** actuelles associées à une stratégie de développement des capacités menée par le gouvernement.
5. Un **système de suivi des performances** mettant l'accent sur les résultats. Elle implique fréquemment un cadre d'évaluation de la performance (CEP) sectoriel constitué d'un ensemble de moyens, de produits, de réalisations et

¹⁶ CAD-OCDE (2005) Harmonizing Donor Practices for Effective Aid Delivery Volume 2: Budget Support, Sector Wide Approaches and Capacity Development in Public Financial Management.

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

éventuellement d'indicateurs d'impact. Le choix des indicateurs doit refléter toutes les dimensions importantes du secteur en cours de suivi.

Les deux éléments liés au contexte général influençant la performance d'un programme sectoriel sont:

6. La **politique macroéconomique** qui fournit un environnement stable pour le secteur et les niveaux de ressources prévisibles.
7. Les systèmes **de gestion des finances publics** (GFM). Un bon système de GFM garantit que les priorités politiques ont la possibilité d'être reflétées dans les allocations budgétaires.

Les SWAP ont été élaborées comme un mécanisme pratique pour une aide au développement plus efficace. On s'accorde à dire généralement que l'approche sectorielle est un processus dont l'objectif commun consiste à améliorer la performance du secteur public en termes de prestation de services, ainsi que l'efficacité et l'efficacités avec lesquelles les ressources internes et externes sont utilisées. On peut par conséquent avoir des approches sectorielles partielles (ex. niveau sous-sectoriel tel que l'enseignement de base mais non supérieur ou spécialisé) et des programmes semblables aux SWAP qui comportent les éléments et les caractéristiques d'une approche sectorielle complète.

Bon nombre des mêmes principes permettant d'intégrer des mesures d'égalité des genres s'appliquent, que l'approche sectorielle remplisse toutes les caractéristiques définies ou seulement quelques unes.¹⁷

Les parties prenantes clés des SWAP sont généralement le ministère pertinent, le Ministère des finances, les bailleurs de fonds et les organismes de l'ONU et multilatérales. Les organisations de la société civile sont plus généralement incluses comme agences de mise en œuvre, que comme partenaires dans la planification et la prise de décision.



A quoi ressemble une SWAP?

Au **Nicaragua**, l'utilisation des approches basées sur les programmes, en particulier les SWAP, remonte à 2002 lorsque les financements sectoriels ont été mis en place. Le Fonds nicaraguayen pour la santé, créé en 2005 et financé conjointement par la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Espagne et les Pays-bas, est un exemple. Son objectif principal consiste à participer à la réduction de la pauvreté par le biais de l'appui à la mise en œuvre du Plan quinquennal national de la santé (2005-2009), pour faciliter l'accès des personnes aux services de santé, améliorer la qualité et la couverture des services et renforcer les capacités du Ministère de la santé.

L'harmonisation et l'alignement ont été facilités par l'adoption d'un code de conduite et d'un Protocole d'entente entre le Gouvernement et les bailleurs de fonds en 2005. Le Plan national de la santé et le programme sectoriel reconnaissent les réalités, les intérêts et les besoins de santé différents pour les hommes et les femmes et fournissent un modèle pour la coordination bailleurs de fonds/gouvernement sur l'amélioration de la santé des femmes. Mais les déficits considérables sont le manque d'indicateurs sensibles au genre dans la matrice de suivi et de mise en œuvre du plan de la santé et le manque de fonds affectés en appui aux préoccupations et aux priorités de l'égalité hommes-femmes.

¹⁷ CAD-OCDE (2002) *Gender Equality in Sector Wide Approaches: A Reference Guide*. <http://www.oecd.org/dataoecd/24/17/1956174.pdf>

Au **Cambodge**, une approche sectorielle de l'éducation a été lancée en 2000 à l'initiative du gouvernement en collaboration avec les bailleurs de fonds et les ONG. Elle avait pour but de : réduire les coûts d'opération, effectuer des réalisations en faveur des pauvres et des filles à travers l'éducation gratuite et la fourniture des bourses, accroître le salaire moyen des enseignants, accroître la décentralisation, et assurer un meilleur suivi. Les SWAP du Cambodge ont été définies comme ayant trois caractéristiques:

- ✓ un seul programme sectoriel de politiques et de dépenses;
- ✓ direction gouvernementale; et
- ✓ utilisation progressive des procédures financières du gouvernement.

Entre 2000 et 2005 des impacts significatifs ont été observés en termes d'équité des genres et d'inclusion sociale. En termes d'écart entre les hommes et les femmes, on a enregistré un taux d'augmentation du taux net de scolarisation (TNS) des filles ainsi qu'une réduction de l'écart du taux net de scolarisation entre les filles et les garçons, du nombre de filles qui ne vont pas à l'école et du taux de redoublement des filles à l'école primaire. En termes d'inclusion sociale, les bourses offertes aux filles et aux groupes défavorisés et l'abolissement de l'inscription et des frais illégaux ont été mis en œuvre. Les taux d'augmentation de TNS les plus rapides ont été enregistrés chez les enfants des familles à revenus plus faibles.

Sources: Chiwara L. et Karadenizli M (2008) Cartographie de l'efficacité de l'aide et de l'égalité des genres, Résultats mondiaux: 2008 - New York: UNIFEM
http://www.gendermatters.eu/index.php?option=com_content&task=view&id=150&Itemid=87
 UNICEF (2006) Social and Gender Disparity in Education Sector-Wide and Programme-Based Approaches. Bangkok: UNICEF

2. Pourquoi est-il nécessaire d'intégrer le genre dans les SWAP?

Comme pour d'autres mécanismes d'efficacité de l'aide, à moins que les préoccupations liées au genre soient expressément incluses dans tous les éléments des SWAP, elles ignoreront la spécificité de genre. Du fait que les approches sectorielles impliquent la configuration de tout un secteur avec l'objectif d'accroître le développement durable, il est capital d'accorder une attention particulière à la question de savoir si la SWAP pourra atteindre l'objectif de développement équitable et durable.

Des études ont révélé que les SWAP des secteurs de l'éducation et de la santé ont mis l'accent sur des investissements très précis ciblant les femmes et les filles plutôt que les conditions sous-jacentes entraînant les inégalités hommes-femmes. Les processus des SWAP ont eu tendance à se confiner dans les limites des ministères et ont rarement tenté d'aborder des questions plus étendues telles que la problématique du genre et l'éducation. Une étude des approches de l'éducation a identifié un certain nombre de questions en rapport avec l'intégration du genre démontrant pourquoi les préoccupations liées au genre doivent imprégner les SWAP¹⁸:

- ✓ Un accent sur l'efficacité sectorielle et les objectifs nationaux de développement en termes de droits individuels peuvent aboutir à une « dépriorisation » des groupes « difficiles à atteindre » ou « trop coûteux à atteindre ».
- ✓ L'approche descendante (de haut en bas) et centralisée de nombreuses SWAP peut entraîner une faible participation de la société civile, le manque de reconnaissance des processus informels et le renforcement des préjugés sexuels et sociaux.
- ✓ La qualité et la profondeur de l'analyse qui est faite, les types de disparité dans

¹⁸ Acharya, S. (2007) *Social Inclusion: Gender and Equity in Education SWAPs in South Asia. Nepal Case Study.* http://www.unicef.org/rosa/Rosa_social_and_gender.pdf

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

l'éducation, les facteurs de causalité, et l'interaction entre ces éléments peuvent varier. Les analyses ne parviennent souvent pas à être multidimensionnelles ou à associer un facteur à un autre. On accorde moins d'attention aux questions de genre qu'à la pauvreté ou à d'autres formes d'exclusion sociale autre que la problématique hommes-femmes. Par conséquent, les stratégies identifiées peuvent se révéler inappropriées ou inadaptées.

- ✓ Certains partenaires de développement se sentent perdre la diversité et la profondeur de leur expérience ainsi que la compréhension et les relations basées sur le terrain que les interventions des projets fournissaient, les rendant moins capables de fournir une aide de qualité.

3. Processus et points d'entrée clés

Chacun des principaux éléments d'un programme sectoriel a des **points d'entrée** potentiels pour l'intégration du genre.

POINT D'ENTRÉE 1: Une politique et une stratégie sectorielles menées par le pays

Une politique et une stratégie sectorielles doivent définir les principes de base, les objectifs et les stratégies du secteur. Elles doivent définir ce que le gouvernement vise à réaliser, faire la distinction entre son rôle normatif et son rôle de livraison, ainsi que préciser les rôles des agents non gouvernementaux et toutes les réformes institutionnelles nécessaires pour permettre à ces rôles d'être assumés.

Fournir un appui au programme sectoriel sera efficace à condition que les politiques sous-jacentes dont il fait la promotion soient saines et qu'il y ait un engagement de toutes les parties pour mettre en oeuvre les stratégies approuvées.

Le premier point d'entrée est le processus par lequel le cadre sectoriel est élaboré avec les accords de partenariat assurant sa mise en oeuvre. Il est important que les **parties prenantes clés** telles que la société civile soient à la table lorsque ces domaines sont abordés, sinon, il peut être difficile d'influencer tout le processus. L'élaboration d'une stratégie sectorielle se déroule généralement par le biais d'une gamme de rencontres des parties prenantes, souvent sur une période de temps considérable. L'engagement à long terme sur plusieurs mois ou années peut être nécessaire. Les bailleurs de fonds ont donc besoin d'un engagement ferme envers le processus et peuvent avoir besoin d'appuyer et de renforcer les capacités du gouvernement et de la société civile afin qu'ils puissent aussi maintenir leur participation et leur centre d'intérêt. Une étude de l'UNICEF a découvert que les SWAP semblaient avoir un potentiel élevé pour aborder les inégalités sociales et entre les hommes et les femmes dans l'éducation si ces questions se voient dans les politiques étayées par l'analyse et l'échelle des priorités.¹⁹

Les SWAP impliquent la direction du gouvernement, non des bailleurs de fonds. Dans le cadre d'une SWAP, un gouvernement prend les devants pour fixer les priorités sectorielles, identifier les stratégies et mettre en place les processus nécessaires à leur mise en oeuvre. Il y a donc une option entre l'appui aux processus pilotés par le pays et l'exercice des pressions pour les thèmes transversaux tels que l'égalité hommes-femmes qui peuvent ne pas être les priorités immédiates du gouvernement. Pour les bailleurs de fonds et la société civile, cela signifie:

- ✓ Mettre l'accent sur le plaidoyer et influencer la façon dont le gouvernement définit ses priorités et alloue ses ressources. Dans le passé, il était possible dans l'approche projet d'affecter des fonds à des activités précises ou à des lignes budgétaires. En revanche, dans le cadre d'une SWAP, on ne peut pas garantir que les stratégies ou

¹⁹ UNICEF (2006) *Social and Gender Disparity in Education Sector-Wide and Programme-Based Approaches*. Bangkok: UNICEF http://www.unicef.org/rosa/Rosa_social_and_gender.pdf.

les activités précises auront lieu – ces décisions sont prises par le gouvernement. Il est nécessaire d'essayer d'influencer la portée et le contenu de tout programme sectoriel en cours d'élaboration par le biais d'une SWAP en recourant au dialogue avec le gouvernement et d'autres parties prenantes clés.

- ✓ Travailler avec un large éventail de parties prenantes. Par exemple, il pourrait s'avérer nécessaire de travailler étroitement avec d'autres parties des ministères, comme les départements de la planification par exemple. Le Ministère des finances pourrait aussi être un acteur clé avec lequel un dialogue est nécessaire.

! Les questions clé à se poser à propos des contenus des politiques et stratégies sont les suivantes :

- ✓ La politique est-elle cohérente avec les engagements internationaux pris par le gouvernement envers l'égalité hommes-femmes, par exemple la CEDAW et l'OMD3?
- ✓ Les politiques sur la prestation des services intègrent-elles des cibles d'accès précis (ex. pour les femmes et les hommes), des normes de qualité et une formulation claire du niveau de subvention publique visé?
- ✓ Une analyse selon le genre intégrée a-t-elle été réalisée dans le cadre de l'élaboration de la politique et de la stratégie ?
- ✓ La politique et la stratégie sont-elles claires quant à la manière dont l'égalité hommes-femmes sera favorisée et aux résultats envisageables en rapport avec l'égalité des genres?
- ✓ La politique a-t-elle été basée sur un processus structuré de consultation et de participation des parties prenantes du secteur, notamment la société civile et les organisations de femmes ?

! Éléments clé à prendre en considération par les donateurs et la société civile, en ce qui concerne les processus de dialogue politique :

- ✓ Se mettre en relation avec un certains partenaires différents au sein du Ministère pertinent;
- ✓ Etre impliqué dans les discussions des SWAP dès le début afin de promouvoir les questions d'égalité des genres;
- ✓ Ere sélectif et classer les questions politiques clés par ordre de priorité à suivre et créer des coalitions avec d'autres partenaires pour promouvoir ces programmes;
- ✓ Acquérir une compréhension claire de la manière dont les décisions sont prises au sein d'un secteur et s'assurer que cette connaissance est utilisée efficacement.

Le cas de la Tanzanie présente quelques contraintes pour traduire les politiques en pratique:

! Traduire la politique en pratique: le cas de la Tanzanie

Depuis plusieurs décennies, les partenaires au développement soutiennent le secteur de la santé, au cours des huit dernières années dans le cadre du programme sectoriel par le biais d'une approche sectorielle (SWAP).

Une grande proportion de fonds sont acheminés par des accords sectoriels communs afin d'améliorer la représentativité, réduire les coûts des opérations et promouvoir

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire


l'appropriation nationale. Toutefois, les partenaires au développement de la Tanzanie n'ont pas été assez actifs dans la promotion de l'égalité hommes-femmes dans le secteur de la santé, bien que quelques progrès aient été réalisés. Les partenaires au développement se sont efforcés de rehausser le profil de la santé sexuelle et reproductive et de faire pression pour franchir des étapes-clés dans ce domaine et pour la collecte de données ventilées par sexe dans le secteur de la santé. L'existence d'une stratégie d'égalité des genres constitue un pas dans la bonne direction.


Toutefois, les questions transversales telles que l'égalité des sexes se limitent souvent au niveau de la politique générale. L'égalité des genres est donc facilement mise de côté dans les approches sectorielles étant donné que d'autres priorités du gouvernement et des bailleurs de fonds prédominent. Des mesures ciblées en appui à l'égalité d'accès des hommes et des femmes à la santé doivent être soigneusement formulées pour s'assurer que des politiques sensibles au genre sont mise en pratique sur le terrain.

Source: *Joint External Evaluation of the Health Sector in Tanzania*. COWI/EPOS/GGI (2007) <http://www.um.dk/en/menu/DevelopmentPolicy/Evaluations/Publications/ReportsByYear/2007/2007-3.htm>

Comment le faire – les outils pour ceux qui désirent influencer les processus d'élaboration des politiques, peuvent être les suivants:

Pour diagnostiquer l'« égalité des sexes » de la politique et des processus de budgétisation, de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des programmes liés, utilisez:

 **Outil T3:** Analyse de genre de la SRP ou du programme sectoriel

 **Outil T4:** Aide-mémoire de l'analyse *ex ante* de la sensibilité au genre de la SRP ou du programme sectoriel



Evaluation des politiques conscientes du genre²⁰

Entreprendre une évaluation des politiques conscientes du genre revient à examiner les politiques et programmes financés par le budget dans une perspective de genre et à se poser la question: « De quelles façons les politiques et leurs affectations de ressources associées sont-elles susceptibles de réduire ou de renforcer les inégalités de genre? ». L'analyse implique une étude minutieuse des implications explicites et implicites de l'égalité des genres, un examen des façons dont les priorités et les choix peuvent réduire ou renforcer les inégalités de genre.

POINT D'ENTRÉE 2: Programme sectoriel de dépenses à moyen terme

Le plan ou cadre sectoriel de dépenses à moyen terme (CDMT) est un outil et un processus de planification qui permet de s'assurer que l'on fasse le meilleur usage possible des ressources. Les CDMT sont importants car ils sont utilisés pour clarifier le niveau espéré de ressources internes et externes disponibles et comment elles seront utilisées. Les donateurs peuvent utiliser le cadre sectoriel de dépenses comme base pour décider si le gouvernement prévoit d'allouer les ressources en ligne avec ses priorités déclarées. Ceci peut être très important là où les donateurs fournissent un financement direct aux gouvernements et ne l'attribuent à aucune utilisation particulière.

²⁰ Pour plus de détails voir Holvoet 2006. Cit.

! Deux questions clés se posent ici pour les bailleurs de fonds:

- ✓ Quel montant d'appui financier doivent-ils apporter, quand et à quelle fin - pour s'assurer que les programmes sectoriels sont accessibles et durables et que les flux de financement sont prévisibles?
- ✓ Comment doit-il être acheminé pour accroître l'efficacité de l'aide en utilisant au maximum les systèmes du gouvernement et renforçant de ce fait ces systèmes et les capacités tout en maintenant bas les coûts d'opération.

La question clé qu'il faut soulever en rapport avec les CDMT est celle de savoir dans quelle mesure les différentes lignes budgétaires favoriseront l'égalité hommes-femmes. On peut avoir des fonds destinés à la promotion de l'égalité des genres, comme dans l'étude de cas du Népal présentée à la fin de cette section ou encore le financement en faveur de l'égalité des genres peut être intégré dans d'autres lignes budgétaires. Dans ce dernier cas, le bien-fondé de l'appui à la promotion de l'égalité des genres devrait être clairement expliqué.

Une question de financement courante est le financement des Ministères ou des services de la condition féminine. Les attributions multisectorielles et transversales de ces ministères signifie qu'ils sont en dehors du cadre sectoriel, ce qui peut aussi vouloir dire que leur financement en est par conséquent réduit. Les défenseurs de l'égalité des genres doivent par conséquent s'assurer que les institutions nationales de promotion de la femme continuent à bénéficier d'un financement adapté une fois que les SWAP sont mises en œuvre.²¹

Comment le faire:

! Outil T5. Les notions clés de l'analyse et du suivi des budgets dans une perspective de genre (Cadre du cycle budgétaire d'Elson et les trois catégories de dépenses de Budlender et de Sharp).

Pour ceux qui sont chargés de l'élaboration des cadres de dépenses à moyen terme

! Cadre des politiques économiques à moyen terme conscientes du genre

Cet outil permet aux gouvernements d'intégrer les variables de l'égalité des genres dans les modèles sur lesquels repose la planification des dépenses publiques à moyen terme. On peut le faire en ventilant par sexe toutes les variables utilisées (ex. la fourniture de la main-d'œuvre) ou en incluant de nouvelles variables pour représenter l'économie domestique non rémunérée, basées sur les exercices permettant de quantifier le temps passé par les femmes (et les hommes) au travail dans la famille et la communauté ou dans l'économie informelle, généralement visible dans les statistiques nationales.

Pour des détails et exemples, voir Holvoet, N. (2006), Gender-budgeting and its usefulness in programme-based approaches, a Briefing Note for EC staff, p. 21 ou www.gender-budgets.org

²¹ Theobald, S. *et al* (2005) "Engendering the bureaucracy? Challenges and opportunities for mainstreaming gender in Ministries of Health under sector-wide approaches." *Health Policy and Planning*, 20 (3)

POINT D'ENTRÉE 3: Système de suivi de la performance (SSP)

Un SSP est un moyen de mesurer la performance du secteur dans l'ensemble et sert à évaluer les progrès vers l'atteinte des objectifs politiques.

Dans le cadre d'une SWAP, le suivi se fait généralement par des examens conjoints. Elles sont menées en fonction d'un calendrier qui convient au Gouvernement et comprend souvent une réunion d'examen conjointe et s'accordent sur les performances passées, prévoient l'avenir et prennent des engagements financiers appropriés. Ces examens sont dirigés par le Gouvernement mais doivent impliquer toutes les parties prenantes. Il existe souvent un processus d'examen annuel qui s'accompagne d'une évaluation réalisée par des consultants indépendants. Le progrès se mesure par confrontation des indicateurs de performance convenus qui s'inspirent des informations glanées dans diverses sources, notamment la collecte des données régulière. Ce processus d'examen est une occasion de sensibiliser sur l'importance de l'égalité des genres.

Un aspect important est que le progrès se mesure par le biais d'un ensemble d'indicateurs sectoriels dans le cadre d'un processus d'examen conjoint. Ces indicateurs, pris collectivement, donnent une image fiable des rendements du secteur. Ils identifient également les problèmes qui nécessitent des mesures supplémentaires. La performance générale est par conséquent jaugée en confrontant un petit nombre d'indicateurs de haut niveau.

Les questions clés questions en rapport avec les indicateurs de performance²² sont:

- ✓ Y a-t-il un nombre approprié d'énoncés de résultats de grande qualité sensibles au genre? (On peut avoir des énoncés de résultats et des indicateurs séparés, mettant l'accent sur l'égalité des genres ou bien ils peuvent être intégrés dans des énoncés de résultats plus généraux. Le personnel impliqué dans ces réunions au cours desquelles les indicateurs sectoriels sont choisis devrait être bien outillé avec des arguments convaincants pour l'inclusion des indicateurs considérés comme indispensables).
- ✓ Les processus de suivi et d'évaluation renferment-ils des informations clés liées à l'égalité des genres?
- ✓ Les questions liées à l'égalité des genres doivent-elles être incluses dans ces processus?
- ✓ Les données et les résultats sur l'égalité des genres seront-ils utilisés pour renforcer la programmation?



A titre d'exemple en Ouganda...

... dans les cas où les données sur la gestion sanitaire n'étaient pas régulièrement ventilées par sexe, les défenseurs de l'égalité des genres issus des bailleurs de fonds partenaires ont travaillé avec le Ministère de la santé pour s'assurer que l'examen à moyen terme du secteur de la santé aborde l'égalité des genres et l'équité. Au Mozambique, les données ventilées par sexe sur la TB et le VIH/SIDA sont disponibles, mais ne sont pas analysées régulièrement. Par conséquent les défenseurs se sont concentrés sur l'analyse.

²² Pour plus d'informations sur les indicateurs sensibles au genre dans le contexte des SWAPs, voir CE (2005) Boîte à outils pour l'intégration de la dimension de genre dans la coopération au développement de la CE, Chapitre 6, p. 87.

Comment le faire:

- ✓ **Outil pour gendériser le budget, le GFP et les indicateurs de l'éducation:** Holvoet, N. (2006), Gender-budgeting and its usefulness in programme-based approaches, pp. 39-40.

POINT D'ENTRÉE 4: Cadre de coordination sectorielle et partenariats

Un **cadre de coordination sectorielle** sous la direction du gouvernement comprend:

- i) la coordination des parties prenantes nationales, notamment gouvernementales (organes centraux et d'autres ministères et organes concernés) et des acteurs non gouvernementaux;
- ii) la coordination avec les bailleurs de fonds et entre eux.

Il n'y a pas une seule approche d'élaboration des accords de partenariat. Ils sont rarement l'aboutissement des étapes séquentielles claires. Ils évoluent plutôt, en commençant par des «accords fragiles» sur les priorités des politiques et de la programmation, puis en passant avec le temps aux accords et aux engagements plus formalisés et à des moyens plus structurés de travailler ensemble. Trois domaines de partenariat évoluent souvent dans les SWAP, et tous doivent intégrer le principe de l'égalité des genres:

- ✓ Surveillance et coordination, menées par le Gouvernement, notamment un processus d'examen annuel. Ce domaine implique un processus convenu pour avancer vers les systèmes harmonisés de rapports, de budgétisation, de gestion financière et d'achat.
- ✓ Les groupes de travail technique qui seront sûrement des **parties prenantes clés**. Une stratégie qui s'est révélée utile dans les SWAP du secteur de la santé au Mozambique, au Malawi et au Ghana était d'appuyer un groupe de consultation intersectorielle pour qu'ils développent des idées et créent des liens institutionnels, et d'encourager ceux qui font face aux défis de l'intégration du genre.²³
- ✓ Les règles adoptées, souvent définies sous forme d'un Protocole d'accord (PdA) ou Code de conduite.

**Quelques questions clés à poser par rapport au partenariat sont:**

- ✓ Les systèmes de rapports et de budgétisation prennent-ils l'égalité des genres en considération? Les budgets sont-ils élaborés de telle manière que les dépenses liées à la promotion de l'égalité des genres et les dépenses orientées vers les femmes et les filles puissent être suivies?
- ✓ Les groupes de travail technique ont-ils l'expertise nécessaire pour réaliser une analyse de genre appropriée et, si non, comment cette capacité peut-elle être renforcée?
- ✓ Est-il approprié d'inclure les références à l'égalité des genres dans le PdA (certains PdA sont des textes administratifs ne faisant aucune référence aux questions réelles ou aux thèmes transversaux)?
- ✓ Certains défis du partenariat et la complexité des SWAP peuvent se voir dans l'**exemple** de la seconde phase du programme de développement de l'enseignement primaire (PEDP II) de Bangladesh, présenté dans les études de cas ci-dessous.

²³ Theobald, S. et al (2005) "Engendering the bureaucracy? Challenges and opportunities for mainstreaming gender in Ministries of Health under sector-wide approaches." *Health Policy and Planning*, 20 (3)

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement
 Contenu obligatoire

POINT D'ENTRÉE 5: Consultation, cadres institutionnels et systèmes de responsabilité

Les approches sectorielles devraient se baser sur les consultations systématiques des clients et bénéficiaires des services gouvernementaux, et des agents non gouvernementaux qui fournissent ces services.

! Les questions suivantes permettront de déterminer s'il y a une consultation adaptée:

- ✓ Y a-t-il un mécanisme en place pour un processus structuré de consultation des bénéficiaires et d'autres parties prenantes, notamment les femmes et les filles, et, si non, un plan concret pour en créer un?
- ✓ Le plan distingue-t-il les différentes fonctions que les parties prenantes peuvent assumer et les types d'information dont on peut avoir besoin? En particulier, y a-t-il une distinction claire entre les mécanismes de consultation, qui recherchent des opinions, et les contributions aux prises de décisions, où les parties prenantes décident des affectations de ressources ou de la gestion de services?
- ✓ La structure des mécanismes de consultation est-elle bien intégrée au cadre de prestation des services? Les bénéficiaires locaux sont-ils consultés et impliqués comme il se doit? Y a-t-il un lien approprié avec le gouvernement local?
- ✓ Les difficultés d'obtenir les contributions des représentants sont-elles convenablement abordées – en particulier, les difficultés qui sont généralement associées à l'obtention d'une bonne participation des femmes.
- ✓ Y a-t-il un juste équilibre entre les enquêtes quantitatives et les processus participatifs plus qualitatifs?

POINT D'ENTRÉE 6 : Renforcement des capacités

Beaucoup reconnaissent que l'un des éléments déterminants pour la réussite consiste à prêter l'attention due au renforcement des capacités nationales à gérer tous les processus impliqués dans les programmes sectoriels: systèmes de gestion des dépenses publiques, cadres institutionnels, suivi de la performance, consultation et systèmes de responsabilité.

La priorité accordée à l'appropriation nationale implique un accent prononcé sur la qualité de tous ces processus, en termes d'efficacité et d'efficacité de la fourniture des services publics, particulièrement en rapport avec leur capacité à traduire les objectifs politiques adoptés dans la pratique. Cette capacité est particulièrement nécessaire pour les objectifs politiques qu'on peut avoir tendance à négliger au stade de mise en œuvre, notamment la promotion de l'égalité hommes-femmes, la non discrimination au travail et la protection environnementale; tout manque de ressources organisationnelles et de capacités permettant de traduire les objectifs d'égalité des genres en mesures et en résultats concrets et d'assurer le suivi de leur réalisation avec des indicateurs appropriés doit être comblé.

L'analyse de genre des politiques et des budgets du personnel du gouvernement et des acteurs de la société civile doit figurer dans tous les développements des capacités et assistances techniques prévues dans le contexte du programme sectoriel, particulièrement au cours des négociations sur l'appui des bailleurs de fond.

**Outils disponibles:**

- Le manuel des formateurs CE/Nations Unies bientôt disponible sur www.gendermatters.eu
- Renforcement des capacités sur la budgétisation du genre: www.gender-budgets.org

4. Genre et SWAP: Études de cas**Partenariats intéressants dans le programme de développement de l'enseignement primaire du Bangladesh (PEDP II²⁴)**

Certains défis du partenariat et la complexité des SWAP peuvent se voir dans l'exemple de la seconde phase du programme de développement de l'enseignement primaire (PEDP II) du Bangladesh.

Le PEDP II a été conçu à l'aide d'un processus de planification conjointe complexe et participatif impliquant les agences internationales et nationales, les organisations et les individus au cours des années 2001-2004. Plus tard, après un processus alambiqué de planification triennale et une longue période d'approbation, le PEDP II a été officiellement lancé le 8 septembre 2004.

Avec une enveloppe budgétaire totale de 815 millions USD, son objectif général est de fournir une éducation de qualité à tous les enfants du Bangladesh, objectif à atteindre au cours de la période de six ans 2004-2009. Il y a 11 bailleurs de fonds partenaires qui y ont pris part, sous la direction de la Banque asiatique de développement (BASD) et la Banque mondiale, l'ACDI, le DFID, la CE, l'IDA, la Norvège, les Pays-bas, l'Unicef/Australie et la JICA. Huit partenaires ont contribué à un fonds commun géré par la Banque asiatique de développement. Les contributions de l'AUSAID et du Gouvernement japonais se font par le biais de l'UNICEF qui, en collaboration avec la JICA, soutient le PEDP II à travers un financement parallèle.

Le PEDP-II est mis en oeuvre par la Direction de l'enseignement primaire (DEP). Au sein de la DEP, une petite cellule d'accès à l'éducation pour tous (AIEC) est chargée d'engager les efforts en matière d'inclusion sociale. Une étude de l'UNICEF révèle que le PEDP-II a fait des grands pas en avant en termes d'inclusion sociale au cours de ses trois premières années. En particulier, elle:

- ✓ a apporté à la DEP et au MoPME le langage de l'inclusion sociale ainsi qu'une sensibilité et une compréhension élevée de son utilité;
- ✓ a amélioré de façon significative la proportion hommes/femmes de nouveaux enseignants;
- ✓ a élaboré un cadre d'éducation pour tous et a une série de Plans d'action couvrant l'égalité hommes-femmes, les besoins spéciaux, les enfants vulnérables et tribaux;
- ✓ a commencé à intégrer les sessions d'égalité des genres dans toutes les formations courtes à l'intention des directeurs d'école, les formations des enseignants de matière et la formation en SMC.

Toutefois, cette étude fait remarquer par rapport au PEDP-II que les objectifs des SWAP étaient trop élevés. Un examen de la phase capitale de planification du PEDP-II a relevé des attentes irréalistes de la part des bailleurs de fonds et le manque de planification du renforcement des capacités appropriées au sein du gouvernement. En dépit du dynamisme du Groupe de consultation local de l'éducation, la coordination des bailleurs de fonds a aussi été compliquée, peut-être fallait-il s'y attendre avec un groupe varié de

²⁴ <http://www.oecd.org/dataoecd/47/17/41047158.pdf>

Module de formation: Intégration du principe d'égalité des genres dans la planification du développement

Contenu obligatoire

partenaires des bailleurs de fonds ayant des intérêts et des tailles divers. Ces problèmes ont tous entravé le travail vers l'inclusion et l'égalité hommes-femmes.

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

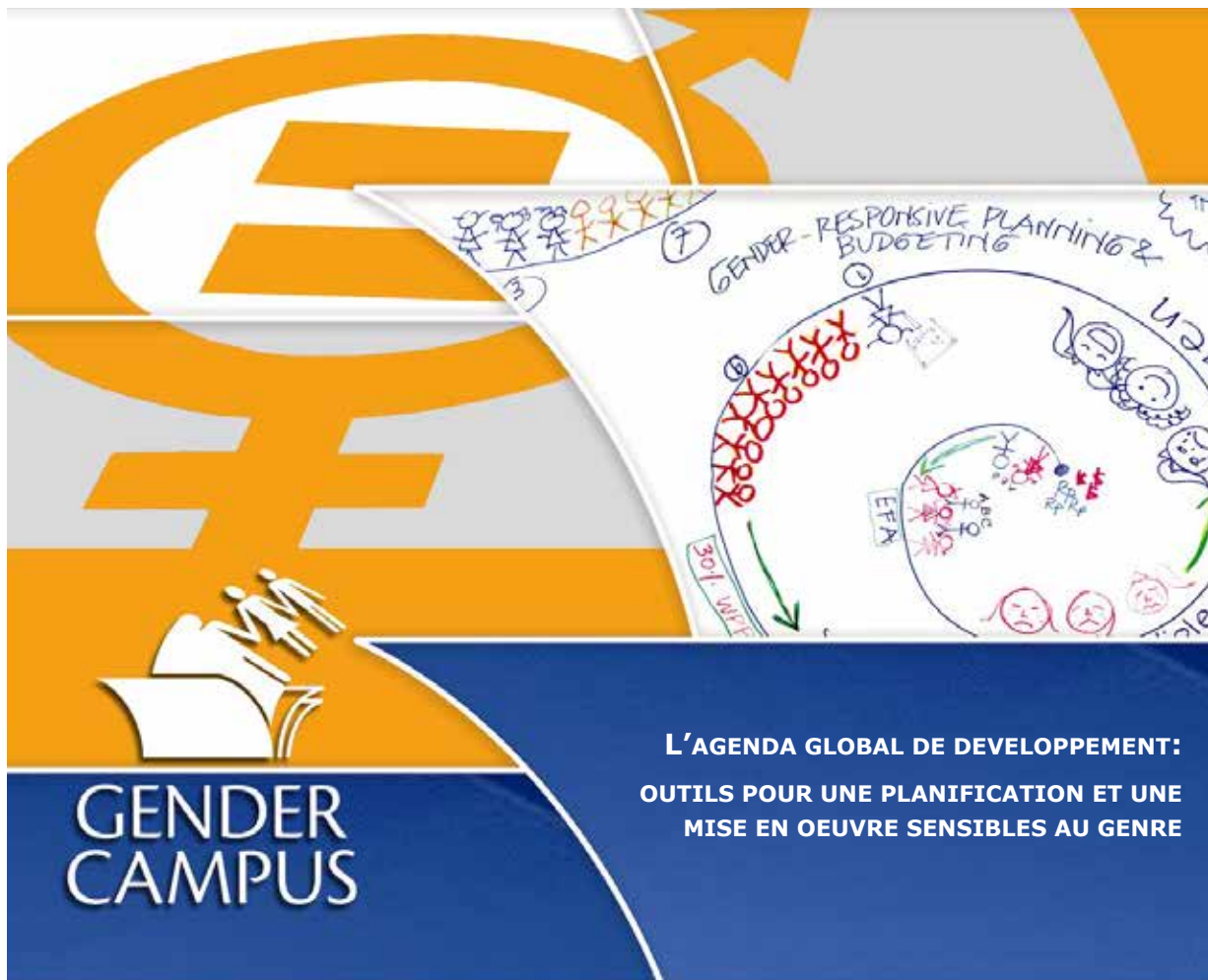
CAHIER POUR
LA FACILITATION

GUIDE MÉTHODOLOGIQUE D'INTÉGRATION DU GENRE DANS LE BUDGET NATIONAL: CAHIER DES PARTICIPANT(E)S

**MODULE ITCILO/ONU FEMMES
«BOÎTE À OUTILS POUR LA
PLANIFICATION ET LA BUDGÉTISATION
SELON LE GENRE DANS LA
PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT»**

ANNEX 2

CETTE ANNEXE EST FOURNIE SOUS FORME ÉLECTRONIQUE



BOÎTE À OUTILS

L'UNIFEM est le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme. Il soutient techniquement et financièrement des stratégies et des programmes novateurs visant à promouvoir l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. S'appuyant sur une approche fondée sur les droits, l'UNIFEM tente de renforcer la sécurité économique et les droits des femmes, de combattre le VIH et le SIDA chez les femmes et les filles et de favoriser la participation des femmes à la vie politique dans des zones en conflit et qui sortent de conflits. L'UNIFEM est l'agent d'exécution au niveau national du Partenariat entre la Commission européenne et les Nations Unies.

La **Commission européenne** est l'organe exécutif de l'Union européenne. Composée de 27 commissaires, la CE propose des actes législatifs et veille à l'application des traités. La Commission gère et exécute également les politiques communes et se charge des relations commerciales internationales ; elle est responsable de la gestion de l'assistance extérieure de l'Union européenne. La Commission préside le Comité de pilotage du Programme du Partenariat CE/Nations Unies sur l'égalité des genres pour le développement et la paix.

Le **Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail** (CIF-OIT) met son approche pratique du renforcement des capacités pour l'intégration de la dimension de genre à la disposition de tous les partenaires et acteurs du programme. Le CIF-OIT gère le site web du programme www.gendermatters.eu, propose des modules d'apprentissage en ligne pour le Partenariat CE/Nations Unies et participe au Service d'assistance pour les questions de sexospécificité et d'emploi de l'OIT.

Boîte à outils

Campus de Genre

© Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

Turin, Italie, 2009

www.gendermatters.eu

Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail

Viale Maestri del Lavoro 10

10127 Torino (TO)

Italie

site web: <http://gender.itcilo.org/cms>

Cette publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu n'engage que la responsabilité de l'auteur et des équipes de recherche ; il ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'UNIFEM ou du CIF-OIT et ne reflète en aucun cas l'opinion de l'Union européenne.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

CONTENU D'APPRENTISSAGE

OUTIL T1: Promouvoir l'égalité des sexes par la participation des parties prenantes	4
OUTIL T2: Accroître l'influence du genre dans la prise des décisions	10
OUTIL T3.1: Analyse de genre de la stratégie de réduction de la pauvreté/Swap	14
OUTIL T3.2: Aide-mémoire pour analyser la srp ou les swap selon genre.....	17
OUTIL T4: Aide-mémoire de l'analyse <i>ex ante</i> de la sensibilité au genre des stratégies de réduction de la pauvreté, des programmes sectoriels et des politiques macroéconomiques.	21
OUTIL T5: Notions clés de l'analyse et du suivi des budgets dans une perspective de genre	29
OUTIL T6: Travailler en partenariat pour maintenir le genre dans le programme politique	34
OUTIL T7: Grille de révision à mi-parcours des DSP.....	36

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

OUTIL T1 : Promouvoir l'égalité des sexes par la participation des parties prenantes

Qui doit utiliser cet outil et quand

Cet outil peut être utile à toutes les parties prenantes engagées dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une politique de lutte contre la pauvreté ou programme de développement au niveau national ou sectoriel.

Les deux premières parties fournissent des suggestions sur la manière d'incorporer une perspective de genre dans la participation. La troisième partie est un aide-mémoire conçu pour permettre aux usagers de d'analyser les processus de prise de décisions dans lesquels ils sont impliqués afin d'évaluer dans quelle mesure ils intègrent le genre et elle permet d'apporter des améliorations dans ce sens.

1. S'attaquer aux idées reçues implicites

La promotion de l'égalité des sexes nécessite que l'on surmonte les idées reçues qui peuvent influencer la façon dont les processus participatifs sont organisés.

IDEE REÇUE n° 1

« Les processus sont neutres quant au rapport de l'égalité de genre et par conséquent, ils n'ont pas un impact différent selon le genre...si la stratégie inclut des mécanismes de participation, les femmes et d'autres groupes de personnes sous-représentées participeront et les priorités d'égalité des genres seront intégrées. »

Dans la plupart des pays, les normes sociales empêchent encore les femmes - en particulier celles issues des groupes pauvres ou marginalisés - de participer pleinement à la prise des décisions à tous les niveaux.

On ne doit pas considérer que les « femmes » sont un groupe homogène dont les besoins peuvent être représentés par la plupart des individus de sexe féminin. Les identités sociales des femmes sont façonnées par d'autres facteurs (ethnicité, revenu, situation matrimoniale, droit de la propriété, classe, résidence, éducation, profession, religion).

En outre, il est improbable que les ONG, les syndicats ou les associations professionnelles à dominance masculine accordent la priorité aux intérêts des femmes pauvres... il se peut que « parler d'une seule voix » signifiera subordonner les intérêts propres aux femmes à ceux des hommes. Si les intérêts de nombreuses parties prenantes sont réunis dans une seule organisation ombrelle (ex. un ONG), l'inclusion des priorités des femmes et de l'égalité des genres n'est pas automatique.¹

Pour garantir une participation significative des femmes, il sera nécessaire d'évaluer les obstacles éventuels à leur participation et de définir les conditions dans lesquelles les femmes ou les hommes pauvres, issus de divers groupes sociaux, peuvent exprimer et négocier leurs priorités.

¹ 'Engaging with the World Bank and the IMF: a report for the Gender and Development Network' Terry, Geraldine (2001) cité dans Oxfam, Influencing Poverty Reduction Strategies, a Guide http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/democracy_rights/downloads/prsp_guide.pdf

IDEE REÇUE n° 2

« Les femmes (pauvres) sont « bénéficiaires » du développement, et non des décideurs et des ayants droits »

Les femmes sont considérées comme un groupe homogène (d'individus vulnérables) dont les besoins élémentaires, pratiques sont comblés.

Bien évidemment, il est important de collecter les renseignements sur les perceptions, les besoins, la division du travail, l'utilisation du temps et les problèmes des femmes et des hommes pauvres. Mais l'analyse selon le genre tend souvent à se limiter à la description de l'expérience des femmes/filles pauvres comme bénéficiaires finales au niveau micro (village, communauté, école). Leurs capacités – ou manque d'opportunités – en tant que décideurs à tous les niveaux (en qualité de cultivatrices, de consommatrices, de membres d'organisations, d'actrices économiques, d'administratrices locales ou dans leur capacité à influencer les institutions et les cadres réglementaires) sont généralement négligées. Par conséquent, lors de l'analyse des causes des faibles taux de participation des femmes, certaines contraintes qui nécessiteraient des actions au niveau méso et macro et qui pourraient être gérées dans le contexte d'une stratégie nationale de développement, sont mis de côté. Par exemple, la faible niveau de représentation dans les syndicats ou les organisations d'employeurs, la faible participation dans le marché du travail informel, la ségrégation professionnelle, les lois de la propriété ou du crédit, etc.

En bref: La participation sensible au genre doit intégrer:

1. L'équilibre des sexes (ou quotas minimums) dans les réunions/ateliers des parties prenantes. On considère que la masse critique nécessaire pour garantir que les questions des femmes sont prises au sérieux est généralement atteinte à un niveau de participation de 30%.
2. La sensibilité au genre des parties prenantes: capacité des parties prenantes classiques à représenter les intérêts spécifiques des femmes/égalité des genres au sein de leurs groupes (ex. les syndicats pour inclure les mesures de conciliation entre le travail et la famille dans leurs agendas; les employeurs pour inclure l'appui au développement de l'entrepreneuriat féminin, etc.).
3. Participation significative des ONG représentant les groupes de femmes dans toute leur diversité (femmes rurales, personnes âgées, personnes séropositives, femmes chef d'entreprise...).

2. Quelle est la participation « significative » ? PERSPECTIVES DE GENRE

La nature participative du processus de SRP ouvre d'importants points d'entrée pour intégrer les groupes les plus marginalisés dans l'élaboration des politiques.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

Il est nécessaire que les parties prenantes soient claires sur le **niveau de participation** qu'on doit espérer pour que le processus soit significatif.² Quatre niveaux de participation sont considérés, chacun nécessitant une attention particulière.

1. Partage d'information

Pour que l'information soit partagée entre les femmes et les parties prenantes « typique » du genre

- ✓ A quelle étape du processus de SRP (avant, pendant après la prise de décision)?
- ✓ Qui (quels groupes/représentation de femmes)?
- ✓ Comment (les documents sont-ils lisibles ou sous des formats purement technique, quelles langues sont utilisées pour informer les processus en cours et par quels canaux/moyens)?
- ✓ Où (faisabilité de l'assistance, moyens de transport, disponibilité de la nourriture, adéquation du choix du moment et du lieu)?

Pour pouvoir effectivement atteindre les acteurs « non classiques » tels que les parties prenantes du genre, les femmes ou d'autres groupes, l'information doit être facilement accessible et disponible dans les langues ou formats pertinents, avec des résumés clairs.

Ces critères s'appliquent aussi à tous les autres niveaux de participation.

2. Consultation

« Ceux qui dirigent le processus demandent les points de vue des parties prenantes, mais ne sont pas obligés d'en tenir compte. »

A moins que la consultation soit significative, elle peut être un gaspillage des ressources limitées des organisations de la société civile et un poids supplémentaire sur les femmes et les hommes pauvres dans l'équilibre de leurs rôles dans la production et le ménage. La capacité d'exprimer les points de vue et de présenter les besoins dans les forums publics doit peut-être être renforcée. Un autre problème est de savoir si ceux qui sont consultés, les OSC ou les parlementaires, représentent bien le point de vue de ceux avec qui ils travaillent.

On peut rendre ce processus inclusif et sensible au genre en:

- ✓ Les évaluations participatives de la pauvreté; les enquêtes et les forums publics organisés de manière à garantir que les voix de toutes les femmes et de tous les hommes sont entendues et prises en compte (voir **Pour en savoir plus au verso**)
- ✓ Les procédures consultatives formalisées établissant des calendriers clairs des événements publics dans lesquels les résultats des processus participatifs sont rapportés au public en formats clairs.

² Cette exigence est très importante dans le contexte où les SRP, tout comme les Directives sur les notes consultatives conjointes du personnel ne demandent pas aux personnel du FMI/BM d'évaluer la qualité du processus participatif en produisant un DSRP, mais seulement de le décrire.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

3. Prise de décision conjointe

Dans la plupart des pays, les défenseurs de l'égalité de genres aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement ont un faible pouvoir de décision, et par conséquent il est particulièrement difficile d'atteindre généralement un niveau adapté de participation, surtout des femmes et des groupes marginalisés.

Outils et stratégies pour poursuivre le processus

On peut citer une forte défense de la société civile et des plateformes de campagne ainsi que des relations étroites avec les parlements. Les groupes de travail sectoriel du gouvernement, un groupe de travail sur la réduction générale de la pauvreté, les groupes parlementaires féminins, etc. sont tous des structures dans lesquelles la société civile doit être présente et où la prise des décisions peut se développer.

4. Autonomisation

Elle impliquerait pour les femmes et les hommes pauvres une influence directe sur les initiatives; mais dans le processus de stratégie de réduction de la pauvreté, il est probable qu'il y ait des initiatives politiques pleinement engagées et contrôlées par la société civile, bien qu'il soit possible (par exemple une campagne organisée pour abolir le recouvrement des coûts dans la santé pourrait bien avoir un impact).

De façon générale, il est plus probable qu'il y ait ce niveau de participation en termes de suivi de la société civile de la mise en œuvre des politiques. Les groupes de femmes ont pu influencer la politique en établissant un suivi indépendant de l'impact sexospécifique des politiques spécifiques.

Pour en savoir plus:

OUTIL T2 ACCROÎTRE L'INFLUENCE DU GENRE DANS LA PRISE DES DÉCISIONS

Renferme les suggestions sur la façon de mettre en place une stratégie de défense ou de pression et offre de nombreux exemple de cas réussis.

Lecture supplémentaire:

- ✓ Guide de référence du DSRP, Chapitre 10, Annexe I, Note technique I.1 « Encourager la participation » www.worldbank.org/gender
- ✓ OCDE (2007), Guide à l'intention des non économistes pour la négociation des stratégies pour la réduction de la pauvreté. sur www.oecd.org/dac/gender.
- ✓ Disability International. On-line handbook on how to make PRSPs inclusive. <http://www.making-prsp-inclusive.org/>.
- ✓ OXFAM Guide to influencing PRSPs sur : http://www.oxfam.org.uk/what_we_do/issues/democracy_rights/downloads/prsp_guide.pdf

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

3. Aide-mémoire pour accroître la sensibilité au genre des processus politiques participatifs³

Cet outil peut être utilisé indépendamment ou de pair avec l'**Outil T2. Analyse rapide de genre de la SRP/SWAP**

	Notes
Dans quelle mesure les experts condition féminine et/ou en question de genre participent au processus de DSRP/SWAP, et précisément:	
✓ au stade de diagnostic, d'identification, de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation?	
✓ à divers niveaux de participation: diffusion de l'information, consultation et contribution effective?	
✓ à plusieurs niveaux: au sein du ménage (ex. dans cadre des questionnaires destinés aux ménages), au sein de la communauté, au niveau sectoriel (institutions sectorielles), au niveau national (gouvernement central, les ONG nationaux, les institutions financières...)?	
✓ dans les processus internes et externes au gouvernement?	
✓ en termes de participation des acteurs traditionnels du genre et la contribution de l'expertise en question de genre des acteurs classiques impliqués dans les processus de DSRP/SWAP)?	
✓ en termes de participation individuelle des femmes et des experts en questions de genre et de participation des groupes de femmes?	
✓ selon le revenu, la situation géographique, l'ethnicité, la caste, l'âge, la religion?	
Comment les processus participatifs sont organisés et prévus aux différents niveaux (macro, méso, micro) et précisément:	
✓ La mise en place (choix du moment, lieu, format) des processus consultatifs et la consultation des parties prenantes s'assurent-elles l'expérience dans les processus participatifs antérieurs (ex. leur succès en terme d'inclusion) est acquise?	
✓ les efforts sont-elles déployés pour faciliter les divers degrés de voix/d'agence dont jouissent les divers groupes (c'est-à-dire selon	

³ Adapté de HOLVOET, N. (2007) *New opportunities for gender equality?! PRSPs and SWAPs from a gender perspective*, Commission on Women and Development, Bruxelles.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
 au genre
Boîte à outils

le genre) dans la société (stratégie à court terme)?	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ des mesures précises sont-elles prises pour renforcer la voix/agence des groupes qui ont actuellement une note plus faible (stratégie à long terme)? 	
Quelles sont les capacités des experts en condition féminine/questions de genre impliqués dans les processus, en distinguant les situations internes et externes au gouvernement, et précisément en matière de:	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ compétences d'analyse de genre? 	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation? 	
Quelles sont les capacités des « institutions/défenseurs de l'égalité des genres » internes et externes au gouvernement?	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ compétences d'analyse de genre? 	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation? 	
Quelles sont les capacités des acteurs classiques (en distinguant les situations internes et externes au gouvernement)?	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ sensibilité au genre et compétences d'analyse 	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation? 	

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

OUTIL T2: Accroître l'influence du genre dans la prise des décisions⁴

Qui doit utiliser cet outil et quand

Cet outil donne des suggestions utiles pour un plaidoyer ou une stratégie de pression efficace.

Il peut être utile à tous les acteurs non économistes impliqués dans la SRP et désireux d'influencer le processus dans une perspective de genre. La plupart des suggestions données peuvent être facilement adaptées à d'autres approches basées sur les programmes (élaboration des politiques de développement ou des stratégies communes pays bénéficiaires/bailleurs de fonds).

Cet outil peut être utilisé indépendamment ou de pair avec l'**Outil T4 Aide-mémoire de l'analyse ex ante de la sensibilité au genre de la SRP ou du programme sectoriel.**

Accroître l'influence du genre dans la prise de décisions

Le processus de SRP (et de toutes les approches basées sur les programmes) a créé de nouvelles opportunités de participation plus étendue dans la planification économique. Cependant, les politiques macroéconomiques et structurelles étaient négociées principalement entre les gouvernements nationaux et les institutions de Bretton woods – la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) – avec la participation de la société civile, et en particulier les spécialistes en questions de genre. Parmi les approches qu'on pourrait adopter pour renforcer la « voix » des femmes et maximiser l'influence de la société civile, on peut citer:

✓ Cibler les acteurs clés

Dans de nombreux pays, les évaluations participatives de la pauvreté ont été entreprises pour recueillir les opinions et les faits vécus par les femmes et les hommes pauvres. Malheureusement, les données sur les dimensions de la pauvreté par sexe ont été ventilées en conséquence, éclipsant les inégalités de genre. Par conséquent, les approches sensibles au genre fondées sur les preuves disponibles n'ont pas été incluses dans les SRP finalisés. Il peut être payant de cibler les activités de plaidoyer liées à l'équipe de rédaction de la SRP est généralement réduit et manque d'expertise en égalité des genres. La réussite du travail de pression et de plaidoyer dépendra largement de la profondeur de la conviction des décideurs de gouvernements nationaux, de la Banque mondiale et du FMI que les objectifs politiques tels que la réduction de la pauvreté et la stimulation de la croissance seront mieux atteints si les relations de genre sont prises en compte. Les arguments et les recommandations doivent être présentés de manière concise et précise. Les documents préparatoires qui résument les faits, les chiffres, les principaux arguments ou des informations spécifiques au secteur à l'intention des parlementaires et d'autres décideurs clés sont de grande valeur.

✓ Comprendre le processus de prise de décision

⁴ Cet aide-mémoire est un extrait de OCDE (2007), Guide à l'intention des non économistes pour la négociation des stratégies pour la réduction de la pauvreté. Le texte comporte un vaste ensemble d'outils d'analyse et est disponible sur www.oecd.org/dac/gender.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

Il est indispensable que les négociations abordent les bonnes personnes au bon moment avec des arguments appropriés. La planification et la budgétisation suivent normalement un calendrier standardisé, si bien que les activités de pression et de plaidoyer doivent être prévues en conséquence. Une collaboration étroite entre les ministères du genre ou de la femme et les organisations de la société civile est nécessaire étant donné que les premiers sont informés de l'emploi de temps du processus politique, des règles internes et des personnes qui ont le pouvoir de changer les politiques, tandis que les dernières ont souvent de bonnes capacités de plaidoyer et plus de portée pour construire un argument solide. L'intégration des dimensions de l'égalité des genres dans la planification et la budgétisation sera plus viable si la perspective de genre est intégrée dans les processus et des formalités administratifs tels que les règles, les guides, les aide-mémoire et les formulaires.

Le Programme du réseau chargé des question de genre en Tanzanie a persuadé le Ministère de la planification à changer ses directives budgétaires pour l'élaboration du budget annuel de 2001 dans six secteurs pilotes afin que les différents besoins et priorités des hommes et des femmes soient pris en compte.

✓ Renforcer les capacités

Pour que les arguments soient pris au sérieux par les décideurs, il est indispensable de parler leur langage. Les non économistes impliqués dans le processus de SRP doivent développer leur compréhension des fondamentaux de la prise des décisions, les outils et les concepts et ils doivent avoir une expertise en analyse de genre. Le renforcement des capacités des groupes de femmes et des parlementaires doit inclure l'alphabétisation et l'analyse basée sur le genre des données économiques.

✓ Demander assez de temps

Les organisations non gouvernementales (ONG) et les lobbyistes sont souvent piégés dans « une dynamique nationale » dans laquelle ils doivent faire des commentaires sur le projet de chapitre ou identifier les priorités politiques dans un très court délai. Les ONG doivent prendre l'initiative de trouver assez de temps pour consulter leurs groupes d'intérêt ou pour rassembler les informations afin d'éviter des réponses hâtives et superficielles de piètre qualité. Dans le cas contraire, le mouvement des femmes risque de perdre sa crédibilité. Les bailleurs de fonds doivent soutenir cette initiative.

✓ Associer la recherche et le plaidoyer

Même si les organisations des femmes ont été formées en notions économiques, il est improbable qu'elles puissent mener des analyses économiques pointues, très quantitatives, statistiques et techniques. Il peut être utile que les groupes de plaidoyer des femmes s'associent aux instituts de recherche économique qui peuvent fournir l'expertise nécessaire à l'évaluation critique des politiques dans une perspective de genre et dans l'élaboration d'autres politiques pro-pauvres et équitables entre les sexes.

Le réseau FEMNET de la femme africaine et l'institut de recherche économique KIPPRA du Kenya ont collaboré efficacement pour renforcer le dialogue social sur les questions de genre. FEMNET a demandé à deux chercheurs en économie du KIPPRA d'analyser le cadre macroéconomique du DSRP du Kenya dans une perspective de genre et s'est servi des résultats obtenus pour

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

promouvoir un dialogue public sur le genre et la macroéconomie. Il en est résulté une conscience de la nécessité d'intégrer l'égalité des genres au niveau⁵ macroéconomique.

✓ **Exercer des pressions pour que davantage de femmes accèdent à des postes de prise de décision**

Bien qu'un nombre élevé de femmes à la prise des décisions économiques ne fournisse aucune garantie de politiques plus équitables entre les sexes, il y a des preuves convaincantes que les priorités, les expériences et les intérêts des femmes seront exprimés dans la prise des décisions dans une plus grande mesure en de telles circonstances.

La réservation des sièges pour les femmes dans le gouvernement local de l'Inde semble avoir eu un impact significatif sur les décisions d'investissement et a permis de promouvoir les questions que les femmes ont jugées particulièrement importantes, notamment les infrastructures qui permettent de gagner du temps.

✓ **Créer des alliances stratégiques**

Plus le nombre de personnes ou d'organisations qui font pression pour changer le cadre macroéconomique national et international est élevé, plus il est probable d'avoir un impact positif. Les alliances stratégiques doivent être créées avec les personnes ayant une telle disposition d'esprit dans les institutions pertinentes.

Au Kenya, un document de conception sur le genre et la réduction de la pauvreté a été préparé par 30 ONG de femmes au cours de l'élaboration du DSRP intérimaire. L'examen de ce document dans différents forums a abouti à l'appropriation commune des sujets. Chaque organisation a mis son expertise, ses réseaux et ses contacts à disposition. Le réseau a pu élever le nombre de participants féminin à l'atelier national des parties prenantes sur la préparation du DSRP intérimaire de 1 à 12.⁶ Au Guatemala, une alliance entre le mouvement des femmes et le « Secretaría de la Mujer » (Secrétariat de la femme) a permis de reconsidérer le chapitre du DSRP intérimaire traitant de l'environnement et de l'agriculture dans une perspective de genre.

✓ **Associer les priorités de genre aux budgets**

La création d'alliances et de relations stratégiques peut aussi permettre de s'assurer que les priorités de la SRP sont traduites en affectations budgétaires. L'expression claire des besoins différentiels des hommes et des femmes rend plus facile l'intégration des priorités de l'égalité de genre dans les budgets. Les initiatives budgétaires sensibles au

⁵ Wandia, M., The Process of Integrating Gender in the PRS Process in Kenya and the Challenges Encountered by the Gender Lobby Groups: <http://www.femnet.or.ke/documents/prsp.pdf>.
Were, M. and J. Kiringai, Gender Mainstreaming in Macroeconomic Policies and Poverty Reduction Strategy in Kenya: http://www.femnet.or.ke/documents/gender_mainstreaming.pdf.

⁶ On peut trouver une bonne description du processus de pression et de plaidoyer dans: Shiverenje, Hudson: Engendering the Interim Poverty Reduction Strategy Paper and MTEF Process: Participatory Policy Making Approach – The Case of Collaborative Centre for Gender and Development. http://www.eurodad.org/uploadstore/cms/docs/prsp_gender_kenya.doc

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

genre ont utilisées différents outils pour contrôler l'impact des politiques macroéconomiques en permanence.

Le Programme du réseau chargé des questions de genre en Tanzanie a créé une coalition des parties prenantes ayant une telle disposition d'esprit. Les activités de budgétisation de genre ont été menées par les équipes de chercheurs qui comprenaient des activistes du genre, les intellectuels et les agents de l'État chargés de la planification et de la budgétisation qui ont donné accès aux données qu'il serait autrement difficile d'obtenir. Au fil des ans, une grande relation de confiance créée avec le gouvernement a permis des consultations informelles et l'accès aux informations pertinentes. (<http://www.tgnp.co.tz>).

✓ Être précis, concentré, réaliste et stratégique

Il peut être complexe de planifier les procédures. La probabilité de changer les ébauches de politiques augmente si les recommandations sont axées sur des priorités précises et présentent des implications budgétaires réalistes.

Au Kenya, le Centre de collaboration pour le genre et le développement a pu faire pression pour l'augmentation des affectations budgétaires dans les domaines tels que la santé reproductive et la conservation de l'eau rurale en changeant leur approche. Auparavant, le Centre avait fait des déclarations de politique générale. Dès qu'il a commencé à présenter des recommandations concrètes en rapport avec les affectations budgétaires, il est devenu plus influent. Leurs recommandations étaient basées sur un document d'orientation portant sur le thème « genre et réduction de la pauvreté au Kenya », soutenu par une coalition d'environ 30 différentes organisations de femmes.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

OUTIL T3.1: Analyse de genre de la stratégie de réduction de la pauvreté/Swap⁷

1. Qui doit utiliser cet outil et quand

Il s'agit d'un diagramme diagnostic rapide qui peut être utilisé par ces acteurs – ministères nationaux qui ne sont pas directement chargés de l'élaboration de la politique en cours d'examen – afin de diagnostiquer « de façon éclairée » la sensibilité au genre des DSRP et des SWAP.

Le diagramme s'interprète à l'aide d'une approche analytique et en harmonie avec les principales étapes d'un DSRP, mais moyennant un peu de « créativité » il peut être appliqué aux programmes sectoriels ou d'autres processus politiques.

2. Comment utiliser l'analyse rapide de genre

Analysez le contenu de la SRP pour avoir une évaluation préliminaire de la sensibilité au genre du DSRP en termes de :

- contenu et processus;
- les différentes phases du diagnostic des politiques à l'évaluation en passant par le suivi.
- toutes les quatre dimensions de l'analyse de la pauvreté/contexte (capacités, opportunités, sécurité, autonomisation).

Vous pouvez vous laisser guider par l'aide-mémoire de l'annexe dans votre analyse.

Cette approche vous permettra de déterminer si:

- vous devez passer à une analyse plus approfondie de l'impact éventuel de la politique sur le genre (par exemple en utilisant des aide-mémoire plus détaillés fournis sous forme d'outils T1 ou T4);
- Des mesures nécessitent d'être renforcées dans certaines dimensions;
- dans certains secteurs, il y a de bons exemples qui peuvent être utilisés pour « répandre la bonne pratique ».

3. Comment utiliser les notes

Notez chaque phase (et ses différents composants analytiques) sur la sensibilité au genre du contenu d'un DSRP et les processus sous-jacents y définis.

- **SC = notation du contenu** (sur une grille de 0 à 3), sur la base de la présence/absence d'une discussions sur les questions de genre:

0	=	impossible de préciser sur la base des informations disponibles
1	=	questions de genre totalement absentes, non mentionnées
2	=	référence marginale au genre au genre
3	=	discussion approfondie des questions de genre
- **SP = notation du processus** (sur une grille de 0 à 2), sur la base de la présence/absence de l'expertise en condition féminine/questions de genre au sein des différentes phases du processus de DSRP:

0	=	impossible de préciser sur la base des informations disponibles;
---	---	--

⁷ Adapté de HOLVOET, N. (2007) *New opportunities for gender equality?! PRSPs and SWAPs from a gender perspective*, Commission on Women and Development, Bruxelles.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

- 1 = absence de l'expertise en condition féminine et ou en questions de genre dans le processus (ministère du genre, points focaux du genre, groupes de femmes, le mouvement des femmes, les femmes individuelles);
- 2 = présence de l'expertise en condition féminine et ou en questions de genre dans le processus

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

ANALYSE RAPIDE DE GENRE				
Évaluez la sensibilité au genre des phases et des dimensions suivantes de la stratégie de réduction de la pauvreté (0 = ABSENTE à 3 = ÉLEVÉE) (1) (2)				
	Diagnostic et analyse (de la pauvreté)	Identification des priorités et des stratégies	Budgétisation et mise en œuvre	Suivi et évaluation
CONTENU	<p>Pauvreté basée sur les données monétaires SC</p> <p>Capacités: Évaluer la sensibilité au genre dans le secteur des services publics, plus précisément: éducation, santé, eau et assainissement, énergie, transport SC</p> <p>Opportunités: Avec une autre répartition éventuelle par secteur, plus précisément: emploi et rémunérations, participation au marché du travail, PME, accès aux facteurs de production et leur contrôle (ex., capital et pays) SC</p> <p>Sécurité: Avec une autre répartition éventuelle par vulnérabilité aux risques économiques, pénurie alimentaire, violence, risques environnementaux SC</p> <p>« Voix » individuelle et collective et agence (« autonomisation »): Avec une autre répartition éventuelle au niveau du ménage, de la communauté, national SC</p>	<p>Capacités SC Avec une autre répartition éventuelle par secteur</p> <p>Opportunités avec une autre répartition éventuelle par secteur SC</p> <p>Sécurité: SC Avec une autre répartition éventuelle</p> <p>« Voix » individuelle et collective et agence (« autonomisation »): SC Avec une autre répartition éventuelle</p>	<p>Cadre macroéconomique général et cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) SC</p> <p>Budgétisation et affectation de ressources SC Si possible, faites la différence entre: -Capacités -Opportunités: -sécurité -voix/agence ou entre les secteurs</p> <p>Questions de mise en œuvre (identification des programmes précis, des modalités précises des services, etc.): SC Si possible, faites la différence entre: - Capacités - Opportunités: - sécurité - voix/agence ou entre les secteurs</p>	<p>Système de suivi et d'évaluation SC</p> <p>Instruments de suivi et d'analyse SC (instruments pour la collecte des données et l'analyse)</p> <p>Cibles indicateurs, possible et si en distinguant: SC - Capacités - Opportunités: - sécurité - voix/agence ou entre les secteurs</p>
PROCESSUS	SP(2)	SP	SP	SP

(1): SC: Notation de la sensibilité au genre du contenu (analyse sur la base du DSRP et attribution d'une note sur une grille de 0 à 3)

(2): SP: Notation de la sensibilité au genre du processus (analyse sur la base du DSRP et attribution d'une note sur une grille de 0 à 2)

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR LA FACILITATION

OUTIL T3.2: Aide-memoire pour analyser la SRP ou les swap selon genre

PROCESSUS

Dans quelle mesure les experts condition féminine et/ou en question de genre participent au processus de DSRP/SWAP, et précisément:

- ✓ au stade de diagnostic, d'identification, de planification, de budgétisation, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation?
- ✓ en termes de divers niveaux de participation: diffusion de l'information, consultation et contribution effective?
- ✓ à plusieurs niveaux: au sein du ménage (ex. dans cadre des questionnaires destinés aux ménages), au sein de la communauté, au niveau sectoriel (institution sectorielles), au niveau national (gouvernement central, les ONG nationaux, les institutions financières...)?
- ✓ dans les processus internes et externes au gouvernement?
- ✓ en ce qui concerne la participation des acteurs traditionnels du genre et la contribution de l'expertise en question de genre des acteurs classiques impliqués dans les processus de DSRP/SWAP)?
- ✓ en termes de participation individuelle des femmes et des experts en questions de genre et de participation des groupes de femmes?
- ✓ selon le revenu, la situation géographique, l'ethnicité, la caste, l'âge, la religion?

Comment les processus participatifs sont organisés et prévus aux différents niveaux (macro, méso, micro)? - Et précisément:

- ✓ La mise en place (choix du moment, lieu, format) des processus consultatifs et la consultation des parties prenantes intègrent-elles les expériences vécues dans les processus participatifs antérieurs (ex. leur succès en terme d'inclusion)?
- ✓ les efforts sont-elles déployés pour faciliter les divers degrés de voix/d'agence dont jouissent les divers groupes (c'est-à-dire selon le genre) dans la société (stratégie à court terme)?
- ✓ des mesures précises sont-elles prises pour renforcer la voix/agence des groupes qui ont actuellement une note plus faible (stratégie à long terme)?

Quelles sont les capacités des experts en condition féminine/questions de genre impliqués dans les processus, en distinguant les situations internes et externes au gouvernement, et précisément en matière de:

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

✓	compétences d'analyse de genre?
✓	les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation?
Quelles sont les capacités des « institutions/défenseurs de l'égalité des genres » internes et externes au gouvernement en termes de:	
✓	compétences d'analyse de genre?
✓	les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation?
Quelles sont les capacités des acteurs classiques (en distinguant les situations internes et externes au gouvernement) en termes de:	
✓	sensibilité au genre et compétences d'analyse?
✓	les compétences en analyse de politique générale, en planification, en budgétisation, en suivi et en évaluation?

CONTENU

- ✓ Les questions de genre sont-elles bien analysées à travers le texte ou se limitent-elles à des références éparses et sélectives?
- ✓ Quelles parties prenantes participent au débat sur les questions de genre? Les questions de genre sont-elles intégrées dans les contributions des différents acteurs?

Diagnostic et analyse

- ✓ Le diagnostic et/ou l'analyse de la pauvreté prennent-elles en considération les questions de genre dans les différents secteurs ou dimensions de la pauvreté? Prennent-ils en compte le fait que les hommes et les femmes ont tâches et des attributions de temps différentes, différentes proportions de travail rémunéré et non rémunéré, des droits, des obligations, des besoins, des limites et des opportunités différents?
- ✓ Les sources existantes d'indicateurs et d'analyse de genre sont-elles utilisées (bases de données nationales et bases de données internationales telles que le PNUD, l'IDSDH ou le MEC, Banque mondiale Genderstat, indice sur l'inégalité entre les sexes du Forum économique mondial)?
- ✓ Les méthodes de collecte données existantes intègrent les dimensions de genre par:
 - l'utilisation des indicateurs ventilés par sexe?
 - l'utilisation des indicateurs pour circonscrire l'étendu des inégalités de sexe?
 - l'inclusion des indicateurs qui pourrait mesurer les inégalités de genre (ex. liées à la santé reproductive et sexuelle)?
 - mappage des différences intra-ménage dans les questionnaires destinés aux ménages?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

- ✓ Y a-t-il des différences dans la façon dont le genre est considéré dans l'analyse des différents secteurs? Pourquoi?
- ✓ l'évaluation pays du genre et les analyses existants au niveau national ou d'autres rapports sont-ils préparés par le Ministère du genre (rapport de la CEDAW) auquel on fait référence?
- ✓ Les cadres d'analyse de genre existants (Harvard, Moser) sont-ils appliqués au niveau local/méso?

Identification des priorités et des stratégies

- ✓ Les priorités et les cibles sont-elles définies par les politiques internationales (ex. OMD)/nationales/sectorielles de l'égalité des genres examinées et intégrées dans la définition des priorités?
- ✓ Dans quelle mesure les résultats du diagnostic (sensible au genre) doivent-ils être pris en compte à l'étape d'identification des priorités et des stratégies.
- ✓ Dans quelle mesure les priorités et les stratégies prennent-elles en considération la relation d'influence mutuelle entre « (in)égalité de genre » et « développement » ? En particulier:
 - Reconnaît-on que les hommes et les femmes peuvent être affectés diversement par chaque politique/programme?
 - Les mesures politiques/programmes examinent-ils leur impact éventuel sur le domaine reproductif non rémunéré?
 - L'influence des relations/déséquilibres de genre existants est-elle prise en compte dans l'évaluation de l'impact, de l'efficacité, de l'efficacéité et de la viabilité probables des mesures prévues?
- ✓ Des mesures sont-elles définies au niveau des besoins pratiques ou stratégiques du genre?
- ✓ Les priorités et les mesures identifiées dans les rapports officiels existants élaborés par le ministère du genre et/ou les cellules de genre au sein des ministères responsables sont-elles prises en considération?
- ✓ Des activités sont-elles organisées pour renforcer le cadre institutionnel chargé d'intégrer la dimension de genre dans les diverses phases du DSRP/SWAP?
- ✓ Y a-t-il des différences par secteur entre l'ampleur de l'intégration du genre dans l'identification des priorités et des stratégies? Pourquoi?

Budgétisation et mise en oeuvre

- ✓ Les priorités et les stratégies sensibles au genre sont-elles identifiées dans la phase précédente et les ressources nécessaires y sont-elles allouées?
- ✓ Les priorités et les stratégies sensibles au genre identifiées dans la phase précédente sont-elles également associées aux mécanismes de mise en oeuvre et de gestion?
- ✓ La dimension de genre est-elle intégrée dans les cadres de gestion axée sur les résultats (notamment les cadres logiques)?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

- ✓ La dimension de genre est-elle intégrée dans le Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT)?⁸

Indicateurs, suivi et évaluation

- ✓ Dans quelle mesure les indicateurs sont-ils ventilés par sexe? Y a-t-il des différences entre différents secteurs?
- ✓ Des indicateurs spécifiques sont-ils ajoutés pour le suivi et l'évaluation des mesures au niveau de la promotion de l'égalité des sexes?
- ✓ Dans quelle mesure la dimension de genre est-elle intégrée dans les approches/instruments utilisés pour le suivi et l'évaluation? Dans quelle mesure, par exemple, la dimension de genre est-elle intégrée à:
 - l'analyse de l'incidence de profit des services publics et des budgets correspondant?
 - évaluation de la prestation de service par les usagers (potentiels) - enquêtes sur la fourniture des services.
 - enquêtes sur les ménages?
 - Examen des dépenses public (EDP)?
 - analyses de l'impact?
- ✓ Dans quelle mesure les résultats du suivi et de l'évaluation sont aussi intégrés dans les périodes suivantes des DSRP et des SWAP (nouveau diagnostic, identification des priorités, etc.)?

⁸ Pour les outils permettant d'élaborer des CDMT sensibles au genre, consultez HOLVOET (2006) .

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

OUTIL T4: Aide-mémoire de l'analyse ex ante de la sensibilité au genre des stratégies de réduction de la pauvreté, des programmes sectoriels et des politiques macroéconomiques.

Qu'est-ce que cet outil et comment peut-on l'utiliser?

Cet outil est principalement basé sur un aide-mémoire conçu en mars 2003 à la « Réunion d'experts sur l'intégration des questions sexospécifiques dans les DSRP de plusieurs pays africains choisis » (2006) Gender Guide to IMF/World Bank Lending, pp. 32– 36.

Il peut être utilisé pour analyser le contenu des documents de politique et de programme et leurs mesures de reformes proposées, par tous ceux qui désirent accéder à l'impact probable des reformes politiques au niveau macroéconomique et sectoriel.

Le cadre macroéconomique des stratégies de réduction de la pauvreté

Les politiques macroéconomiques ont pour but de garantir la stabilité des prix, le plein emploi et un équilibre entre les importations et les exportations en recourant aux mesures fiscales, monétaires et de change. Bien que l'accent soit mis sur des variables très agrégées telles que le Produit intérieur brut, l'investissement, l'épargne et la balance de paiements, les résultats empiriques révèlent que l'impact des politiques macroéconomiques sur les ménages et les individus n'est pas neutre sous l'angle de l'égalité entre les sexes.

QUESTIONS DIRECTRICES

Les questions directrices suivantes sont conçues pour éclaircir l'impact sexospécifique des politiques macroéconomiques et structurelles et plaident en faveur d'une élaboration sensible au genre des mesures politiques.

1. Diagnostic de la pauvreté

- ✓ Comment le profil de pauvreté définit-il la pauvreté? La pauvreté est-elle comprise comme un état d'être ou comme une relation sociale? Ce profil prend-elle en considération l'idée selon laquelle la pauvreté est un phénomène multidimensionnel?
- ✓ Quelles sont les lacunes éventuelles de l'analyse? La stratégie s'attaque-t-elle aux causes qu'elle identifie?
- ✓ La stratégie identifie-t-elle l'inégalité de genre comme un facteur clé entraînant la pauvreté? La pauvreté a-t-elle été analysée comme un phénomène sexospécifique? Prend-elle en compte les diverses manières différentes dont les hommes et les femmes vivent la pauvreté, notamment les processus par lesquels ils s'appauvrissent ou sortent de la pauvreté?
- ✓ Que révèle le profil de pauvreté sur les différentes dynamiques ? Sur la base de l'analyse, peut-on saisir le rôle du genre dans le processus d'appauvrissement?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

- ✓ Les questions de genre sont-elles examinées comme un chapitre à part ou sont-elles intégrées dans toutes les discussions? Le genre est-il un simple ajout ou est-il complètement intégré dans le cadre macroéconomique?
- ✓ Quels types de données ventilées par sexe ont été fournies et où sont les principales disparités, en tenant compte du revenu, du salaire, du taux de participation, de l'accès à l'éducation, de la santé, de l'âge, des différences ethniques et régionales, des différences rurales et urbaines.
- ✓ Comment les pauvres ont-ils été conceptualisés: comme des catégories abstraites, homogènes (pauvre, main-d'œuvre, paysans) ou groupes différenciés? Le point de vue de qui est considéré comme le point de départ des analyses?
- ✓ Comment la stratégie mesure-t-elle la pauvreté, et ces mesures saisissent-elles convenablement les disparités de sexe? Par exemple, les données sur la pauvreté au niveau des ménages éclipsent les différences de genre intra-ménage en termes d'accès aux ressources.
- ✓ Les femmes sont-elles considérées comme une catégorie homogène ou bien les différences basées sur la classe, la race, l'ethnie, l'âge, l'affiliation politique et le lieu (rural/urbain) sont-elles gérées?
- ✓ Les femmes sont-elles taxées de groupe vulnérable? Si oui, comment leur statut en tant que groupe économiquement actif en est-il affecté?
- ✓ Dans un rapport sur la Bosnie Herzégovine (BiH), les ménages à chef féminin semblent être dans une situation plus avantageuse que les ménages à chef masculin. Quelles raisons pourraient expliquer cette divergence? Quelles sont les implications pour les politiques du DSRP de la BiH?
- ✓ Comment le ménage a-t-il été conceptualisé: comme une équipe dont le mari est le soutien de la famille et la femme une personne à charge ou bien comme un partenariat entre deux soutiens de famille? Comment la compréhension que la stratégie a de la structure familiale informe-t-elle la politique du bien-être économique et social?

2. Cadre macroéconomique

Reforme fiscale

- ✓ Quel genre de réforme fiscale la stratégie favorise-t-elle et dans quelle mesure influenceront-ils différemment les hommes et les femmes?
- ✓ Quels services le gouvernement supprimera-t-il en réduisant les dépenses gouvernementales, et les hommes et/ou les femmes bénéficient-ils de ces services?
- ✓ Le travail non rémunéré des femmes est-il mesuré et pris en compte?
- ✓ Quels sont les liens et les options entre l'économie des soins non rémunérés et l'économie formelle? Le travail non rémunéré des femmes compense-t-il la réduction des dépenses publiques?
- ✓ La TVA est une mesure régressive d'imposition, autrement dit elle taxe de façon disproportionnelle les personnes à faibles revenus. Quel sera l'impact de la réforme fiscale et de la TVA sur les femmes et les hommes pauvres? Comment les effets négatifs peuvent-ils être atténués ou réduits de façon significative? Les produits alimentaires de base et d'autres nécessités tels que les vêtements, les médicaments et les fournitures scolaires des enfants sont-ils exemptés de TVA?

Politique de taux de change et ciblage de l'inflation

- ✓ Les politiques macroéconomiques adoptées auront-elles un effet inflationniste ou déflationniste? Quels sont les secteurs les plus affectés par l'inflation ou la déflation? Les femmes ou les hommes sont-ils plus concentrés dans ces secteurs?
- ✓ Comment les habitudes de consommation des hommes et des femmes différentes et comment les consommateurs féminins et masculins sont touchés en augmentant et en réduisant les prix? Comment les fluctuations de prix affectent-elles la sécurité alimentaire des hommes et des femmes, des garçons et de filles au sein des ménages pauvres? Les changements en termes de sécurité alimentaire ont un impact plus considérable sur les ménages à chef masculin ou féminin?
- ✓ Les reformes entraîneront-elles plus de femmes que d'hommes dans le secteur informel ou bien l'inverse, et quel est l'impact de l'informalisation sur la sécurité sociale des femmes et des hommes?
- ✓ Quels sont les secteurs les plus affectés par la dévaluation du taux de change? S'agit-il des secteurs dans lesquels les hommes ou les femmes sont concentrés?
- ✓ Les taux d'épargne et les méthodes des hommes et des femmes diffèrent-ils? Comment seront-ils affectés par les politiques macroéconomiques?

Croissance et stabilité macroéconomique

- ✓ Quelle est l'option entre la stabilité macroéconomique et la fourniture des services de bien-être social? De quelles manières ont-elles un impact différent sur les hommes et les femmes?
- ✓ Quels types de stratégies, de mesures et de projets de lutte contre la pauvreté peuvent atténuer ces effets?
- ✓ Quels sont les services clés ou niveau de service qu'on ne saurait compromettre ou permettre de chuter en deçà d'un seuil critique? Quel est ce seuil?
- ✓ Le budget de la stratégie inclut-il un ciblage de genre pour réduire les inégalités d'accès aux opportunités et aux services?

Rationalisation, libéralisation et privatisation

- ✓ Comment les politiques macroéconomiques affectent-elles l'emploi général? Comment les marchés du travail sont-ils divisés par sexe? Quelles sont les proportions de la participation féminine et masculine dans la population active et quels sont les taux d'emploi? Quels sont les ratios hommes/femmes des travailleurs dans l'agriculture, la manufacture, les services le secteur informel et d'autres domaines? Lesquels de ces secteurs connaîtront une augmentation ou une baisse de l'emploi? Les femmes ou les hommes sont-ils licenciés de façon disproportionnelle en termes relatifs? Quel genre de sécurité sociale y a-t-il pour les femmes et les hommes licenciés?
- ✓ Quel est l'impact sur la structure familiale dans laquelle les hommes sont absents du ménage et travaillent à une distance qui les empêche de faire la navette?
- ✓ Quel est l'écart de salaire entre les femmes et les hommes? Se réduit-il ou s'agrandit-il? Quel sera l'impact de la stratégie, des politiques économiques sur l'écart des salaires?
- ✓ Quels sont les secteurs les plus affectés par les politiques de libéralisation? Qui sera perdant et qui sera gagnant?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

Reforme de l'administration publique et renforcement des institutions

- ✓ Les femmes ou les hommes sont-ils la majorité des employés du secteur public? Quel est/serait l'effet selon le sexe de la réduction des effectifs du secteur public?
- ✓ Quelle est la répartition des hommes et des femmes dans les divers grades du service civil?
- ✓ Quels types de réforme juridique cette stratégie propose-t-elle? Y a-t-il un accent sur la protection des droits de la propriété privée et de la propriété intellectuelle ou bien ces réformes protègent les femmes et les filles vulnérables? Les violences envers les femmes et la violence conjugale est-elle illégale? A quel âge une fille peut-elle se marier légalement? Quelles sont les différences basées sur le sexe dans le droit successoral et le droit de propriété? La loi formelle est-elle harmonisée avec la loi classique, ou bien y a-t-il réellement deux systèmes juridiques en place?

Investissement privé

- ✓ Quel genre d'investissement privé la stratégie favorise-t-elle? Quel sera l'impact de l'investissement en matière d'emploi sur les hommes et les femmes respectivement? Les femmes et les hommes ont-ils les capacités égales pour répondre et bénéficier de nouvelles opportunités économiques? Quelles sont les différences en termes de capacités? Qu'en est-il de la migration?
- ✓ Quels changements seront nécessaires dans le cadre juridique et institutionnel pour permettre aux femmes et aux hommes de tirer partie des nouvelles opportunités macroéconomiques? Le gouvernement a-t-il une législation du travail adaptée? Qu'en est-il des droits de l'homme?
- ✓ Le cadre réglementaire, par exemple les politiques de prêt, est-il discriminatoire à l'égard des femmes?
- ✓ Quelles sont les stratégies visant à surmonter ces barrières, et sont-elles intégrées dans le plan de développement?
- ✓ Les femmes et les hommes jouissent-elle d'une égalité d'accès à l'assistance juridique et à l'information?
- ✓ Quelles opportunités y a-t-il pour les femmes et les hommes de lancer, de développer et de gérer des micro-, petites, moyennes et grandes entreprises? Quelles sont les barrières liées au genre ou revenu auxquelles ces opportunités se heurtent? Les femmes jouissent-elle d'une égalité d'accès au crédit?
- ✓ Quelle est la proportion des femmes et des hommes qui font dans l'auto-emploi ou qui gèrent de micro-entreprises?

Échanges

- ✓ Quel sera l'impact des réductions tarifaires sur les fermiers, les entrepreneurs et d'autres travailleurs pauvres? Les réductions tarifaires baisseront ou augmenteront les revenus des hommes et des femmes?
- ✓ Quels sont les secteurs les plus affectés par les politiques de libéralisation des échanges? Les femmes ou les hommes sont-ils plus concentrés dans ces secteurs?
- ✓ La libéralisation résulte-t-elle en gains ou en pertes de revenus et d'emplois? Qui est gagnant ou perdant?
- ✓ La division par sexe du travail a-t-elle un impact sur la réponse du côté de l'offre à la libéralisation des échanges?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

- ✓ Les politiques d'approvisionnement des CDMT intègrent-elles les programmes d'actions affirmatives ciblant les entreprises dirigées par les femmes.

3. Stratégies sectorielles: Agriculture et foresterie, industrie et tourisme

Gestion agricole et forestière

- ✓ Les femmes jouissent-elles au même titre que les hommes du droit de posséder, d'acheter et de vendre du terrain?
- ✓ Quelle est la division du travail dans l'agriculture? Quelles plantes sont cultivées par les hommes et lesquelles par les femmes?
- ✓ Quels sont les rôles, les capacités techniques, les modes d'appropriation foncière respectifs des hommes et des femmes et l'accès à la technologie et au crédit, les services de vulgarisation et les moyens de productions?
- ✓ Quelles sont différences en matière de productivité par sexe?
- ✓ Les subventions agricoles proposées cibleront-elles les paysans et les paysannes de manière à promouvoir l'égalité de genre ou à renforcer l'inégalité?
- ✓ D'autres investissements en matière d'agriculture et de foresterie ciblent-ils les femmes ou les hommes en priorité?
- ✓ Les femmes et les hommes ont-ils les mêmes perspectives pour répondre aux nouveaux systèmes de primes dans le secteur agricole? Les normes et les valeurs socioculturelles imposent-elles les mêmes contraintes sur les femmes et les hommes? La division sociale du travail tels que les responsabilités des soins à l'enfant et l'accès aux droits de la propriété aura-t-il un impact sur leur capacité à entreprendre de nouvelles opportunités économiques.

Manufacture et agro-industrie

- ✓ Les hommes ou les femmes prédominent-ils dans les industries stratégiques tels que le façonnage du bois, la transformation des produits alimentaires, le textile, les produits en cuir et les chaussures, le travail du métal, les industries d'extraction, le tourisme, l'énergie et les technologies de l'information et de la communication (TIC)?
- ✓ Est-il nécessaire de cibler la formation sur la réalisation de l'égalité de chances? Envisager la conception de la formation et des programmes sociaux pour les travailleurs masculins et féminins.

Le tourisme et le secteur des services

- ✓ Comment les femmes et les hommes seront affectés par les investissements dans le tourisme? Par exemple, la prostitution est-elle résultat éventuel de la croissance dans ce secteur? La prostitution est-elle légale? Si oui, des services médicaux sont-ils disponibles?
- ✓ Quelles différences y a-t-il dans les rôles que la stratégie prévoit pour les hommes et les femmes en termes de sécurité de l'emploi et création de revenus?
- ✓ La stratégie soutient-elle les rôles de production des revenus des hommes et des femmes dans la gestion des hôtels et les entreprises liées au tourisme, les marchés de l'artisanat et le guide touristique?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

4. Création des infrastructures: Transport, électricité et énergie, télécoms et TIC et industries extractives

Transport

- ✓ Quelles doivent être les priorités d'investissement pour la construction des routes et des chemins de fer? Les investissements dans le transport visent à renforcer l'accès aux écoles, aux installations sanitaires, aux marchés locaux et aux autres services ou accroître les exportations?
- ✓ Qui décide par où les routes doivent passer? Les hommes et les femmes participent-ils au même titre à la prise des décisions?
- ✓ Quelles industries de transport sont en cours d'examen pour la privatisation et quelles seront les privatisations d'une telle mesure pour les femmes et les hommes pauvres?

Électricité et énergie

- ✓ Les stratégies visant à délier l'énergie et à privatiser la production et la distribution de l'électricité surchargeront-elles les femmes et les hommes pauvres?
- ✓ Les prix de l'énergie augmenteront-ils? Si oui, quels sont les impacts de genre sur la subsistance des hommes et des femmes pauvres? Les nouveaux tarifs de l'énergie drainent-ils les ressources financières rares dans les ménages pauvres?
- ✓ Comment la privatisation influencera-t-elle l'équilibre de genre des employés dans le secteur de l'énergie, au niveau inférieur et supérieur? Y a-t-il des lois ou des pratiques encourageant des sociétés d'électricité à recruter les femmes? Pourraient-elles changer? A Delhi, en Inde, les femmes occupent plus de 5% des 100 premiers postes des sociétés d'électricité privées.⁹
- ✓ Les hommes et les femmes des zones rurales et urbaines bénéficient également de la mise en œuvre de la stratégie pour fournir l'électricité à tous les citoyens?

Télécommunications et TIC

- ✓ Analyser les couvertures téléphonique et Internet pour déterminer si elles sont également accessibles aux femmes et aux hommes en zones urbaines et rurales.
- ✓ Quel sera l'impact de la libéralisation du secteur des télécommunications pour les femmes et hommes qui vivent dans la pauvreté?

Industries d'extraction

- ✓ Si la stratégie englobe des mégaprojets ou des investissements dans des industries d'extraction telles que les mines, le pétrole ou le gaz, quels sont les éventuels effets selon le genre?
- ✓ Pour qui le projet créera-t-il des emplois et qui bénéficiera du produit?
- ✓ Comment le projet aura-t-il un impact sur les droits et la subsistance des hommes et des femmes?

⁹ Les auteurs remercient Virender Kumar de North Delhi Power Limited d'avoir soulevé ces questions essentielles.

5. Santé

- ✓ Quel préjugé (le cas échéant) prédomine dans le secteur des services de la santé? Les femmes et les hommes des zones rurales et urbaines bénéficient-ils également des dépenses publiques sur les services de santé? Quelles mesures peut-on prendre pour éliminer tout préjugé sexuel dans les soins de santé?
- ✓ Dans quelle mesure les priorités du secteur de la santé reflètent-elles les besoins respectifs des hommes et des femmes?
- ✓ Les femmes ou les hommes pauvres ont-ils une charge plus lourde en raison de la privatisation des services de santé?
- ✓ Les femmes et les hommes jouissent-ils d'une égalité d'accès aux soins de santé? Étant donné que l'assurance santé est généralement accessible par le biais de l'emploi formel, les femmes ou les hommes sont-ils concentrés dans l'économie formelle? Quel genre domine l'économie informelle et s'appuie donc sur les services de santé publique?
- ✓ Comment la méfiance ethnique ou politique dans les services médicaux affecte les hommes et les femmes?
- ✓ Comment les produits pharmaceutiques sont-ils distribués? Les médicaments génériques sont-ils disponibles? Les médecins donnent-ils et vendent-ils aussi les médicaments?
- ✓ Quels groupes vulnérables n'ont pas accès aux services médicaux? Comment le genre traverse-t-il chacun de ces groupes?
- ✓ Quel est le lien entre les besoins et la capacité à accéder aux soins spécialisés ou de qualité? Qu'en est-il des soins prénataux et postnataux et de la santé sexuelle? Quelle est la demande en services psychologiques et quelles ressources y a-t-il pour la santé mentale des groupes vulnérables, autrement dit les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes? Quelle est la proportion des femmes et des enfants qui compose ces groupes? La stratégie favorise-t-elle ou entrave-t-elle l'accès des femmes et des hommes à ces services?
- ✓ Comment la distance des services modère-t-elle l'établissement des priorités de l'accès basé sur le genre au sein des ménages individuels?
- ✓ Quels problèmes environnementaux affectent les hommes et les femmes différemment? Comment la stratégie aborde-t-elle les problèmes environnementaux?

6. Éducation

- ✓ Quelles sont les différences garçons/filles les plus significatives dans l'éducation à tous les niveaux: primaire, secondaire, universitaire, formation technique et professionnelle? Les hommes et les femmes des campagnes ont-ils accès à l'éducation?
- ✓ Comment les différences filles/garçons dans l'éducation divisent les marchés du travail?
- ✓ Quelles stratégies peuvent assurer un système éducatif qui fait la promotion de l'égalité de genre au sein de la salle de classe?
- ✓ Les enseignants sont-ils en majorité hommes ou femmes et comment la réforme aura-t-elle un impact sur ce ratio? Y a-t-il des mesures incitatives pour que les hommes et les femmes restent dans cette profession?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre

Boîte à outils

- ✓ Des inconvénients existent-ils en termes de formation scientifique ou technologique pour les femmes ou les hommes?

7. Transferts sociaux

- ✓ Comment la réduction des dépenses gouvernementales a-t-elle un impact sur les transferts sociaux destinés aux femmes, aux hommes et aux enfants à faibles revenus?
- ✓ Les transferts sociaux notamment les droits des vétérans, l'assurance-chômage, la prestation de retraite et d'autres formes de protection sociale traitent-ils les femmes et les hommes en termes égalitaires?
- ✓ La stratégie comble-t-elle les besoins des victimes de viols en temps de guerre et d'autres violences basées sur le sexe à travers les programmes d'assistance ciblée?
- ✓ Les programmes d'assistance pour personnes déplacées et combattants démobilisés sont-ils sensibles au genre? Si non, comment peuvent-ils mieux tenir compte de ces différences basées sur le sexe?

8. Eau

- ✓ La stratégie est-elle basée sur une analyse sociale intégrée, ventilée par sexe de l'utilisation de l'eau?
- ✓ Comment les hommes et les femmes pauvres seront-ils affectés par la privatisation de l'eau ou d'autres réformes dans la gestion de l'eau? Généralement, la privatisation de l'eau fait passer l'accès des usagers de moindre valeur (agriculteurs de subsistance) aux usagers de grande valeur (agro-industrie, industrie).
- ✓ Le prix de l'eau réduira-t-il l'accès de quelques groupes particuliers?
- ✓ La stratégie intègre-t-elle un développement à grande échelle de l'infrastructure, notamment les grands barrages? Les codes de bonnes pratiques telles que les directives de la Commission mondiale des barrages sont-ils pris en compte?
- ✓ Les hommes et les femmes participeront-ils en termes égalitaires dans les structures de prise des décisions de la gestion de l'eau? Le pouvoir de négociation est-il égal? La participation ne signifie pas toujours que les femmes ont le pouvoir d'influencer les décisions.
- ✓ L'assainissement (sensible au genre) fait-elle partie de la stratégie?
- ✓ Tous les hommes et toutes les femmes jouissent-ils d'une égalité d'accès à l'eau potable? Si non, comment la stratégie peut renforcer l'égalité?
- ✓ Les droits de l'eau sont-ils liés aux droits fonciers? Quand il en est ainsi, il en résulte généralement une inégalité d'accès aux ressources en eau, étant donné que les droits fonciers sont concentrés dans les mains des hommes?

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR
LA FACILITATION

OUTIL T5: Notions clés de l'analyse et du suivi des budgets dans une perspective de genre¹⁰

Qui doit utiliser ces outils et quand

Ces outils peuvent être utiles à toutes les parties prenantes engagées dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'une politique de lutte contre la pauvreté ou programme de développement au niveau national ou sectoriel.

1. Le cadre des trois catégories de dépenses de Budlender et Sharp¹¹

Cette approche est utile pour structurer l'analyse des dépenses dans une perspective de genre. C'est un bon point de départ dans la mesure où elle montre les différences en importance entre les catégories de dépenses. Cette approche distingue:

1. Les dépenses sexospécifiques
2. Les dépenses liées aux opportunités d'égalité dans l'emploi (programmes visant le changement au sein du gouvernement)
3. Les dépenses générales

I. Les dépenses sexospécifiques

Il s'agit des dépenses qui ciblent précisément les hommes ou les femmes dans le but de combler leurs besoins particuliers. Il peut parfois être nécessaire de libérer les hommes et les femmes en particulier des contraintes sexospécifiques qui pèsent sur leur participation dans cadre socioéconomique.

Exemples de dépenses sexospécifiques:

- ✓ Les dépenses sur l'hygiène féminine dans les écoles primaire
- ✓ Les dépenses sur les enseignantes dans les écoles primaires
- ✓ Les dépenses sur les mesures visant à accroître la participation des femmes à des emplois techniques.
- ✓ Les dépenses sur les mesures qui encouragent la participation des hommes à des activités de santé reproductive

¹⁰ Adapté de HOLVOET, N. (2006) *Gender Budgeting: its usefulness in programme-based approaches to aid*, EC Briefing Note, pp. 10-13.

¹¹ BUDLENDER D. et R. SHARP avec K. ALEN (1998). *How to do a gender-sensitive budget analysis: contemporary research and practice*. Secrétariat du Commonwealth et AusAID, Londres et Canberra

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

Question(s) d'analyse éventuelle(s)

Le poids relatif des dépenses sexospécifiques dans le budget général et au sein des différents secteurs. Les dépenses sexospécifiques sont généralement une petite catégorie.

Exemple

Une analyse réalisée en **Bolivie** indique que de l'investissement public **total** en 1998, 4,6% était l'investissement ciblant l'équité de genre (plus précisément, les dépenses ciblées sur les femmes).

Au niveau sectoriel, une analyse a révélé que l'«investissement sur l'équité de genre» représentait:

- ✓ 21,2% des dépenses dans le secteur de l'éducation et de la culture;
- ✓ 36% des dépenses dans le secteur de la santé et de la sécurité sociale;
- ✓ 2,6% des dépenses dans le secteur agricole;
- ✓ tandis que dans d'autres secteurs (mines, industrie et tourisme, hydrocarbures, énergie, transports, communications, hygiène élémentaire, développement urbain et habitat, ressources en eau et « multisectoriels ») il n'y avait aucun investissement axé sur le genre.

Source *Martha Gutiérrez (2004). Public budgets with a gender approach: a look at the national budget of Bolivia and the municipal budget of La Paz in UNIFEM-Andean Region (2004). Gender-sensitive budgets in Latin America: Accountability for Equity and Transparency.*

II. Les dépenses liées aux opportunités d'égalité dans l'emploi

Il s'agit des dépenses visant à fournir des opportunités d'égalité dans l'emploi du gouvernement. Elles peuvent aussi avoir un effet secondaire sur la population, étant donné que les formes d'emploi au sein du service public peuvent affecter la sensibilité générale de la fourniture des services.

Questions d'analyse éventuelles:

- ✓ si les formes d'emploi dans chaque ministère reflètent les principes d'égalité de chances (parité salariale, avancement de grade/carrière, type de contrat de travail, etc.);
- ✓ mode d'emploi selon le genre au sein des institutions publiques de fourniture de services (police, services de chômage, système éducatif, etc.);
- ✓ représentation sexospécifique dans les commissions, les conseils consultatifs (en distinguant les conseils rémunérés et les conseils

volontaires);

- ✓ initiatives spéciales de promotion de l'égalité des chances dans l'emploi;
- ✓ le poids relatif de cette catégorie de dépenses au sein des dépenses générales.

Exemple

Une analyse des formes d'emploi dans les ministères fédéraux **belges** indique qu'en juin 2000 les femmes et les hommes représentaient respectivement environ 46% et 54% d'employés du gouvernement fédéral.

La ventilation des chiffres sur cinq différents niveaux (de paiement) a révélé que 33% d'employés au niveau 1 (le niveau de salaire le plus élevé) étaient les femmes, tandis que 75% d'employés au niveau 5 (le niveau de salaire le plus bas) étaient les femmes.

Source *Ministère Fédéral de la Fonction Publique, Service d'Administration Générale (2001). Aperçu des effectifs du secteur publique au 1^{er} janvier 2000, au 30 juin 2000 et au 1^{er} janvier 2001, cité par Cecchini, Cornet et Holvoet (2002).*

III. Les dépenses générales

Il s'agit des dépenses budgétaires générales ou classiques sur la fourniture des biens à la population dans l'ensemble.

Questions d'analyse:

Cette catégorie de dépenses peut faire l'objet de l'analyse budgétaire sexospécifique, en d'autres termes une évaluation des effets sexospécifiques des dépenses générales du gouvernement (et le revenu). L'approche présentée ci-dessous peut être utilisée (cadre du cycle budgétaire d'Elson) ainsi que d'autres outils plus approfondis.¹²

2. Cadre budgétaire d'Elson¹³

Cette approche structure l'analyse selon le genre le long d'une chaîne causale de programmes sectoriels publics. Elson propose la différenciation entre les moyens de production, les activités, les réalisations et l'impact de chaque ministère (et programmes).¹⁴

Les programmes basés sur les approches ventilent aussi souvent les niveaux de la chaîne causale, ce qui rend l'analyse budgétaire selon le genre assez utile dans ce contexte.

¹² Disponible et assorti d'exemples et de beaucoup de références dans HOLVOET, N. (2006) cit. ou www.gender-budgets.org.

¹³ ELSON D. (2002). "Gender responsive budget initiatives: some key dimensions and practical examples", in UNIFEM (2002). Gender budget initiatives: strategies, concepts and experiences. New York: UNIFEM, pp. 15-29.

¹⁴ On pourrait aussi utiliser la terminologie du cadre logique: Moyens (= ressources fournies pour les programmes), produit (= biens et services créés par les programmes), réalisation (= accès, utilisation et satisfaction des bénéficiaires) et impact (= impact sur les conditions de vie).

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

NIVEAU DE LA CHAÎNE CAUSALE	EXEMPLE	PERSPECTIVE DE GENRE
Impact (réalisations en rapport avec les objectifs étendus)	Réduction de la pauvreté Amélioration de l'état de santé Renforcement des taux d'alphabétisation	Quel genre d'impact y a-t-il sur les hommes et les femmes? La réalisation de l'objectif contribue-t-elle en pratique à l'égalité de genre?
Réalisations (utilisation des services)	Nombre de patients traités Nombre d'élèves ayant terminé l'école primaire	Dans quelle mesure les hommes et les femmes bénéficient-ils respectivement de ces réalisations? Les réalisations contribuent-elles à l'égalité de genre?
Activités (fourniture des services)	Traitement des patients (soins de santé) Scolarisation	Les hommes et les femmes jouissent-ils d'une égalité d'accès aux activités?
Moyens	Financement Ressources humaines	Les moyens sont-ils suffisants pour favoriser l'égalité des genres?

Le cadre du cycle budgétaire permet de souligner les questions de genre à chaque niveau de la chaîne causale. Cette particularité est surtout utile dans une perspective de politique dans la mesure où elle permet de désigner le(s) niveau(x) dans le(s)quel(s) le préjugé sexuel apparaît et le(s) niveau(x) le(s)quel(s) il faut des mesures correctives.

On peut par exemple avoir un large fossé entre les hommes et les femmes en matière d'alphabétisation (niveau de l'impact). En précisant la chaîne causale et en intégrant l'analyse selon le genre, on peut identifier le(s) niveau(x) dans le(s) quel(s) le problème se pose et où une analyse plus profonde et une mesure corrective sont nécessaires.

Le problème peut se poser, par exemple, au niveau des « activités ». Si les femmes ne jouissent pas d'une égalité d'accès à l'éducation, il est improbable que les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes soient égaux. Il faut alors analyser les causes sous-jacentes (notamment l'analyse du côté de la demande) et prendre des mesures à ce niveau avant de pouvoir espérer un effet bénéfique dans la partie supérieure de la chaîne. Les moyens nécessaires (ressources financières) devront être adaptés en conséquence.

L'approche du cycle budgétaire peut être appliquée à divers niveaux d'un programme cyclique, notamment:

- ✓ *ex ante* (lors de l'identification et de la planification): quels sont les moyens, les activités, les réalisations et l'impact prévus (et escomptés)?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

- ✓ *ex post* (lors de l'évaluation et de l'audit): quels étaient les moyens, les réalisations et l'impact réalisés?

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

OUTIL T6: Travailler en partenariat pour maintenir le genre dans le programme politique

Qui doit utiliser cet outil et quand

Cet outil peut être utile à tout le personnel des organismes donateurs ou à d'autres parties prenantes non nationales qui sont appelés à participer à l'élaboration des stratégies de coopération des pays donateurs au niveau national ou sectoriel.

Il offre des suggestions utiles pour s'assurer que l'égalité de genre est maintenue dans l'agenda du dialogue politique et que les leçons apprises dans les programmes précédents sont intégrées dans la planification future de l'aide des pays donateurs.

Cette grille est adaptée de la Boîte à outils pour l'intégration de la dimension du genre dans la coopération au développement de la CE, (2005) pp. 37.

Le point d'entrée de l'intégration du genre au niveau de la politique est capital et l'approche à utiliser pour travailler en partenariat avec les gouvernements variera en fonction du contexte culturel. Voici quelques suggestions générales pour le dialogue sur les questions d'égalité de genre au niveau de la politique.

- ✓ Utiliser les arguments de divers engagements politiques et juridiques pris à l'échelle mondiale et nationale. Examiner les engagements pris par les gouvernements dans le cadre de la CEDAW, de Beijing, de la Déclaration du Millénaire et d'autres accords internationaux sur les droits de l'homme.
- ✓ Utiliser les données et les chiffres tirés des cibles des OMD
- ✓ Examiner comment l'intégration du genre peut enrichir le travail de développement et s'assurer que les services fournis atteignent les bénéficiaires, hommes et femmes. Relever les cas d'autres pays où les questions d'égalité des genres étaient ignorées et où la fourniture des services aux femmes et aux hommes était jugée inéquitable.
- ✓ Demander aux partenaires de donner les exemples réussis d'intégration du genre dans les programmes et les projets. Fournir des exemples d'intégration du genre dans les programmes de l'ONU, de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds. Relever les exemples de bonnes pratiques d'intégration du genre et les bienfaits qui s'accumulent en termes de pertinence, d'efficacité, d'impact et viabilité.
- ✓ Fournir des preuves sous formes de statistiques et d'informations qualitatives que l'inégalité de sexe n'existe pas. Vous pouvez inclure le Rapport sur le développement humain du PNUD, les évaluations du genre réalisées dans les pays par les organismes et les bailleurs de fonds ainsi que les rapports des institutions nationales de recherche de renom.
- ✓ Les arguments sont parfois mis en avant quant au fait qu'on reproche aux femmes elles-mêmes de ne pas saisir les opportunités qui leurs sont offertes ; Par conséquent, il faut s'assurer que tout dialogue examine la recherche spécifique au pays qui souligne les raisons que les femmes ont de ne pas progresser, notamment la

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles
au genre
Boîte à outils

préparation des femmes à accepter les stéréotypes traditionnels des rôles assignés aux sexes, la peur des sanctions de leurs propres familles ou communauté et le manque d'information sur leurs droits et sur les nouvelles opportunités disponibles.

- ✓ Certains hauts fonctionnaires peuvent croire que les objectifs d'égalité des genres sont imposés par l'occident, et par conséquent les discussions doivent tourner sur la question de savoir dans quelle mesure la théorie du genre et développement tire son origine du sud. Il est également utile d'être capable d'énumérer les gouvernements voisins ayant signé la PFA de Beijing.
- ✓ Consulter et impliquer le mécanisme national des femmes. S'associer aux organisations féminines et aux institutions nationales et internationales de renom sensibles au genre.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

OUTIL T7: Grille de révision à mi-parcours des DSP

Qui doit utiliser cet outil et quand

Cette grille peut être utile à tout le personnel des organismes donateurs ou d'autres parties prenantes non nationales qui sont impliqués dans la révision à mi-parcours du Document de stratégie par pays qui définit les programmes de coopération entre la Commission européenne et le pays en développement concerné.

Cette grille présente le bien-fondé de l'intégration de l'égalité de genre dans chaque chapitre du DSP. L'action qui doit être entreprise est brièvement décrite avec des indicateurs pour garantir qu'une telle action a été menée, au même titre que les sources d'information pertinentes.

Cette grille est adaptée de la *Boîte à outils pour l'intégration de la dimension du genre dans la coopération au développement de la CE*, (2005) pp. 71 - 72

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR
LA FACILITATION

Directives pour la RMP des DSP	Bien-fondé de la poursuite de l'intégration du genre dans la RMP	Actions	Indicateurs clés	Source
Objectif spécifique de la RMP: S'assurer que les processus de RMP aboutissent à l'amélioration de la qualité des DSP en rapport avec le genre	Les DSP n'intègrent pas bien le genre	Corriger les faiblesses, ex. - établir le lien entre la politique de la CE sur le genre comme question transversale, l'analyse du pays et la stratégie de réponse du DSP; - les données doivent être ventilées par sexe	Le genre apparaît dans le rapport annuel conjoint et les conclusions de la RMP 2004	L'évaluation des DSP par rapport au genre, Nov-2001/DEV/B3 ¹⁵ Grilles propres au pays de 30 DSP ¹⁶ Manifeste politique
Programme politique du pays partenaire	Plans/politiques nationaux propres du pays partenaire sur l'égalité des genres (pas bien visible dans les DSP) Engagement international pris par le pays partenaire envers le genre (pas bien visible dans le DSP)	Analyser les plans et les politiques du pays partenaire sur l'égalité des genres Identifier les faiblesses des politiques et de la mise en œuvre, ex. la situation des droits de l'homme; les structures de pouvoir déséquilibrées en rapport avec le genre dans la société Évaluer les engagements pris par le pays partenaire envers les conventions et les déclarations internationales	Existence et statut du mécanisme des femmes (ministères/départements) Profil de genre de la représentation politique au niveau national et local Le financement et le statut des organisations des droits de l'homme, des organisations de la femmes/condition féminine Présenter un rapport sur les OMD (2003) Rapport national de Beijing + 5 (2000) disponible	Réseaux de la société civile/pays partenaire/CEDAW Rapport du pays partenaire/PNUD Commission de l'ONU sur le statut des femmes, PFA de Beijing

¹⁵ Envoyé aux Délégations de la CE le 17 décembre 2003.

¹⁶ A envoyer aux Délégations pertinentes de la CE, pays par pays.

L'agenda global de développement: outils pour une planification et une mise en oeuvre sensibles au genre
Boîte à outils

Directives pour la RMP des DSP	Bien-fondé de la poursuite de l'intégration du genre dans la RMP	Actions	Indicateurs clés	Source
Mise à jour de la situation politique, économique et sociale	La situation politique économique et sociale nationale (le genre n'est pas bien visible dans les DSP) Lien avec la réduction de la pauvreté; développement durable et macroéconomie	Évaluer les profils de genre disponible du pays Évaluer les progrès des politiques nationales de développement vers la réduction de la pauvreté dans une perspective de genre	Genre visible dans l'analyse de la situation politique, économique et sociale 10 indicateurs fondamentaux utilisés	État membres Banque mondiale ¹⁷ PNUD Directives de la RMP de la CE pour 2004 DSRP (Pays partenaire/BM/FMI)
Aperçu de la coopération passée et en cours - Secteurs focaux (et appui macroéconomique)	Plans sectoriels nationaux, Politiques des secteurs focaux de la CE (pas bien visibles dans les DSP)	Évaluer les résultats obtenus dans les secteurs focaux dans une perspective de genre	Analyse selon le genre utilisée Disparités identifiées entre les sexes Indicateurs ventilés par sexe des secteurs focaux + indicateurs de genre clés	Rapport des progrès sectoriels (pays partenaire/Secteur) Révisions (UE/BM/ONU)

¹⁷ <http://www.worldbank.org/afr/gender/countryprofile2.htm>

GLOSSAIRE

Acquisition de pouvoir (empowerment)

L'acquisition du pouvoir est un élément important du développement puisque c'est processus par lequel les populations prennent le contrôle des actions à entreprendre pour surmonter les obstacles à leur développement. Plus spécifiquement, cela implique une action collective, engagée par les opprimés et les démunis pour démontrer l'inégalité structurelle qui les a jusque-là maintenus dans le statut de déshérités. Notre grille d'analyse considère l'acquisition de pouvoir par les femmes comme le but à atteindre et le processus qui permettra l'avancement des femmes. Ce processus doit permettre aux femmes de se mobiliser pour identifier, comprendre et surmonter la discrimination dont elles sont la cible, afin d'atteindre l'égalité dans les conditions de vie et dans l'accès aux ressources. La notion de l'acquisition du pouvoir se distingue du concept 'autonomie qui réfère davantage à la capacité des populations à assurer leur promotion dans le cadre des structures sociales existantes.

Action positive

Ensemble des mesures à l'intention d'un groupe particulier visant à éliminer et prévenir ou à compenser des désavantages résultant des attitudes, comportements et structures existants (on s'y réfère parfois par le terme "discrimination positive") (CE 1998)

Actions Spécifiques pour les Femmes (Actions Positives pour les Femmes)

Actions visant à remédier aux graves inégalités entre les femmes et les hommes. L'impératif de l'intégration du genre n'exclut pas la nécessité d'actions spécifiques pour les femmes, ce qui doit être déterminé sur la base d'une analyse de genre complète, et doit également être limité dans le temps. Il est important que des actions spécifiques en faveur des femmes ne créent pas une réaction négative des hommes, et que des moyens soient trouvés pour assurer le soutien des personnes qui ne font pas l'objet d'un traitement spécifique.

Analyse budgétaire selon le (sensible au) genre

L'analyse de l'impact des dépenses (gouvernement) et recettes sur la position sociale et les possibilités des hommes, des femmes, des garçons et des filles, et les relations sociales entre eux.

L'analyse budgétaire selon le genre permet de décider comment les politiques doivent être ajustées pour atteindre leur impact maximum, et où les ressources doivent être réaffectées pour atteindre le développement humain et l'égalité de genre.

Analyse d'incidence des dépenses publiques désagrégées par sexe

L'analyse d'incidence des dépenses publiques est un outil utile pour évaluer la répartition par sexe des dépenses publiques. Il compare les dépenses publiques pour un programme donné avec les données des enquêtes auprès des ménages pour mettre à jour la répartition des dépenses entre les femmes et les hommes, les garçons et les filles. Cet outil peut aussi aborder l'impact de genre des compressions budgétaires soi-disant neutres d'un point de vue de genre.

Analyse de Genre – Analyse selon le Genre

L'étude des différences des besoins, conditions, taux de participation, accès aux ressources et au développement, contrôle des biens, pouvoir de prise de décision, etc. entre les femmes et les hommes et leurs rôles assignés selon leur genre (Commission européenne, 1998)

L'analyse de genre se concentre sur la compréhension et la documentation des différences dans les rôles selon le genre, les activités, les besoins et les chances dans un contexte donné. L'analyse de genre implique la ventilation des données selon le sexe. C'est la tentative systématique d'identifier les questions clés qui contribuent aux inégalités de genre de sorte qu'elles puissent être correctement traitées. L'analyse de genre constitue la base de l'intégration (*mainstreaming*) du genre. Elle est également nécessaire pour déterminer si des actions spécifiques sont nécessaires pour les femmes ou les hommes, en plus de l'intégration d'activités et devrait être menée à tous les niveaux, aux niveaux micro (à la base), méso (institutionnel, sectoriel) et macro (national).

Analyse désagrégée par sexe de l'impact du budget sur l'emploi du temps

Analyse qui examine la relation entre le budget national et la façon dont, dans une société, le temps est utilisé par les femmes et les hommes d'âge différent, de revenus différents, dans des contextes différents, etc. En particulier, il attire l'attention sur les moyens par lesquels le temps consacré par les femmes au travail non rémunéré est pris en compte dans l'analyse politique.

Des changements dans l'allocation des ressources du gouvernement via une réforme économique par exemple, ont un impact sur la façon dont le temps est utilisé dans les ménages. En particulier, les réductions de dépenses publiques de santé sont susceptibles d'augmenter la quantité de temps que les femmes doivent passer dans des activités non rémunérées.

Aide Publique au Développement

Les flux de financement public gérés avec comme l'objectif principal la promotion du développement économique et le bien-être des pays en développement, et qui sont assortis de conditions favorables avec un élément don d'au moins 25 pour cent (en utilisant un taux de 10 pour cent fixé d'escompte). Par convention, les flux de l'APD comprennent les contributions des bailleurs de fonds gouvernementaux, à tous les niveaux, aux pays en développement ("l'APD bilatérale») et aux institutions multilatérales. Les recettes d'APD comprennent les décaissements des bailleurs de fonds bilatéraux et des institutions multilatérales. (OCDE)

Approche aveugle au genre

Une approche qui ne tient pas compte des différences socialement construites entre hommes et femmes. (voir la cécité des sexes)

On lit parfois « **approche ignorant la spécificité de genre** »

Approche intersectionnelle de genre

Méthode de recherche sociale dans lequel le genre, l'ethnicité, la classe, la sexualité et d'autres différences sociales sont analysés simultanément.

Audit de Genre

L'analyse et l'évaluation des politiques, programmes et institutions en termes de comment ils appliquent des critères liés au genre. (Commission européenne, 1998)

Évaluation de la mesure dans laquelle l'égalité de genre est effectivement institutionnalisée dans les politiques, programmes, structures organisationnelles et procédures (y compris les processus de décision) et dans les budgets correspondants.

Autonomisation (Empowerment)

Le processus d'accès et de développement de ses capacités en vue de participer activement à façonner sa propre vie et celle de sa communauté en termes économiques, sociaux et politiques. (Commission européenne, 1998).

Autonomisation des femmes (empowerment des femmes)

Processus d'émancipation des femmes au sens large, en développant les capacités des femmes à participer activement à façonner leur propre vie et celle de leur collectivité en termes économiques, sociaux et politiques, pour obtenir un accès égal aux ressources et participer pleinement au processus décisionnel. L'autonomisation des femmes est améliorée grâce à la formation en leadership, le réseautage, l'organisation, la formation professionnelle, le coaching, une législation fondée sur l'égalité des droits, des programmes pour prévenir et combattre la violence sexiste et promouvoir efficacement les droits des femmes.

DÉBUT

MODULE 1

MODULE 2

MODULE 3

ANNEXE 1

ANNEXE 2

GLOSSAIRE

CAHIER POUR
LA FACILITATION

Besoins de (selon le) genre

Les rôles des hommes et des femmes dans les sociétés et institutions existantes sont généralement différents. De ce fait, leurs besoins varient en conséquence. On identifie généralement deux types de besoins :

- Les besoins pratiques proviennent des conditions réelles expérimentées par les hommes et les femmes en fonction du rôle de genre qui leur est attribué dans la société.
Ils sont souvent liés aux femmes dans leur rôle de mère, de ménagère, subvenant aux besoins basiques et palliant les insuffisances des conditions de vie et de travail, telles que la nourriture, l'eau, le logement, les revenus, la santé et l'emploi. Pour les femmes et les hommes provenant de couches socio-économiques inférieures, ces besoins sont souvent liés aux stratégies de survie. Le fait de les aborder seuls, sans considération des rôles, contribue à perpétuer les facteurs qui enferment les femmes dans une position défavorable au sein de la société. Cela ne permet aucunement de promouvoir l'égalité des genres.
- Les besoins stratégiques sont les besoins identifiés pour modifier la position de subordination des femmes par rapport aux hommes dans la société et sont liés à l'octroi de pouvoirs aux femmes. Ils varient en fonction du contexte économique, politique et social dans lequel ils sont formulés.
Habituellement, ils touchent aux questions d'égalité, telles que le fait de permettre à la femme d'accéder aux mêmes postes, à la même formation, au même salaire pour un même travail, d'avoir le droit à la terre et aux autres actifs, à la prévention contre le harcèlement sexuel au travail et contre la violence conjugale, et à la liberté de choix pour la maternité. Le fait de les aborder implique une transformation lente des coutumes et conventions traditionnelles d'une société. (BIT, 2000b).

Budget

Un plan sur comment les fonds seront obtenus et dépensés dans un délai précis ou pour une activité spécifique.

Budget du Gouvernement

Les plans financiers des dépenses et recettes publiques qui sont fondées sur la législation et la réglementation, et qui doivent être approuvés par des représentants démocratiquement élus (à savoir les membres du parlement). Les Budgets des gouvernements poursuivent certains objectifs généraux de politiques, tels la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi, une juste répartition des revenus, la sécurité sociale, l'éducation obligatoire jusqu'à un certain âge, l'accès aux soins de santé, les droits humains, l'émancipation, l'utilisation durable des ressources naturelles, le droit au logement pour tous, etc.

L'empreinte politique d'un gouvernement particulier détermine les grandes priorités au cours de sa période au pouvoir. Ces priorités sont définies chaque année dans la présentation du budget annuel. La déclaration budgétaire annuelle est l'un des documents les plus importants produits par le gouvernement. Il détermine la façon dont les revenus sont obtenus et dépensés.

Budgétisation

Planification des recettes et des dépenses dans un certain délai, y compris l'établissement des priorités.

Budgétisation selon le genre – Budgétisation sensible au genre

Application de l'intégration du genre dans le processus budgétaire. Cela veut dire une évaluation de genre des budgets, en intégrant une perspective de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et en restructurant les recettes et les dépenses afin de promouvoir l'égalité entre les sexes. (Conseil de l'Europe, 2005).

But

Niveau visé à l'intérieur des activités de programme ou de projet, qui explique **quel** service est fourni, **qui** est le bénéficiaire direct du service et **pourquoi**, et à quel objectif plus élevé le projet contribue.

Cadre de politique économique à moyen terme sensible au genre

Cet outil permet aux gouvernements d'intégrer les variables de genre dans les modèles sur lesquels la planification à moyen terme des dépenses publiques est fondée. Cela peut être fait par la désagrégation par sexe de toutes les variables employées (par exemple, l'offre de travail) ou en incluant de nouvelles variables pour représenter l'économie des soins non rémunérés, en se basant sur la quantification du temps consacré par les femmes (et hommes) à des travaux dans la famille et la communauté, ou dans l'économie informelle, ce qui ne se reflète normalement pas dans les statistiques nationales.

Cécité de genre	L'absence de reconnaissance que le genre est un déterminant essentiel des bilans sociaux. Une approche aveugle au genre suppose que les relations de genre ne sont pas un facteur déterminant.
CEDEF	'Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes' - Voir CEDAW http://www2.ohchr.org/french/law/cedaw.htm
Chaîne de résultats	Correspond généralement à l'extrant, au but et à l'objectif issus de la méthode du cadre logique (MCL)
Chômage (féminin)	La part de la population active féminine qui est sans travail formel rémunéré mais disponible et en quête d'emploi. Les données sont disponibles au BIT.
Contrat social de genre	Ensemble de règles implicites et explicites régissant les relations hommes-femmes et leur attribuant des travaux, des valeurs, des responsabilités et des obligations distinctes. Ces règles s'appliquent à trois niveaux : le substrat culturel (normes et valeurs de la société), les institutions (protection de la famille, systèmes éducatif et de l'emploi, etc.) et les processus de socialisation, notamment au sein de la famille. (Commission européenne, 1998).
Déclarations budgétaires sensibles au genre	<p>Il s'agit d'un exercice de responsabilisation du gouvernement qui exige un niveau élevé d'engagement et de coordination du secteur public car les ministères et les départements entreprennent et publient une évaluation de l'impact selon le genre de leurs postes budgétaires.</p> <p>Cette déclaration devrait comprendre des informations sur la part des dépenses totales ciblant les programmes d'égalité de genre ; sur l'équilibre de genre dans l'emploi du secteur public; sur la part des dépenses de services publics consacrée aux besoins spécifiques des femmes et des hommes ; sur la part des dépenses consacrées aux mécanismes nationaux pour la promotion des femmes et aux unités ciblant le genre ou les femmes dans les ministères ; sur l'équilibre de genre dans les subventions, les formations ou les crédits de soutien aux entreprises ; sur l'équilibre de genre dans la composition des comités gouvernementaux et d'autres organes de décision.</p>
Développement	Un processus multidimensionnel qui englobe une croissance équitable, les services sociaux, les questions de genre, le renforcement des institutions et des capacités, le développement du secteur privé, les droits humains et la bonne gouvernance. Le principal objectif du processus de développement est de réduire et éradiquer la pauvreté.
Développement durable	Le développement durable exige l'amélioration de la qualité de vie pour l'ensemble de la population mondiale sans accroître l'utilisation de nos ressources naturelles au-delà de la capacité de charge de la terre. Bien que le développement durable puisse exiger des actions différentes dans chaque région du monde, les efforts pour construire un mode de vie véritablement durable exigent l'intégration de mesures dans trois domaines clés: la croissance économique et l'équité, la conservation des ressources naturelles et l'environnement et le développement social. (Organisation des Nations Unies, 2002).
Développement Humain	Le développement humain concerne les gens, l'élargissement de leurs choix de mener une vie qu'ils estiment. La croissance économique, l'intensification du commerce et des investissements internationaux, le progrès technologique, tout cela est très important. Mais ils sont des moyens, pas une fin. Qu'ils contribuent au développement humain au 21 ^e siècle dépendra du fait qu'ils élargissent les choix des gens, qu'ils contribuent à créer un environnement pour que les personnes développent pleinement leur potentiel et mènent une vie productive et créative. (PNUD, 2002)

Discrimination à l'égard des Femmes	« toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou pour but de compromettre ou de détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quel que soit leur état matrimonial, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme, des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans les domaines politique, économique, social, culturel et civil ou dans tout autre domaine » (CEDEF/CEDAW Art.1)
Discrimination de genre	Le traitement défavorable systématique des personnes sur la base de leur sexe, ce qui les prive de droits, de chances ou de ressources (BRIDGE)
Discrimination positive	La création de possibilités spéciales en matière d'emploi, formation, etc. pour un groupe désavantagé, comme les femmes, les minorités ethniques, etc. (Collins Dictionary)
Discrimination sexuelle – directe	Lorsqu'une personne est traitée moins favorablement en raison de son sexe. (Commission européenne, 1998)
Discrimination sexuelle – indirecte	Quand une loi, un règlement, une politique ou une pratique apparemment neutre, a un impact négatif disproportionné sur les membres d'un sexe, à moins que la différence de traitement puisse être justifiée par des facteurs objectifs (Directive du Conseil 76/207 du 09/02/76, JO L 39). (Commission européenne, 1998)
Disparité entre les genres	Écart entre les femmes et les hommes dans tout domaine en termes de degré de participation, d'accès, de droits, de rémunération ou d'avantages (Commission européenne, 1998) Voir aussi Fossé de genre, Ecart de genre
Division du travail (selon le sexe)	Division du travail rémunéré ou non entre les femmes et les hommes dans la vie privée et publique. (Commission européenne, 1998). Ce concept implique un schéma de société dans lequel on accorde un ensemble de rôles différents aux hommes et aux femmes, sur la base du genre. On peut raffiner ce concept en y ajoutant la notion de division inégale du travail selon le genre, où l'inégalité se manifeste dans la rétribution du travail. La discrimination envers les femmes qu'elles héritent des tâches les plus lourdes et des activités non rémunérées, alors que les hommes bénéficient des revenus et des autres produits de ce travail.
Données désagrégées par sexe	Spécification des données concernant les femmes et les filles, par rapport aux hommes et garçons. Décomposition (ou désagrégation) des statistiques socio-économiques afin de montrer les différences et les similitudes entre (différents groupes de) femmes / filles et hommes / garçons. Ces données sont fondamentales pour la responsabilisation car ils permettent d'évaluer l'impact des politiques, plans, programmes, projets et budgets sur les relations de genre.
Double approche	La politique européenne sur le genre et le développement est basée sur une approche à double composante qui exige deux stratégies complémentaires: 1. l'Intégration de l'égalité de genre 2. des Actions spécifiques pour l'autonomisation des femmes et pour compléter les activités d'intégration. (Voir Communication du 8 Mars, Bruxelles, 2007)
Droit coutumier	Ou Loi coutumière Des coutumes qui ont acquis force de loi. Le droit coutumier est le résultat d'un processus qui a abouti à des règles incontestées par lequel certains droits ou obligations sont réglementés entre membres d'une communauté.
Droits coutumiers	Droits qui sont acquis par la coutume ou la tradition. Ils diffèrent des droits normatifs, en ce que les premiers sont les usages locaux, communs à tous les habitants d'un lieu ou un district particulier; les droits normatifs sont des droits des individus, indépendamment du lieu de leur résidence. (Le dictionnaire gratuit)

Droits humains des femmes	Les droits humains des femmes et des fillettes en tant que partie inaliénable, intégrante et indivisible des droits humains universels. (Commission européenne, 1998)	DÉBUT
Droits Reproductifs	Le droit de toute personne ou du couple de décider librement et en toute responsabilité du nombre, de l'espacement et du calendrier de leurs enfants, d'avoir l'information et les moyens de le faire, et le droit d'atteindre le meilleur niveau de santé sexuelle et reproductive.	MODULE 1
Ecart de genre	Écart entre les femmes et les hommes dans tout domaine en terme de degré de participation, d'accès, de droits, de rémunération ou d'avantages (=Fossé de genre, Disparité entre les genres)	MODULE 2
Economie des soins	La partie de l'activité humaine, à la fois matérielle et sociale, qui est concernée par le processus qui s'occupe de la main-d'œuvre actuelle et future, et la population humaine dans son ensemble, y compris la fourniture domestique de nourriture, de vêtements et d'abri. La reproduction sociale est la fourniture de tous ces besoins dans toute l'économie, quelle qu'en soit la composante payée ou non payée. (Alexander, P. Baden, S., 2002) (Boîte à outils 2004)	MODULE 3
Economie Reproductive	Cela englobe les soins et l'entretien du ménage et de ses membres (cuisine, nettoyage, habillement, logement, garde des enfants). Ce travail est essentiel, mais rarement considéré comme ayant la même valeur que le travail «productif». Il est généralement non rémunéré, et n'est pas comptabilisé dans les statistiques classiques. Il est principalement effectué par les femmes. (Jane Haile 2008)	ANNEXE 1
Education primaire	Fournit aux enfants les bases en lecture, en écriture et en mathématiques, ainsi que des connaissances élémentaires de sujets comme l'histoire, la géographie, les sciences naturelles, les sciences sociales, l'art et la musique. Les données disponibles à l'UNESCO.	ANNEXE 2
Egalité de Genre – Egalité entre les sexes	Notion signifiant, d'une part, que tout être humain est libre de développer ses propres aptitudes et de procéder à des choix, indépendamment des restrictions imposées par les rôles réservés aux hommes et aux femmes et, d'autre part, que les divers comportements, aspirations et besoins des femmes et des hommes sont considérés, appréciés et promus sur un pied d'égalité (CE 2006)	GLOSSAIRE
Egalité des chances	Les actions pour l'Égalité des chances fournissent des dispositions juridiques formelles garantissant l'absence de discrimination sur la base du sexe ou d'autres facteurs (ethnie, religion, handicap, etc.) qui empêcheraient la jouissance des droits civils ou des droits humains. Les actions pour l'Égalité des chances supposent que tous les «acteurs» ont les mêmes conditions de départ et les mêmes capacités pour réussir. Les stratégies pour l'Égalité des chances sont principalement développées pour la gestion des ressources humaines et les politiques d'emploi.	CAHIER POUR LA FACILITATION
Équité de genre – Équité des sexes	Équité de traitement envers les hommes et les femmes, qui peut se traduire par une égalité de traitement ou un traitement différent mais considéré comme équivalent en termes de droits, d'avantages, d'obligations et de chances. (Commission européenne, 1998)	
Evaluation de l'impact selon le genre	Examen des propositions politiques pour voir si elles auront une incidence différente sur les femmes et les hommes, en vue d'adapter ces propositions pour s'assurer que leurs effets discriminatoires seront neutralisés et que l'égalité des sexes est promue. (Commission européenne, 2001)	
Evaluation des Bénéficiaires	La collecte et l'analyse des opinions sur la mesure dans laquelle des services et programmes répondent aux besoins et priorités des groupes cibles. Les informations peuvent être collectées de différentes façons, par exemple, par sondages d'opinion, étude de comportements ou entretiens semi-structurés.	

Evaluation des bénéficiaires ventilés par sexe	Une évaluation de la mesure dans laquelle les politiques gouvernementales ou de prestation de services rencontrent les besoins et priorités des hommes et des femmes qui sont ciblées comme bénéficiaires. Elle implique de demander aux bénéficiaires réels ou potentiels la mesure dans laquelle les politiques/programmes gouvernementaux correspondent à leurs propres priorités. Cela peut se faire par des sondages d'opinion, des études de comportement, des discussions de groupe ou des interviews. Les questions peuvent se concentrer sur les priorités globales de dépenses publiques ou sur les détails du fonctionnement des services publics.
Examen de la politique avec une perspective de genre	Application l'examen des politiques avec une perspective de genre consiste à examiner les politiques et les programmes financés par le budget dans une perspective de genre et de poser la question «En quoi les politiques et les allocations de ressources qui leur sont associées sont susceptibles de réduire ou d'accroître les inégalités entre les sexes?» L'analyse consiste à inspecter les implications explicites et implicites sur les relations de genre des politiques nationales et sectorielles, et d'examiner les façons dont les priorités et les choix sont susceptibles de réduire ou d'accroître les inégalités de genre.
Féminisation	La surreprésentation des femmes dans certains secteurs, domaines d'activité, catégories socio-économiques, etc. comme dans la phrase «la féminisation de la pauvreté».
Féminisation de la pauvreté	L'incidence et la prévalence croissantes de la pauvreté chez les femmes comparativement aux hommes. (Commission européenne, 1998)
Genre	Concept qui se réfère aux différences sociales entre les femmes et les hommes qui sont acquises, susceptibles de changer avec le temps et largement variables tant à l'intérieur que parmi les différentes cultures (Commission Européenne, 1998)
Harcèlement Sexuel	Un comportement non désiré à connotation sexuelle ou tout autre comportement basé sur le sexe qui affecte la dignité des femmes et des hommes au travail, y compris le comportement des supérieurs et des collègues (Résolution 90 / C 157/02 du 29/05/90, JO C 157). (Commission européenne, 1998)
Heures de travail non rémunérées	Le travail qui se fait sans un salaire ou une rémunération, comme le travail domestique (cuisiner, nettoyer, lessiver, etc.), le travail de soins non rémunérés (prendre soin des petits enfants, des personnes malades ou des personnes âgées qui ont besoin d'aide), le travail productif non rémunéré (travailler dans l'entreprise du mari en tant que travailleur familial non rémunéré, la production agricole pour son propre usage, la collecte d'eau et de bois de chauffage, etc.), et toutes sortes de travail bénévole dans la communauté.
Indicateurs qualitatifs	Les indicateurs qualitatifs sont les mesures, basées sur le jugement ou la perception, de l'ampleur et de la qualité de la participation à une réunion d'un groupe consultatif ou d'un groupe de travail, de l'ampleur du débat sur un sujet donné, du degré de satisfaction que suscite un processus multipartite d'un programme donné, etc. Souvent, les indicateurs qualitatifs sont quantifiables. Par exemple, on peut quantifier le nombre ou le pourcentage de personnes qui ont trouvé que la qualité des documents de l'atelier était excellente, bonne ou médiocre.
Indicateurs quantitatifs	ce sont des mesures numériques ou statistiques qui sont souvent exprimées en termes d'unités d'analyse (le nombre de, la fréquence de, le pourcentage de, le ratio de, l'écart par rapport à, etc.). Par exemple, un indicateur du succès d'une stratégie de communications pour la Table ronde consiste parfois dans le nombre d'articles parus dans les journaux sur une initiative de la Table ronde, ou le nombre de personnes qui ont assisté à une activité de la Table ronde par rapport au nombre prévu (ex. : la rencontre où l'honorable Paul Martin était conférencier). Un indicateur quantitatif commun précise si le programme, l'activité ou l'événement a respecté le budget et l'échéancier, avec une explication de tout écart important.

Indicateurs sensibles au genre	Indicateurs qui tiennent dûment compte des différents rôles et responsabilités des hommes et des femmes dans toute leur diversité. Les Indicateurs sexo-spécifiques sont des outils essentiels pour l'intégration du genre.
Indicateurs sexo-spécifiques	Voir Indicateurs sensibles au genre
Inégalité de genre	L'inégal accès à et le contrôle inégal sur divers avoirs et ressources de la société, matériels et non matériels. Dans toutes les sociétés le rôle des femmes «est situé dans une relation d'infériorité. Il n'existe toujours pas de pays dans le monde où les femmes ont un accès égal au pouvoir et à la prise de décision, ainsi qu'à des emplois décentes et bien rémunérés.
Initiatives pour un budget sensible au genre	Initiatives axées sur le processus budgétaire, y compris l'analyse des implications des budgets sur les (différents groupes de) les femmes et les hommes, et visant à élaborer des stratégies pour l'égalité de genre.
Intégration de la dimension de genre / Intégration du genre	Le processus d'intégration (mainstreaming) d'une perspective d'égalité de genre dans toutes les politiques, stratégies et interventions, à tous les niveaux et à toutes les étapes. L'intégration d'une perspective de genre est le processus d'évaluation des incidences pour les femmes et pour les hommes de toute action planifiée, y compris la législation, les politiques ou programmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux. Il s'agit d'une stratégie visant à considérer les préoccupations et expériences des femmes aussi bien que des hommes comme partie intégrante de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des politiques et programmes dans tous les domaines politiques, économiques et sociétaux, afin que les femmes et les hommes en bénéficient également, et que l'inégalité ne se perpétue pas. Le but ultime de l'intégration est d'atteindre l'égalité entre les sexes.
Intégration de la dimension de genre dans les budgets nationaux	Une application de l'intégration de la dimension de genre dans le processus budgétaire. Cette notion désigne l'évaluation sexo-spécifique de budgets intégrant une dimension de genre à tous les niveaux du processus budgétaire et une restructuration des recettes et des dépenses de manière à promouvoir l'égalité des genres. L'intégration de la dimension de genre dans les budgets nationaux comprend un examen de la distribution des ressources budgétaires selon le genre, c'est-à-dire de l'incidence des ressources allouées sur les opportunités sociales et économiques des hommes et des femmes. Une réaffectation des recettes et des dépenses ainsi qu'une restructuration du processus budgétaire peuvent être nécessaires pour promouvoir l'égalité des genres.
Intégration des Femmes au Développement (IFD)	Au début des années 1970, les chercheurs ont commencé à se concentrer sur la division du travail fondée sur le sexe, et l'impact des stratégies de développement et de modernisation sur les femmes. Le concept IFD a commencé à être utilisé dans cette période. La philosophie qui sous-tend cette approche est que les femmes sont à la traîne dans la société et que l'écart entre les hommes et les femmes peut être comblé en prenant des mesures correctrices au sein des structures existantes. L'approche IFD a commencé par reconnaître les femmes comme acteurs directs de la vie sociale, politique, culturelle et professionnelle. Des critiques envers l'approche IFD sont apparues plus tard, soulignant que les questions de genre tendent à être de plus en plus reléguées dans des programmes marginalisés et des projets isolés. L'approche IFD n'a pas eu d'impact direct sur le développement en soi. (BIT, 2000)
Intérêts pratiques de genre	Intérêts pour des objets, des projets ou du soutien pour améliorer la vie des femmes et des hommes sans changer leurs fonctions actuelles au sein de la famille, la communauté et la société dans son ensemble (par exemple, de meilleures routes, où les femmes et les enfants peuvent marcher en toute sécurité avec les charges d'eau et de bois de chauffage, et où les hommes peuvent conduire leur voiture).
Intérêts stratégiques de genre	Intérêts des femmes (et de plus en plus aussi des hommes) pour changer les inégalités de genre dans la société et renforcer l'égalité entre les sexes.

L'approche Genre et Développement (GED)

Une approche de développement stratégique qui met l'accent sur les rôles et les besoins des femmes et des hommes, et sur la façon dont le développement touche les relations de genre existantes, et réciproquement. L'approche GED établit une distinction entre les besoins pratiques de genre c'est-à-dire des besoins pour 'améliorer la vie des femmes / des hommes dans leurs rôles actuels de genre, et les besoins stratégiques de genre qui doivent être rencontrés si les femmes / hommes doivent être en mesure d'assumer de nouveaux rôles.

Masse critique

La masse minimale cruciale de basculement pour obtenir un impact quantitatif et qualitatif. Une certaine masse critique est nécessaire pour être en mesure en tant que groupe d'avoir une influence. En ce qui concerne la participation des femmes dans les milieux de prise de décisions, les recherches ont montré que les femmes peuvent avoir un impact visible sur le style et le contenu des décisions politiques quand elles représentent au moins 30-35% des décideurs des organes de décision. Ces 30-35 % sont appelés "masse critique". Tant que la participation des femmes à la prise de décision reste en dessous de la masse critique, il n'y aura pas de changement qualitatif.

Mécanismes nationaux de promotion des femmes

Mécanisme chargé de la promotion de la femme, qui soit la principale entité de coordination des politiques nationales. De tels mécanismes ont pour tâche essentielle d'appuyer l'intégration de la problématique hommes-femmes dans tous les secteurs et dans toutes les entités de l'État. (Nations Unies, 1995).

Mesures de l'efficacité

Les mesures de l'efficacité sont celles qui permettent de déterminer jusqu'à quel point les objectifs d'un programme sont atteints. Les actions menées correspondent aux objectifs poursuivis et les résultats obtenus en témoignent.

Mesures de l'efficience

Il s'agit de mesures des extrants par rapport aux intrants, c'est-à-dire de moyens par lesquels on détermine combien d'extrants sont atteints par unité d'intrant. Aurait-on pu obtenir le même résultat à moindre coût ?

Modalités de l'Aide

Les Modalités de l'aide sont les voies dans lesquelles l'aide est fournie par les donateurs aux gouvernements partenaires.

Les différentes modalités vont des projets à l'appui à la balance des paiements en passant par les approches sectorielles et à l'appui budgétaire général, en incluant une variété de modalités dans les conditionnalités, les spécifications et la responsabilisation. (ITAD)

Mortalité maternelle

Le nombre de femmes qui meurent pendant la grossesse et l'accouchement, pour 100.000 naissances vivantes. (Données disponibles à l'UNICEF et l'OMS)

Mutilation génitale féminine

Les mutilations génitales féminines (**MGF**) recouvrent toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou la lésion des organes génitaux féminins pratiquées pour des raisons non médicales.

La pratique est surtout effectuée par les exciseuses traditionnelles, qui jouent souvent un rôle central dans les communautés, telles que qu'accoucheuses. De plus en plus, cependant, les MGF sont exécutées par du personnel médical qualifié.

Les MGF sont internationalement reconnues comme une violation des droits humains fondamentaux des filles et des femmes. Elles reflètent une inégalité entre les sexes profondément enracinée et constitue une forme extrême de discrimination envers les femmes. Elles sont presque toujours effectuées sur les mineures et constituent une violation des droits des enfants. Ces pratiques violent également les droits d'une personne à la santé, à la sécurité et à l'intégrité physique, le droit d'être protégé contre la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, et le droit à la vie lorsque la procédure débouche sur la mort. (OMS)

Naissances (accouchements) assistées par du personnel de santé qualifié

Concerne le pourcentage d'accouchements assistés par du personnel formé pour apporter le suivi, les soins et les conseils nécessaires aux femmes pendant la grossesse, l'accouchement et la période post-partum, pour suivre seul un accouchement et prendre soin du nouveau-né et du nourrisson. (Données disponibles à l'OMS).

Neutre en matière de genre

Exempt de tout effet différencié, positif ou négatif, sur les relations de genre ou sur l'égalité des sexes (CE, 1998)
= **Non discriminatoire**

Non discriminatoire

Voir **Neutre en matière de genre**

Participation

Signifie prendre part à une activité, une entreprise ou une initiative, se livrer à une action commune avec d'autres ou en avoir une part.

Dans la terminologie du développement, l'on entend par participation les individus, les groupes, les communautés et les institutions qui prennent part au processus de prise de décisions touchant les activités de développement.

La participation doit englober les personnes ou les groupes qui sont tenus en marge du processus décisionnel ou qui, pour des raisons de discrimination, n'ont pas accès aux postes de responsabilité. Il faut souvent élaborer des stratégies et des mécanismes spécifiques pour promouvoir la participation des groupes marginalisés ou des groupes victimes de discrimination, comme les femmes ou les minorités ethniques. La participation débouche sur le renforcement de l'autonomie.

La participation populaire aux projets peut se concevoir à plusieurs niveaux :

- a) en tant que bénéficiaires ;
- b) en tant que travailleurs ;
- c) en tant que membres consultés ;
- d) en tant que planificateurs ; et
- e) en tant que décideurs.

De nos jours, les partenaires techniques et financiers, les programmes et projets sont conscients que la participation communautaire est une approche prometteuse et dynamique qui est durable, orientée vers les besoins et indispensable à l'équité du processus de relèvement et de développement. Elle s'attache tout particulièrement à faire en sorte que les femmes puissent participer pleinement, à tous les niveaux, aux activités et à la prise de décisions.

Parties prenantes

Ceux qui sont intéressés par et / ou impliqués dans une activité ou une initiative spécifique. Ils ne sont pas nécessairement impliqués directement dans le travail du projet.

Pauvreté

La pauvreté n'est pas uniquement considérée comme un manque de revenus et de ressources financières, mais englobe également la notion d'inégalité dans l'accès à et le contrôle sur d'autres bénéfices matériels et non matériels dans une société. Un déterminant important de l'inégalité dans l'accès à ces bénéfices est le genre. (Jane Haile 2008)

Perspective de genre

La vision qui permet de comprendre et d'analyser les caractéristiques qui définissent les femmes et les hommes de façon spécifique, y compris leurs similitudes et leurs différences. C'est une façon de voir les réalités sociales avec des lunettes de genre, de questionner et d'analyser de façon critique les relations de genre existantes, le statut inégal et le pouvoir des hommes et des femmes, de scruter les comportements et d'identifier les préjugés et les conditionnements sexistes, afin d'ensuite envisager leur révision et modification par le dialogue.

Plafond de verre

Obstacle invisible résultant d'un ensemble complexe de structures au sein des organisations à prédominance masculine empêchant les femmes d'accéder à des fonctions supérieures (CE, 1998)

Planification de genre (intégrant la dimension de genre)	Une approche active de planification qui considère le genre comme une variable clé ou un critère fondamental et qui cherche à intégrer une dimension de genre explicite dans les politiques ou les actions. (Commission européenne, 2001)
Politiques Fiscales	Les politiques du gouvernement où l'impôt est utilisé pour atteindre certains objectifs politiques, comme la redistribution des revenus, la croissance économique, l'égalité de genre ou le développement durable.
Principes de la Déclaration de Paris (2005)	<p>Les 5 engagements de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'aide comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appropriation : Les pays en développement devront exercer un leadership efficace sur leurs politiques et stratégies de développement, et de coordonner les actions de développement; • Alignement : Les pays donateurs basent leur soutien global sur les stratégies de développement, les institutions et les procédures nationales des pays d'accueil; • Harmonisation : Les pays donateurs travailleront de façon que leurs actions soient plus harmonisées, transparentes et collectivement efficaces; • Gestion axée sur les Résultats : Tous les pays vont gérer les ressources et améliorer le processus décisionnel pour obtenir des résultats; • Responsabilité mutuelle : donateurs et pays en développement s'engagent à être mutuellement responsables des résultats de développement.
Processus Budgétaire	<p>Se réfère aux étapes des plans budgétaires. En principe, ces étapes consistent en:</p> <p>Étape 1: Formulation du budget</p> <p>Étape 2: Approbation du budget</p> <p>Étape 3: Mise en œuvre (et suivi) du budget</p> <p>Étape 4: Evaluation du budget</p>
Rapports de genre	Rapport et distribution inégale du pouvoir entre les femmes et les hommes qui caractérisent tout système sexiste. (Commission européenne 1998).
Recettes publiques	Les recettes du gouvernement, qui se composent principalement des impôts directs, des impôts indirects et des cotisations sociales.
Relations de Genre	Relations entre les hommes et les femmes socialement construites, qui peuvent varier considérablement entre les cultures et changer au fil du temps.
Rémunération égale pour travail de valeur égale	<p>Rémunération égale entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, fixés sans discrimination fondée sur le sexe ou la situation familiale en ce qui concerne tous les aspects relatifs au salaire et aux conditions de rémunération.</p> <p>Le terme rémunération comprend le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum, et tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier. (OIT, C100)</p>
Renforcement des Capacités:	<p>Le renforcement des capacités se réfère souvent à l'assistance qui est fournie aux entités - en général dans les pays en développement- qui ont besoin de développer certaines capacités ou compétences ou pour l'amélioration globale de leurs performances. Les capacités sont bâties par des acteurs étatiques ainsi que par des acteurs non étatiques et peuvent inclure les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement des ressources humaines: doter les individus de compréhension, capacités et accès à l'information, connaissances et formation qui leur permettent de travailler efficacement. • Développement organisationnel : l'élaboration de structures de gestion, de processus et procédures, non seulement au sein des organisations, mais aussi dans la gestion des relations entre les différents organismes et secteurs (public, privé et communautaire). • Développement du Cadre institutionnel et juridique: apporter des modifications juridiques et réglementaires pour permettre aux organisations, institutions et organismes à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'améliorer leurs capacités.

Responsabilisation budgétaire sensible au genre

Evaluation des effets des recettes et des dépenses sur la situation des hommes et des femmes de différents âges et contextes.

La Responsabilisation sensible au genre aide à comprendre comment les budgets doivent être ajustés de façon à répondre aux engagements à réaliser l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et à promouvoir les droits des femmes.

Responsabilités familiales

Responsabilités qui couvrent les soins et le soutien des enfants à charge et des autres membres de la famille directe qui ont besoin d'aide. Les politiques nationales doivent viser à instaurer l'égalité effective des chances et de traitement pour les travailleurs masculins et féminins, et pour les travailleurs sans charge de famille (...) « lorsque ces responsabilités limitent leurs possibilités de se préparer à l'activité économique, d'y accéder, d'y participer ou d'y progresser ». (OIT, Convention 156)

Rôles de Genre

Ensemble de règles d'actions et de comportement assignées aux femmes et aux hommes, inculquées et entretenues (voir « contrat social selon le genre »). (Commission européenne, 1998).

Les rôles de genre sont « socialement construits », ce qui signifie qu'ils sont façonnés par une multiplicité de facteurs sociaux, économiques, politiques, culturels et autres, et qu'ils changeront avec les changements dans l'évolution de ces influences normatives.

Ségrégation de Genre

La concentration et la séparation des hommes et des femmes dans des tâches, des fonctions et des emplois spécifiquement masculins et féminins, en tant que résultat d'une « construction sociale » des rôles et des missions au sein d'un contexte culturel, historique et social donné. (Voir aussi la ségrégation de genre au travail)

Ségrégation professionnelle

Concentration des femmes et des hommes dans des types et niveaux d'activité et d'emploi différents, où les femmes sont confinées dans une gamme plus restreinte de professions (ségrégation horizontale) que les hommes et à des niveaux inférieurs de responsabilité (ségrégation verticale) (Commission européenne, 1998)

Ségrégation professionnelle liée au genre

Concentration des femmes et des hommes dans des types et niveaux d'activité et d'emploi différents, où les femmes sont limitées à une gamme restreinte d'occupations (ségrégation horizontale) et à des niveaux inférieurs de responsabilité (ségrégation verticale) (CE 1998)

Sexe

Les caractéristiques biologiques qui distinguent les êtres humains entre femme ou homme. Seule une faible proportion des différences dans les rôles sociaux assignés aux hommes et aux femmes peut être attribuée à des différences biologiques ou physiques basées sur le sexe.

Statistiques désagrégées par sexe

La collecte et le tri des données et d'informations statistiques par sexe pour permettre une analyse comparative entre les sexes qu'on appelle parfois que des statistiques désagrégées de genre. (Commission européenne, 1998).

Stéréotypes

Croyances partagées qu'a un groupe de personnes concernant une autre catégorie ou groupe de personnes ou d'individus. Les stéréotypes de genre se réfèrent à des convictions partagées sur les catégories hommes ou femmes.

Le stéréotype est un portrait des rôles sociaux qui sont traditionnellement dévolus aux femmes et aux hommes, et que l'on retrouve de façon constante dans les médias et la littérature. Le stéréotype concourt à renforcer la division traditionnelle du travail basée sur le genre, en la représentant comme « normale » et « naturelle ». Les stéréotypes présentent souvent une division du travail plus limitative, réductionniste par rapport à ce que l'on retrouve dans la vie de tous les jours.

Taux d'activité féminine (% du total)

Montre la mesure dans laquelle les femmes sont actives dans le travail formel rémunéré. (Données disponibles au BIT: Annuaire des statistiques du travail).

Taux de participation

Taux de participation d'un groupe déterminé – par exemple, les femmes, les hommes, les parents célibataires, etc. – en pourcentage de la participation totale, généralement en matière d'emploi. (Commission européenne, 1998).

Triple rôle

Dans la plupart des sociétés les femmes à faible revenu ont un triple rôle: les femmes mènent des activités reproductives, productives et de gestion communautaire tandis que les hommes réalisent essentiellement des activités productives et de politique communautaire.

Rôle reproductif : comprend les soins et l'entretien de la force de travail actuelle et future de la famille: responsabilités maternelles et tâches domestiques

Rôle productif : se rapporte au travail effectué par les hommes et les femmes contre rémunération en espèces ou en nature: la production marchande, la production informelle, la production domestique et de subsistance

Rôle Communautaire : le rôle de gestion de la Communauté (principalement les soins et le travail non rémunérés, la fourniture de ressources collectives comme l'eau, les soins de santé, etc.) alors que les hommes assument plus la politique communautaire de rôle (qui génère habituellement paiement, statut ou pouvoir).

Triple rôle des femmes

Le triple rôle des femmes se réfère aux rôles reproductif, productif et de gestion communautaire.

La manière dont ces éléments sont évalués affecte la façon dont les femmes et les hommes fixent des priorités dans la planification des programmes ou des projets. La prise en compte ou pas de ces éléments peut faciliter ou freiner les chances des femmes de profiter des opportunités de développement. (Moser, C. O., 1993).

Voir : **Triple rôle**

Les principales sources utilisées pour ce glossaire sont:

- Documents Politique de la Commission européenne
- Banque mondiale (information en ligne)
- Boîte à outils sur l'intégration de l'égalité de genre dans la coopération au développement (2004)
- Beveren, van Osch, Quinn (2004): Budgeting for All, Manual for gender budget initiatives (Manuel pour les initiatives budgétaires selon le genre)
- Jane Haile (2008): Glossaire élaboré pour la formation en ligne 2008

